



Deux gouvernements rivaux à Beyrouth

Le Liban, sans chef de l'Etat, est au bord de l'éclatement

Le jeu de Damas

Le pire est en train d'arriver au Liban. Non seulement — et pour la première fois de son histoire — le « pays du Cèdre » n'a plus de président, mais, plus grave encore, il se retrouve avec deux gouvernements, l'un à majorité musulmane, l'autre dirigé par le chef de l'armée, un chrétien maronite. Ainsi, le fatal épilogue tant prédit et tant redouté en treize ans de guerre civile, celui d'une partition officielle, est devenu, jeudi 22 septembre, une réalité. Déjà ruiné et asservi, le Liban est au bord de l'éclatement.

Certes, la notion d'Etat était déjà largement fictive dans un pays auquel les interventions étrangères — notamment israéliennes et syriennes — n'avaient de longue date abandonné que les oripeaux de la souveraineté. Il n'empêche : la fonction de président de la République, dernier symbole d'unité et d'indépendance, n'en est que plus précieuse aux yeux de la population libanaise, même si la classe politique, captive d'un egoïsme irresponsable et aveuglé par les intérêts sectaires, s'y est bien mal pris pour assurer l'accession au pouvoir.

Il y avait jeudi quelques choses de pathétique dans le discours d'adieu du président Amine Gemayel. Sa brève déclaration, lucide constat d'échec, résonnait comme un signal funéraire de l'Etat libanais, victime d'un « complot » et d'une « guerre étrangère ». En passant à l'ultime instant la main à son ami, le chef de l'Etat sortait à tout de même voulu réduire, dans l'immédiat, les risques de chaos que fait courir au pays la « vacance » présidentielle. Pouvait-il faire autre chose après que ses entretiens de la dernière chance avec le président syrien se furent soldés par un nouvel échec ? Conteste par une partie des dirigeants chrétiens, et combattu par les musulmans, M. Gemayel n'avait pas les moyens d'amener les deux camps en présence à s'entendre sur le nom de son successeur. Les députés chrétiens refusent de voter, pour la renouveau des institutions syriennes pour un homme choisi par Damas, la séance du Parlement libanais convoquée pour vendredi n'avait pas plus de chances de se tenir que la veille.

Et maintenant ? Où va le Liban ? La réponse se trouve une fois de plus à Damas. Faut-il croire, jusqu'à preuve du contraire, que le président Assad n'est pas disposé à accepter l'avisement à Beyrouth d'un homme qui ne serait pas son allié. Les Libanais ayant toujours été médusés, depuis 1975, à l'égard des armées les confiantes qu'ils ne résolvait pas par la négociation, la guerre civile risque de se rallumer rapidement. A cet égard, les affrontements jeudi entre chrétiens et chiites à Beyrouth, la répartition des milices et l'assassinat de trois dirigeants d'Amal sont de fort mauvais augure.

L'Occident — et notamment la France — assiste dans l'impotence au naufrage du Liban. Le « rôle historique » de notre pays apparaît définitivement... à l'échec. Et le message de circonstance adressé jeudi à M. Gemayel par le président français rassemble surtout à un vœu pieux.

Le Liban est au bord de l'éclatement. Après un premier ajournement, jeudi, la séance du Parlement libanais au cours de laquelle aurait dû être élu le successeur du président Gemayel a été reportée, vendredi 23 septembre, « à une date qui sera fixée ultérieurement ». Sans président depuis jeudi soir, le pays est en revanche doté de deux gouvernements, l'un militaire nommé jeudi soir par M. Gemayel, l'autre, civil, dirigé par M. Hoss.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Le Liban vit depuis zéro heure, vendredi 23 septembre, sous le règne d'une partition de fait avec deux gouvernements, l'un dirigé à Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane, par M. Salim Hoss, l'autre à Beyrouth-Est, dans le pays chrétien — et c'est la dernière surprise du mandat du président Amine Gemayel — par le commandant en chef de l'armée, le général Michel Aoun, un maronite. Ce n'est que trois minutes avant la fin officielle du mandat du président Gemayel que la formation de ce gouvernement, composé de six militaires, a été annoncée.

Ce dénouement à l'ultime instant traduit l'échec de tous les pourparlers engagés par le chef de l'Etat sortant pour composer un cabinet de civils représentatifs de toutes les communautés et forces politiques du pays. Dans l'entourage de M. Hoss, on indique en effet que, dans la soirée, M. Gemayel avait proposé au premier ministre démissionnaire de présider un nouveau gouvernement de vingt-quatre membres, ce que M. Hoss a refusé, arguant du fait qu'il était trop tard et qu'il valait mieux procéder à un simple élargissement de son cabinet. M. Hoss proposait notamment la création de deux postes de vice-présidents qui auraient été confiés à des chrétiens, dont un maronite.

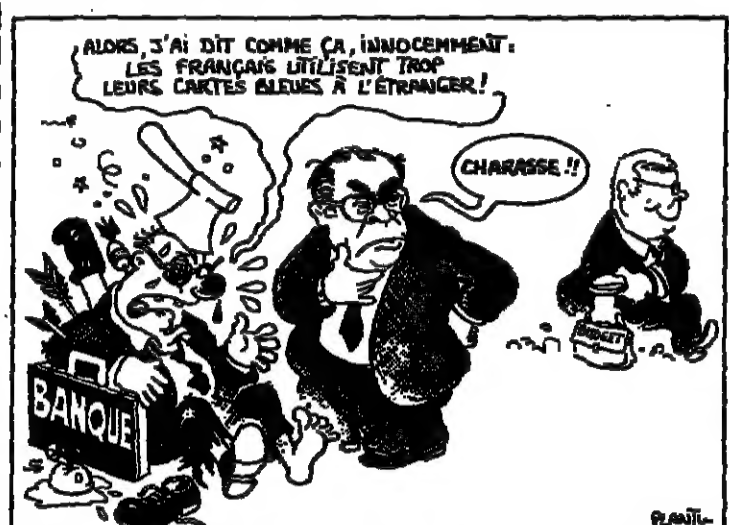
FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 5.)

Un déficit de 9 milliards de francs en août

La reprise de la consommation pèse sur le commerce extérieur

Le très mauvais résultat du commerce extérieur de la France en août — 9 milliards de francs de déficit, un chiffre jamais atteint depuis 1983 — inquiète le gouvernement. Ce résultat est dû au fait que la France importe trop de biens de consommation alors que le pays achète déjà à l'étranger des biens d'équipement. M. Rocard et Bérégovoy attendront probablement les résultats de septembre pour prendre d'éventuelles mesures correctives.



Lire nos informations page 27

Le chômage en Europe

Selon l'OCDE, la situation de l'emploi s'améliorerait en 1988 et 1989.

PAGE 29

L'ONU et la Namibie

M. Perez de Cuellar en Afrique du Sud.

PAGE 4

Accident de TGV

Le conducteur tué, une dizaine de blessés.

PAGE 24

Interruption de grossesse

La pilule abortive va être autorisée en France.

PAGE 32

Le sommaire complet se trouve en page 32

La campagne présidentielle aux Etats-Unis

Les « valeurs » de George Bush

A la veille du débat télévisé qui doit opposer, dimanche 25 septembre, les deux candidats à l'élection présidentielle américaine, M. Michael Dukakis et M. George Bush multiplient les « coups médiatiques » et tentent de renforcer leur image.

WASHINGTON
de notre correspondant

M. George Bush a réussi, jeudi 22 septembre, un « coup » superbe. Il est allé recevoir à Boston le soutien unanime de l'association des policiers de la capitale du Massachusetts, Etat dont son rival Michael Dukakis est gouverneur. A l'ouverture de tous les journaux télévisés, le public américain a pu voir le vice-président, euphorique, au milieu d'une mer d'uniformes bleus, tandis qu'un policier au torse nu se proclamait : « Une chose est sûre, le gouverneur Dukakis n'est pas l'ami de la police. »

Le candidat démocrate avait désespérément tenté d'empêcher la catastrophe. La veille, il avait téléphoné au représentant des policiers pour lui expliquer que ce coup, porté en plein cœur de sa ville, serait « dévastateur » pour lui. Le policier a laissé dire, puis il a raconté sa conversation avec le gouverneur devant les caméras de la télévision.

Restait à tenter de limiter les dégâts : M. Dukakis s'est arrangé

pour organiser à la hâte un meeting où il est apparu à son tour entouré de porteurs d'uniformes bleus (des policiers amis venus spécialement du Texas ou de Floride...), et pour dénoncer en termes violents les « crimes contre la vérité » commis par son rival.

Pour M. Bush, l'opération vient couronner des semaines de campagne au cours desquelles il a inlassablement présenté son concurrent comme un « libéral », coupable d'avoir laissé, dans son Etat, un dangereux criminel sortir de prison pour une « permission » qui s'est terminée par un viol et un assassinat. L'incident (d'ailleurs unique) a été exploité jusqu'à en donner la nausée, mais avec une incontestable efficacité. Le candidat républicain occupe résolument le créneau de « la loi et l'ordre ».

De ville en ville, de discours en discours, M. Bush enfonce le clou, avec d'autant plus de conviction que les foules semblent en redemander.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

SANS VISA

Aborigènes le jour, Taiwanais le soir

■ Escapes. ■ Gastronomie. ■ Jeux.

Pages 15 à 18

L'ETOILE ET LE CROISSANT

DAVID SHIPER

L'ETOILE ET LE CROISSANT

Prix Pulitzer

Une approche aussi nouvelle que saisissante du conflit israélo-palestinien. David Shiper, correspondant du New York Times ne propose pas de solutions — mais se borne à poser les questions essentielles — et à tirer cette conclusion aveuglante : condamnés à se combattre, Juifs et Arabes sont aussi condamnés à se comprendre et à vivre ensemble.

PRESSES DE LA CITÉ

Les Jeux de Séoul

■ Escrime : médaille d'or pour Lamour

Le Français Jean-François Lamour a obtenu la médaille d'or du sabre individuel, comme il y a quatre ans à Los Angeles.

■ Natation : déception pour Plewinski

Après avoir battu le record d'Europe et réusé le meilleur temps des séries du 100 m papillon, Catherine Plewinski a terminé quatrième de la finale remportée par l'Allemande de l'Est Kristin Otto.

■ Athlétisme : la première laureate

La Portugaise Rosa Mota remporte la première médaille d'or décernée dans cette discipline, celle du marathon.

Lire pages 12 à 14 les articles de nos envoyés spéciaux

Rétrospective au Grand Palais

Les cités de Vieira da Silva

« C'est une peinture qui vous reconcentre avec l'art abstrait », a estimé M. François Mitterrand en inaugurant la rétrospective consacrée à Vieira da Silva, jeudi 22 septembre. Il était accompagné de M. Mario Soares, président de la République portugaise.

peu près rien à voir ni avec son époque ni avec les préférences esthétiques de celle-ci. Qu'elle a un autre passé, d'autres fins et d'autres procédés. Qu'elle fait de l'abstraction un usage si singulier qu'elle n'est plus abstraite.

D'autres procédés : il faut commencer par là. Une œuvre des années 40 ou 50, qu'elle ait pour auteur Hartung ou Kline, Debré ou Still, est faite pour être perçue comme une unité et privilégie l'effet d'ensemble. Le choc qu'elle produit se fonde sur des oppositions fortes, des gestes vigoureux et des formats à la mesure du corps. Cet art suggère promptitude et énergie, quand celui de Vieira da Silva évoque lenteur et patience. L'un est de dépense, l'autre d'accumulation. L'un parle fort, l'autre à mi-voix.

Les toiles de Vieira ne font pas mystère de leur composition, ni de la précision de ce travail de construction. Ignorant la simplicité, les surfaces découpées en force et la frontalité, le peintre édifie des perspectives à un ou plusieurs points de fuite.

PHILIPPE DAGEN.

(Lire la suite page 21.)

M 0147 - 08240 - 4,50 F



3790147004500 09240

A L'ETRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Suède, 13,50 sc. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل

AUDIOVISUEL

Autorité, compétence, indépendance...

par GÉRARD CARLES et JEAN-MARIE CHARPENTIER (*)

DEUX lois n'ont pas suffi à venir à bout de la construction d'une autorité de régulation de l'audiovisuel. Au-delà de l'opération délicate qui consiste à confier à une instance autonome une fonction de choix et d'arbitrage, et donc pour l'Etat à se dessaisir d'une part de ses attributions, revient, lancinant et lassant, la question des rapports entre audiovisuel et pouvoir politique. Malgré toutes les professions de foi d'indépendance, le soupçon demeure, nourri il est vrai par des dérapages retentissants.

La troisième tentative, qui s'impose après la CNCL, se doit d'être la bonne. Un nouvel échec, outre une perte sans doute définitive de crédibilité, pourrait conduire à une participation privé-public de l'audiovisuel excluant toute régulation, avec à la clé un imbroglio juridique et financier incompatible avec les exigences d'une Europe de la communication. La réussite dépend en fait d'une triple réhabilitation.

Réhabiliter l'autorité. — Certes, elle vient des pouvoirs dont dispose l'instance pour assurer sa fonction régulatrice : pouvoir normatif, pouvoir exécutif, pouvoir juridictionnel. Mais la notion d'autorité prend tout son sens avec la détermination d'assurer enfin l'ensemble de ces pouvoirs. Le prestige moral sera alors essentiel dans l'affirmation et l'exercice de l'autorité.

Réhabiliter la compétence. — La communication requiert de la part de ceux qui ont en charge sa régulation des compétences étendues. Diversité, qualité et professionnalisme devraient présider au choix des futurs membres de l'autorité. Leur rôle consistant souvent à gérer des conflits d'intérêt, il n'est pas surprenant que celle d'incompétence, car elle alimente toutes les critiques, fondées ou non, ayant trait à des influences ou à des pressions. Pour autant, le professionnalisme nécessaire ne doit pas s'apparenter au corporatisme ni à la constitution d'un quelconque « ordre » professionnel, mais au contraire signifier capacité de traiter les dossiers, ouverture et compréhension du milieu de la communication.

Réhabiliter l'indépendance. — Une telle autorité n'a de raison d'être que fondée sur le principe d'indépendance. Mais on a pu voir combien il était difficile pour le pouvoir politique de résister à la

tentation d'orienter sa composition, voire ses décisions. La fameuse « coupure du cordon ombilical » ne deviendra effective que si le gouvernement admet, une fois pour toutes, le transfert de cette fonction régulatrice de l'audiovisuel. Ce qui ne signifie pas que l'Etat n'ait pas de responsabilités en propre dans ce secteur, en particulier pour la dynamique du service public de la radio-télévision.

Un nouveau mode de désignation

Le reproche de sujétion au pouvoir politique vient en partie du mode de désignation des membres de l'autorité. D'où l'idée par certains, dont le sénateur Jean Cluzel, d'une nomination conjointe nécessitant l'accord du président de la République, du président de l'Assemblée nationale et du président du Sénat. Elle a le mérite de ne pas morceler les nominations et d'éviter le « qui l'a fait roi ? », dont on sait combien il peut être pervers dans l'exercice du mandat de l'autorité.

Quant à sa composition, il n'y aurait que des avantages à l'abandon du système des nominations par les grands corps de l'Etat et par l'Académie française, dont on ne peut pas dire qu'il ait donné des résultats probants. En clair : pas de collèges réservés, pas de sièges attribués. Les principes d'autorité, de compétence et d'indépendance doivent permettre d'élargir la composition, plus en qualité d'ailleurs qu'en nombre. Pluraliste, professionnel dans la meilleure acception du terme, hors des baronnies corporatistes, représentatif aussi de la société civile, le futur conseil de l'audiovisuel ne devrait sans doute pas dépasser neuf membres. La garantie constitutionnelle, à terme, peut s'avérer une option intéressante à condition qu'un très large consentement intervienne aussi bien à propos de sa création que de son fonctionnement.

S'il n'est pas souhaitable de partager le pouvoir de régulation proprement dit, le conseil — les faits l'ont démontré — ne peut à lui seul tout faire. Bien sûr, il dispose de services techniques ou juridiques qui lui seront rattachés. Mais cela reste insuffisant. D'où la proposition de mettre en place, sous sa responsabilité, un observa-

toire de la production et de la création ainsi que des commissions spécialisées. En France, la production reste un des problèmes-clés de l'audiovisuel. Or il n'existe, à ce jour, aucun organisme permettant de recenser valablement l'ensemble de la production et de la création. Un observatoire pourrait y remédier. A la fois outil de mesure, d'analyse, mais aussi de proposition, il pourrait rassembler des professionnels de la télévision et du cinéma (producteurs, diffuseurs), mais aussi des usagers, cela afin d'être un lieu vivant de suivi de la production en France.

Pour assister l'autorité de régulation dans ses multiples tâches, faciliter ses travaux et jouer un rôle de médiation utile face à ses innombrables interlocuteurs, des commissions permanentes pourraient être créées afin de procéder à des auditions, préparer et suivre des dossiers. Ces commissions traiteraient chacune d'un pro-

(*) Secrétaires confédéraux de la CFDT. Membres du secteur information-communication.

SILENCE

Ras le beur !

par MOHAMED MEB TOUL (*)

Si vous vous positionnez en quelque sorte de la classe politique, comme on le voit à l'arrivée d'un bateau, il n'y a rien à l'horizon de l'immigration. C'est à croire qu'il n'y a plus d'immigrés en France, ces derniers temps.

Cu alors, que ces « choux » d'immigrés ne sont « gras » et comestibles qu'en période électorale, période où l'on assiste à une inflation de discours démagogiques (pour ou contre), à de fausses affirmations sur ces immigrations successives, sans compter les avalanches de textes, de rapports, de commissions — une page entière de ce journal ne suffirait pas à les citer tous.

Puis... les élections passées, comme un sous-marin nucléaire qui disparaît dans les eaux profondes, c'est le silence radio. Depuis 1974, date de naissance du premier secrétaire d'Etat aux immigrés, on assiste, à peu de chose près, à ce même scénario. Alors que c'est justement dans ces périodes sans passion électorale que la gestion institutionnelle de l'immigration devrait se faire.

L'immigration est un secteur socio-économique et culturel avec ses difficultés et ses potentialités. Tout comme l'agriculture française, si on lui permet de mieux se gérer, elle peut se nour-

rir, nourrir la France et même ce que l'on nomme le tiers-monde. Il suffit de savoir et de choisir si l'on doit servir la nation et l'enjeu national et international que représente l'immigration, ou servir des intérêts subalternes.

Les moyens financiers ne manquent pas. Le FAS se porte bien ! (Fonds d'action sociale financé à 80 % par le surplus des allocations familiales non versées aux familles des travailleurs immigrés, dans les pays d'origine. Cela représente la bagatelle de 8 milliards de francs, soit le budget national de certains pays du tiers-monde).

Les femmes et les hommes compétents ne manquent pas non plus. Mais, malheureusement, le crois que c'est là que le bât blesse, car depuis 1974, aucune personnalité issue de l'immigration et aux compétences reconnues, et je dis bien aucune, n'a participé à cette gestion institutionnelle.

C'est peut-être là que commence l'exclusion ? Mais ne vous inquiétez pas, l'immigration réapparaîtra à l'arrivée des touristes-électeurs !

(*) Réalisateur de télévision (ex Monde).

POLITIQUE

« In medio stat virtus »

par ANTOINE VEIL (*)

L'ÉLECTION présidentielle constituant depuis trente ans le rendez-vous majeur de la vie politique, l'ouverture d'un septennat est l'heureuse occasion de dresser un bilan et d'esquisser une perspective. A fortiori à un moment où chacun ressent l'effritement des certitudes politiques ancrées depuis le début des années 60.

Début 1981, la France, alourdie dans sa démarche économique par le second choc pétrolier, ne croyait pas vraiment à l'alternance. Le pouvoir d'achat avait continué de progresser depuis 1973, situation unique dans le monde occidental, sans que chacun ait conscience que la crise, allée plus loin par les entreprises, avait été chez nous par les particuliers et la consommation, l'aurait été chez nous par les entreprises, sur le dos de la recherche et de l'investissement, c'est-à-dire au détriment des générations futures. Malgré l'assure de près d'un quart de siècle d'exercice ininterrompu du pouvoir, la droite aurait sans doute encore gagné sans la guerre des chefs.

Cependant, avec le recul du temps, il convient sans doute de considérer que la victoire socialiste de 1981 a été bénéfique. D'abord parce que l'alternance est l'hygiène de la démocratie. Certes, jusqu'au printemps de 1983, on s'est interrogé avec anxiété sur le type de société vers lequel la gauche schématisait le pays. Fort heureusement, après plusieurs années d'errance, la réalité a vacillé la chimère, et depuis les choix économiques de Pâques 1983 et l'abandon, en 1984, de la guerre sociale, il est apparu que l'orientation social-démocrate l'emportait sur le projet d'un socialisme de rupture qui aurait éloigné la France de l'économie de marché et l'aurait lancée dans une aventure angossante. Plus récemment, la cohabitation a très utilement conforté par la privatisation des entreprises, l'idée interrompue, ce que les socialistes avaient esquissé par la rupture de l'échelle mobile et la déreglementation du marché financier. Certes, il conviendrait de privatiser aussi les comportements. Ce n'est pas chose faite.

Dans ce contexte, le nouveau septennat s'ouvre sous un jour nouveau. Pour la première fois depuis la naissance de la V^e République, les conditions sont peut-être réunies pour que le pays puisse échapper à la logique d'un affrontement permanent et coûteux entre deux blocs antagonistes. Le réalisme a renvoyé dos à dos les fantasmes stériles du socialisme et du libéralisme. Le corps social aspire enfin à être gouverné raisonnablement, c'est-à-dire au centre. La classe politique et l'opinion ont pris conscience de l'exiguïté des marges de choix. Si l'ouverture n'est encore qu'un timide essai, suspendu par la dissolution, à tout le moins recommence-t-on à se parler d'un bord à l'autre. La « transformation de l'essai » passe cependant, sans doute, par une réflexion et peut-être une action sur nos mécanismes institutionnels.

Le président de la République, tout d'abord, « clé de voûte » de nos institutions. On comprend fort bien que le général de Gaulle ait souhaité que ses successeurs tirent du suffrage universel l'autorité et la stature que l'histoire lui avait conférées. Ce mode d'élection, conjugué avec l'omnipotence progressivement prise, au-delà des textes, par le président, constitue l'élément essentiel de la coupure du pays en deux, et donc de la logique de l'affrontement. Sans doute cette élection au suffrage universel direct est-elle encore irréversible, l'opinion n'étant pas prête à renoncer à cette « conquête de la démocratie ». A tout le moins faut-il montrer les effets pervers d'un système basé par tout le monde, effets amplifiés par l'explosion médiatique et le culte de la personnalité et mal dissimulés par l'ambivalence de la position du président, chez qui le « président de tous les Français » n'occulte jamais complètement le chef de file de l'un des blocs.

La guillotine de l'article 49-3

L'effacement progressif du rôle du Parlement contribue au déséquilibre des pouvoirs. La prééminence et la stabilité nécessaires de l'exécutif n'impliquent pourtant rien de cette mise en tutelle du pouvoir législatif, dont la France offre le seul exemple parmi les pays démocratiques, sans pour autant que nous soyons mieux gouvernés que les autres.

Parmi les correctifs souhaitables, force est de songer à un usage plus retenu de la guillotine de l'article 49-3, à un recours moins systématique à la procédure d'urgence, à un certain élargissement des droits du Parlement à la fixation de l'ordre du jour de ses travaux, sans que tout cela nous ramène au régime d'assemblée.

An-dessus, c'est le mode d'élection des députés lui-même, avec les effets centrifuges du scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours, qui constitue un facteur décisif de manichisme. Il place en effet les modérés des deux camps, dans un grand nombre de circonscriptions, en situation d'otages des extrémistes, communistes d'un côté, Front national de l'autre. On ne comprendra jamais que les vagues centristes aient pu, la main au retour à ce mode de scrutin, dont l'expérience la plus récente a prouvé au surplus que, contrairement à la légende, il ne facilite pas nécessairement la constitution d'une majorité. Il est vrai qu'aucun mode de scrutin n'est exempt d'inconvénients, et que la proportionnelle intégrale offre aux extrémismes des tribunes inutiles.

Sans oser aller jusqu'à recommander le retour aux « apparences », qui demeurent à tort affublées de tous les péchés, il n'est pas excessif de penser que les effets mécaniques du mode de scrutin actuel bloqueraient durablement, si celui-ci était maintenu, le souhait de l'opinion de voir cesser un affrontement ressenti par elle comme tout à fait déusé. Entre les inconvénients d'un système majoritaire dont le maintien entraînerait le retour à la bipolarisation et ceux d'une représentation proportionnelle intégrale, il convient donc de mettre en œuvre un mode de scrutin mixte équilibré. Il existe à cet égard de nombreux modèles dont on pourrait utilement s'inspirer.

Dans ce débat, la parole et l'initiative appartiennent aux vrais centristes, et jamais depuis trente ans les circonstances ne leur ont été aussi favorables. Le centre fait recroquer. Les socialistes tendent à gouverner au centre. Les projets du gouvernement, notamment en ce qui concerne le revenu minimum d'insertion et l'impôt de solidarité, ne sont pas inacceptables pour le centre, à condition que la taxation de l'épargne se rapproche de ce qu'elle est chez nos partenaires européens, et même si l'assouplissement des œuvres d'art et de l'outil de travail atténue le fondement moral de cette contribution.

Quant à la droite, elle cherche obstinément, à raison ou à tort, à occuper le terrain du centre. Dans ce contexte, le silence ou l'incertitude des vrais centristes seraient mal perçus. Le centre doit aujourd'hui affirmer son expression de manière autonome, non seulement au Parlement, comme il a commencé de le faire, mais aussi au niveau d'une formation politique indépendante, dont le succès dans l'opinion est aujourd'hui assuré. Il doit aussi proposer activement les aménagements des lois électorales, législatives et peut-être municipales, qui lui permettraient enfin d'être lui-même au niveau de ses élus.

(*) Membre fondateur du Centre démocrate et du Centre démocratique et progrès.

AVIS DE CONCOURS

Le MINISTRE DE LA JUSTICE recrute

22 SOUS-DIRECTEURS REF. 120

Epreuve : 21 et 22 novembre 1988

Adjoint au chef d'établissement, le sous-directeur a la responsabilité de la vie quotidienne de la prison. Il a accès par voie de promotion interne au poste de directeur d'établissement.

12 ATTACHE(E)S D'ADMINISTRATION ET D'INTENDANCE REF. 121

Epreuve : 16 et 17 novembre 1988

Les attachés ont la responsabilité des services administratifs, judiciaires, économiques et financiers d'une direction régionale ou d'un grand établissement pénitentiaire.

Conditions :

Ces deux concours sont ouverts aux hommes et femmes de nationalité française, âgés de moins de 35 ans, sauf reculs légaux, titulaires d'une licence ou équivalent.

retrait des dossiers jusqu'au : 12 octobre 88
clôture des inscriptions : 18 octobre 88

Ecrire sous la référence du poste désiré à :
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
PÉNITENTIAIRE

Bureau du recrutement et de la formation
247, rue Saint-Honoré-75001 PARIS
ou téléphoner : (1) 42.61.80.22 postes 49.94 - 49.93

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Veruet.
Correspondant en chef :
Claude Sèze.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimé
de « Monde »
à la presse
PARIS-12

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-88-61

Tél : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 30-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols normaux
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 932 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse, défectuosités ou préférences : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

HAÏTI : après la vague de terreur

Le pouvoir et l'opposition multiplient les appels au calme

PORT-AU-PRINCE
correspondance

« La conjoncture est trop fragile et les enjeux trop importants pour que nous puissions nous permettre de commettre des erreurs. » M. Paul Evard, responsable du Comité d'unité démocratique (KID), vaste rassemblement d'associations de quartier, résume les raisons qui l'ont conduit à reporter la manifestation qui devait avoir lieu, jeudi, devant l'église Saint-Jean-Bosco, au bas de Port-au-Prince, « pour appuyer le mouvement des sergents ». Ce journaliste de trente-deux ans, surnommé « Compère plume », est sorti de la clandestinité avec éclat : c'est le premier responsable politique officiellement reconnu par le général-président Prosper Avril et son acolyte, le général Joseph Hénault, qui dirigent le pays depuis le coup d'État militaire du 17 septembre.

Alors que la population est encore sous le coup de la vague de terreur qui avait marqué ces dernières semaines, le nouveau chef de l'État s'efforce d'endiguer la contestation qui déferle dans l'armée, les administrations et les entreprises publiques. Aidé par l'ensemble des formations politiques qui multiplient les appels au calme dans l'espoir de voir resurgir le processus démocratique, le général Avril a mis fin aux pillages qui se multipliaient dans la foule des « déshérités » (tychiques) des partisans de l'ancien régime.

Des risques de dérapage

Un ferme communiqué publié dans la nuit de mercredi à jeudi, enjoignant aux forces armées d'arrêter « toute personne s'adonnant à des actes de brigandage et de pillage » et suivi de plusieurs opérations militaires contre des bandes de pillards, a rassuré les habitants de la capitale. A la troupe qui continue d'envoyer des officiers accusés d'avoir exercé de mauvais traitements, d'être « méchants », « corrompus », « dévotés », on a fait d'importantes concessions. L'état-major a annoncé, jeudi, la mise à la retraite de vingt-neuf officiers supérieurs, qui, pour la plupart, avaient déjà été limogés par les soldats et les sous-officiers.

« C'est un mouvement très sage et très positif qui permet la promotion de jeunes officiers, mieux formés, plus proches de la base et non corrompus », commente un diplomate occidental. A l'ambassade de France, on se félicite de voir le colonel Georges Valin promu chef de la police. Formé à l'école de gendarmerie de Metz, ce jeune officier (trente-huit ans) aura la lourde responsabilité de réaliser la séparation de la police et de l'armée.

Le retour au calme est favorisé par la prudence des organisations politiques et syndicales. « Si nous n'avons pas appelé le peuple à

manifestation dès lundi devant la mairie de Port-au-Prince, c'est pour ne pas jeter de l'huile sur le feu », explique M. Bourjolly, le numéro deux du Parti uni des communistes haïtiens (PUCH). « Mais nous avons appelé à la formation de brigades d'appui au mouvement des militaires », ajoute ce militant formé en France, tandis que l'Internationale gréviste en créole à travers deux haut-parleurs installés dans la rue.

Non loin de là, le local de la Confédération autonome des travailleurs haïtiens (CATH) est en effervescence. « On vient nous voir de partout pour constituer de nouvelles syndicates », dit Armand Pierre, le trésorier de la centrale la plus influente dans le pays. « Toutes les autorités haïtiennes, c'est une occasion à ne pas manquer », ajoute-t-il.

Même le pasteur Sylvio Claude, président du Parti démocrate-chrétien haïtien (PDCH-populiste), qui avait condamné le coup d'État, a changé d'avis après avoir été invité

au Palais national. Mais les risques de dérapage demeurent. Le « mouvement des sergents » est une première inconnue : visiblement peu préparés, les sous-officiers peuvent être manipulés. Face au fin stratège qu'est Prosper Avril, le sergent Houbreux risque d'être dépassé et même, dit-on, contesté par sa base, que courtise tout ce que le pays compte d'organisations progressistes.

Le sort du Père Jean-Bertrand Aristide pourrait aussi avoir de lourdes conséquences. Très affecté par le massacre du 11 septembre dans l'église Saint-Jean-Bosco, le père salésien est toujours salués comme un « saint » sous la protection de l'église. Dans une lettre qu'il a reçue au début de la semaine, les autorités provinciales de sa congrégation le somment de partir pour le Canada, sous peine de devoir abandonner l'ordre des salésiens. Un exil qui ne manquerait pas de déclencher la colère des jeunes des bidonvilles chez qui il est très populaire.

JEAN-MICHEL CAROIT.

SALVADOR : dix paysans tués près de la capitale

L'armée reprend ses exécutions collectives

La tension s'accroît au Salvador depuis une quinzaine de jours. La guérilla a détruit, jeudi 22 septembre, un centre de communication de l'armée, près de Corinto (département de Morazan), tuant quatorze soldats et un lieutenant. La semaine dernière, les guérilleros avaient infligé de lourdes pertes à l'armée en attaquant la base d'El Paraíso (département de Chalatenango), une des plus importantes du pays. L'agitation urbaine a également repris avec les manifestations vio-

lentes organisées la semaine dernière dans la capitale par les organisations de gauche. La guérilla avait décrété jusqu'à mercredi un boycottage de trois jours des transports en commun à l'échelle du pays. Tous ces événements surviennent au moment où l'état de santé du président Napoleón Duarte, qui souffre d'un cancer de l'estomac et du foie, se dégrade chaque jour un peu plus.

SAN-SEBASTIAN
de notre correspondant
en Amérique centrale

Après une parenthèse de plusieurs années, l'armée salvadorienne a renoué avec les exécutions collectives en massacrant, mercredi 21 septembre, dix paysans, près du village de San-Sebastian, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de San-Salvador. Les cadavres de sept hommes et trois femmes âgés de vingt à soixante ans sont allongés dans l'herbe près d'une chapelle, à plusieurs kilomètres du village. Tous sont en civil, habillés pauvrement comme des paysans qui se préparaient à partir aux champs.

Encore sous l'effet du choc, Rosa Emilia Rivas, trente-sept ans, raconte comment elle a échappé de justesse à la mort : « Les militaires sont arrivés en grand nombre un peu avant 6 heures du matin. Ils faisaient partie du bataillon Jiboa, c'était écrit sur leurs casquettes. Ils nous ont emmenés — une quarantaine de personnes en tout, dont dix enfants — jusqu'à l'école pour, disaient-ils, nous faire un petit discours sur la situation dans la région. Ils nous ont accusés de collaborer avec la guérilla. Ils m'ont bandé les yeux et m'ont fait sortir de l'école pour m'interroger. J'ai reconnu qu'il m'arrivait de donner de la nourriture aux muchachos quand ils m'en demandaient. Mais

je suis seule avec cinq enfants — mon mari vit aux États-Unis — et je ne peux pas refuser. »

L'armée a finalement épargné Rosa Emilia Rivas, et l'a enfermée de nouveau dans l'école avec les trente rescapés. Les militaires ont emmené les dix autres paysans, et les ont exécutés à moins de 1 kilomètre de l'école. Les dix-sept familles de ce petit hameau situé dans les collines verdoyantes du département de San-Vicente avaient dû abandonner leurs maisons il y a huit ans à cause des combats. Ils étaient revenus trois ans plus tard, et la vie avait repris normalement, chacun cultivant son maïs et ses haricots noirs. La guérilla passait à l'occasion, comme elle le fait sur une grande partie du territoire, mais l'armée était davantage présente.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

Vers une médiation dans le conflit sur la pêche

Le gouvernement canadien est disposé à accepter une « médiation à caractère non obligatoire » pour régler son différend avec Paris sur les quotas de pêche à accorder aux pêcheurs français dans la zone dite « 3Ps », située au large de Terre-Neuve et Saint-Pierre-et-Miquelon. Les trois ministères intéressés par ce problème ont néanmoins fixé des limites étroites aux pouvoirs qu'ils estiment devoir être accordés au médiateur qui choisiraient les deux parties. La France avait récemment mis Ottawa en demeure de régler au plus vite cette dispute. Un accord pour une solution par des négociations bilatérales avait été conclu le 30 avril ; mais son application avait d'abord, en mai, été suspendue par le Canada après l'arrestation d'un des chalutiers, puis rompue par la France, le 14 septembre, en raison de la mauvaise volonté alléguée de son vis-à-vis.

Ottawa entend que les prises des pêcheurs français, essentiellement de morues, soient largement réduites dans la zone « 3Ps », où les ressortissants des deux pays ont des « droits ancestraux ». Le gouvernement canadien suggère, dans son communiqué, de tenir séparées les négociations sur l'autre différend — en partie seulement corrélatif — entre les deux pays : le tracé de leur frontière économique (entre l'archipel et le côté est). « Si un accord est conclu au sujet des quotas, les bateaux français seront autorisés à

les pêcher en attendant le règlement de la dispute sur la frontière maritime (...) au moyen d'un arbitrage international », conclut le communiqué d'Ottawa. — (AFP.)

Danemark

Les sociaux-démocrates contre le cumul de mandats des élus

M. Svend Auken a été réélu, le jeudi 22 septembre, président du Parti social-démocrate danois. Les sept cents députés du congrès national ont aussi désigné leurs vingt candidats aux élections européennes de juin 1989. Ce sont presque tous de jeunes militants, encore inconnus du grand public, dont le chef de file sera une journaliste de vingt-sept ans, M^{lle} Kirsten Jensen. Ce choix marque un début de renouvellement de l'image du parti danois dans l'opposition depuis 1982.

Les sociaux-démocrates ont décidé que, désormais, les militants du parti « pourraient exiger » qu'un quota de 40 % de femmes soit appliqué sur les listes de candidats aux scrutins municipaux et départementaux (mais non aux législatives), ainsi que dans les diverses commissions et groupes de travail du mouvement.

La question du cumul des mandats électifs a donné lieu à de vives discussions. Il y a environ vingt ans, un congrès du parti avait voté un règlement qui interdisait à ses membres le cumul des mandats parlementaires avec celui de maire d'une grande ville ou de député à l'Assemblée euro-

péenne. Le comité central souhaitait revenir sur ce paragraphe. Mais la majorité des députés présents s'y est violemment opposée, obligeant le bureau à retirer sa proposition. Bien plus, certains membres de la base ont exigé, « pour que le pouvoir ne soit plus concentré toujours dans les mêmes mains », que le cumul d'un mandat municipal et d'un mandat départemental (situation assez courante jusqu'ici) soit dorénavant interdit. Et ils ont été suivis par une forte majorité des députés. — (Corresp.)

Nicaragua

Le président Ortega annule sa visite à l'ONU

Managua a annoncé, le jeudi 22 septembre, que le président Daniel Ortega a annulé la visite qu'il devait faire aux Nations unies en raison du refus de Washington de fournir des visas à la majorité des membres de la délégation nicaraguayenne. Le département d'État conteste cette version, assurant que les demandes ont été présentées tardivement. De même source, on indique que trente des soixante visas demandés ont été fournis, dont ceux du chef de l'État, de sa famille et des représentants du ministère des affaires étrangères.

Le président (chypriote) de la commission des Nations unies sur les relations avec le pays hôte (américain) a annoncé une réunion, vendredi, de cette instance, suivie d'un éventuel recours à l'assemblée générale. Les demandes litigieuses ont été présentées le 13 septembre, pour une arrivée

à New-York, le 23 (l'assemblée commence le 26) ; les autorisations ne seraient prêtes que le 4 octobre, date à laquelle le président Ortega envisageait, son retour à Managua. — (AFP, Reuters.)

Yougoslavie

Nouvelle mobilisation serbe

Plus de 130 000 personnes ont manifesté le jeudi 22 septembre dans trois villes de Serbie, en dépit de l'interdiction des autorités, afin de soutenir la minorité serbe et monténégrine de la province autonome du Kosovo en lutte contre la majorité albanaise.

L'assassinat de quatre soldats du contingent, nitraillés par un Albanais, avait été à l'origine, l'année dernière, d'une flambée nationaliste serbe, mais le Kosovo est le théâtre de conflits inter-ethniques depuis de nombreuses années. Ces conflits ne semblent pas s'apaiser malgré la présence d'unités spéciales de la milice fédérale yougoslave qui ont été déployées, le 20 septembre dernier, dans vingt-deux villes du Kosovo.

A Pristina, la capitale du Kosovo, deux mille écoliers ont manifesté jeudi dans les rues en scandant « Le Kosovo appartient à la Serbie », après avoir défilé dans les écoles pour réclamer le boycottage des cours. Ils dénoncent « la peur et l'incertitude » que font régner, selon eux, « les nationalistes albanais » de cette province autonome rattachée à la Serbie et peuplée aujourd'hui de près de 80 % d'Albanais. — (AFP, AP.)

La peur des militaires

« Avant, on faisait confiance à l'armée, raconte une paysanne dont le mari fait partie des victimes. Aujourd'hui, on a peur que les militaires reviennent ici pour en finir avec nous. Mais nous allons rester. Nous n'avons pas le choix : il faut sauver les récoltes. » Slobodan, une femme d'une soixantaine d'années, Angela Sibirna, prépare la sépulture de son mari et de ses deux enfants âgés d'environ trente ans. Ils seront enterrés tels quels dans le champ de maïs.

En guise d'explication, le bureau de relations publiques de l'armée a publié, jeudi, un communiqué qui mérite d'être cité textuellement : « Le bataillon Jiboa de la 5^e brigade d'infanterie de San-Vicente, dit ce communiqué, a surpris un groupe d'extrémistes qui se déplaçaient près de San-Sebastian, tuant dix combattants du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN). Les soldats ont récupéré deux fusils M16, six chargeurs, trois cents cartouches, cinq mines antipersonnel et deux sacs à dos. »

Il est curieux que l'armée n'ait pu récupérer que deux fusils, si elle a tué dix « extrémistes » au cours d'une embuscade. De crainte sans doute que sa version ne soit pas assez crédible, le bataillon Jiboa avait pris la peine de répartir autour des cadavres des tracts du FMLN et de laisser sur place une grande banderole proclamant : « Nous jurons de vaincre pour parvenir à une véritable indépendance. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

MICHEL BRAUDEAU



Grâce au courage du style, à sa plénitude, à son dynamisme, une fête littéraire, un cadeau pour les amateurs de très beaux romans.

Jacques-Pierre Amette / Le Point

Un romancier qui ose s'aventurer dans un labyrinthe mental sans se perdre, c'est rare. Et c'est très beau.

Dominique Fernandez / Le Nouvel Observateur

Un immense bonheur d'écrire et de lire, et le souffle d'une liberté qui ne mettrait plus guère le nez dehors.

Renaud Matignon / Le Figaro

J'adore ce livre. Il est drôle, triste et méchant.

Jérôme Garcin / L'Événement du jeudi

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

Amériques

Les « valeurs » de George Bush

(Suite de la première page.)

Régulièrement, le passage du discours de M. Bush le plus applaudi est celui où il rappelle qu'il est favorable à la peine de mort pour certains crimes particulièrement graves — alors que M. Dukakis s'y oppose. Autre refrain : il veut des juges « qui s'intéressent plus au sort des victimes qu'à celui des criminels ».

Et puis il y a, bien sûr, le cheval de bataille du candidat, le « serment d'allégeance » (au drapeau, à la nation américaine, à la liberté, etc.) : M. Dukakis ayant, en tant que gouverneur, opposé son veto à un vote du Sénat du Massachusetts imposant aux enseignants de faire réciter tous les jours ce serment aux enfants des écoles, M. Bush a usé et abusé de l'affaire pour tenter d'incarner, face à son rival, les vertus du patriotisme.

Autre « point fort », avec applaudissements garantis : dans l'Ouest, mais aussi dans les petites villes de l'Amérique profonde : la vente des armes à feu. M. Dukakis a eu l'imprudence de faire savoir qu'il était favorable au contrôle de ces ventes, avant de faire retraite sur des positions plus ambiguës. M. Bush, lui, ne se prive pas de proclamer haut et fort qu'il est opposé au gun control.

Autant d'éléments d'un discours qu'on pourrait décrire comme typiquement « réactionnaire », si les mots avaient ici le même sens qu'en France (en fait, c'est M. Bush qui accuse ses adversaires d'être des « réactionnaires » en matière économique), ou de moins, un discours caractéristique d'une droite musclée solidement installée au cœur du Parti républicain.

Les choses, pourtant, ne sont pas tout à fait aussi simples. D'abord parce que ces thèmes, y compris l'opposition farouche au « gun control », ont profondément populaires en Amérique, et pas seulement là où les « bons citoyens » peuvent se sentir menacés. A Finlay, tranquille bourgade de l'Ohio, où M. Bush est venu participer à la « fête du drapeau », une jeune femme aux yeux clairs, venue avec son bébé, explique fièrement qu'elle a « plein d'armes » à la maison et s'indigne d'une proposition de loi visant à imposer un délai de sept jours avant l'achat d'une arme. Qu'elle se rassure, la proposition, pourtant appuyée par d'éminentes personnalités et une campagne d'opinion sans précédent, a été entre-temps repoussée à une écrasante majorité par la Chambre, dominée par les démocrates.

Le doux George

Certes, la redoutable puissance de la National Rifle Association, le lobby des armuriers, grand pourvoyeur de fonds électoraux, explique très largement ce résultat. Mais aussi l'instinct politique des congressistes, particulièrement affûté en année d'élections. A la mi-octobre, alors que M. Dukakis passait encore pour le grand favori, un sénateur républicain affirmait avec la plus sereine conviction qu'il était parfaitement imaginable qu'un candidat partisan du contrôle des armes à feu puisse être élu président.

En fait, en insistant ainsi sur ce qu'il est convenu d'appeler les « valeurs » traditionnelles — la lutte contre le crime, la patrie, la famille... — M. Bush débordait largement son électeur naturel. Dans telle assemblée de Columbus, une employée notre explique qu'elle votera démocrate —

comme la grosse majorité des travailleurs syndiqués de l'entreprise. Mais le petit discours du candidat républicain lui a beaucoup plus, « en particulier ce qu'il a dit sur le serment d'allégeance ».

Même réaction, beaucoup moins paradoxale qu'on ne pourrait le croire, chez les hispaniques ou les asiatiques, auxquels M. Bush s'adresse en Californie. Ces gens-là, explique un responsable républicain, sont attachés aux « valeurs », et le candidat du Grand Old Party leur en sert à profusion. Et c'est en insistant sur ces thèmes — en plus de celui de la prospérité retrouvée — que M. Bush compte pour convaincre une fraction essentielle de l'électorat : les démocrates « réaganiens », ceux qui ont voté pour l'actuel président lors des deux dernières élections.

M. Dukakis, qui chasse sur les mêmes terres, se défend en exaltant à son tour, à chaque instant, les vertus familiales, en visitant des commissariats de Californie ou en s'assurant qu'il y a toujours un ou plusieurs drapeaux dans le champ des caméras, dès qu'il prend la parole. Mais, en ce domaine, M. Bush a pris un avantage qu'il sera bien difficile de lui ravir.

Tout cela est sans doute de l'excellente politique — les sondages

leur ». (Il s'agit des quartiers déshérités, essentiellement noirs, qu'on retrouve dans toutes les grandes villes des Etats-Unis, dont les habitants plus aisés fuient vers les faubourgs). « A mesure que je deviens vieux, je me trouve presque hanté par la vie que vivent ces enfants (...). Qu'advient-il d'eux ? La réponse nous appartient. »

En bon républicain, M. Bush poursuit en expliquant que la réponse doit venir essentiellement d'actes de générosité et d'attention individuelles, et que l'Etat ne peut résoudre le problème, comme l'ont prouvé les tentatives du passé. Mais il s'engage tout de même à agir, en tant que président, « pour persuader gentiment » les Américains de faire quelque chose. Certes, on peut ranger tout cela au chapitre des bonnes intentions, ou des bonnes œuvres. Mais il n'empêche que ce discours tranchait furieusement avec ceux qu'on avait entendus tout au long de la journée dans la bouche du même homme.

Des préoccupations sociales

Pour l'instant, ce George Bush-là est encore peu apparu devant le grand public, préférant apparemment aborder ce type de sujet devant des auditoires éclairés (et



en témoignent, qui continuent à donner au candidat républicain un avantage de quelques points. Mais M. Bush peut-il en rester là, lui qui a commencé son discours d'investiture, à La Nouvelle-Orléans, en annonçant qu'il voulait « une Amérique plus douce » ? Au-delà de ce martèlement de valeurs « simples », cet homme qui est toujours passé pour un modéré s'il est autre chose à dire ? A vrai dire, on connaît la réponse, on sait que M. Bush est un personnage plus complexe que l'image qu'il donne de lui à ce stade de la campagne. A bien l'écouter marteler ses « valeurs » simples, on perçoit parfois d'autres échos, un petit air de flûte derrière des roulements de tambour.

Écoutons-le un soir à San Francisco, devant un auditoire de républicains nantis, venus participer à un dîner de soutien à 1 000 dollars le couvert : « Que dire-t-on de nous, les Américains de la fin du vingtième siècle ? Que nous étions gras et heureux ? (...) Quel est le but ultime de la croissance économique ? Seulement d'être riche ? Quelle ambition creuse ! Y a-t-il vraiment une satisfaction quelconque à être le pays le plus gras ? »

C'est la fin d'une longue journée, l'heure des journaux télévisés est passée depuis longtemps, la presse fatiguée ou absente. Mais c'est ce soir-là que, de l'avis général, M. Bush donne son meilleur discours de la semaine, tant par le contenu que par la conviction, l'émotion avec laquelle il est prononcé. Il en appelle aux « meilleurs anges de notre nature » (humaine), il veut un pays qui soit « idéaliste et heureux », un pays où « on aide les citoyens qui en ont besoin ». Et d'enchaîner sur un thème déjà esquissé dans son discours de La Nouvelle-Orléans, mais passé à l'époque à peu près inaperçu : les enfants du centre des villes qui vivent « dans la violence et l'hor-

reuil » plutôt que devant des foules plus populaires. Ainsi, quand il évoque « une nouvelle vision d'une Amérique meilleure », quand il veut étendre les bénéfices de la croissance « à ceux qui n'en ont pas encore profités », il le fait devant l'Executive Club de Chicago — aréopage des responsables économiques de la ville.

Selon son entourage, ce type de propos correspond « aux convictions profondes de George Bush ». Mais force est de constater qu'ils n'occupent encore qu'une place très secondaire dans sa campagne. Est-ce parce que, comme l'explique un assistant, il s'agit d'abord, en insistant sur les « valeurs », et un discours clairement conservateur, de « consolider ses bases », avant de s'enfermer, plus tard, c'est-à-dire en octobre, à attendre d'autres secousses de l'opinion ?

En fait, en laissant apparaître ses préoccupations sociales, son désir de mieux faire, de s'intéresser un peu plus aux laissés-pour-compte de huit ans de réaganisme, M. Bush ouvre un certain risque politique. Une partie de sa « clientèle » traditionnelle pourrait s'interroger pour son portefeuille (même si M. Bush jure à chaque instant qu'il n'augmentera pas les impôts).

D'un autre côté, ses gentilles attentions de patriote au cœur sensible ont toutes chances de lui attirer des sarcasmes. Une assistante de M. Dukakis a donné l'exemple en assurant que, dans l'esprit du candidat républicain, un homme de condition modeste est « un homme qui a du mal à s'acheter un yacht de dimensions modestes ». Il reste six semaines de campagne, et M. Bush, faux dur dans son apparence actuelle, a encore le temps de changer de visage ou de masque. A moins que, semblant en cela à son adversaire, il n'estime préférable d'offrir de lui-même une image brisée.

JAN KRAUZE.

Afrique

Le voyage de M. Perez de Cuellar en Afrique du Sud

Pretoria a demandé à l'ONU des garanties de neutralité dans le processus engagé en Namibie

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Comme l'a souligné M. « P.K. » Botha, ministre des affaires étrangères, au cours d'un toast en l'honneur de M. Javier Perez de Cuellar, les Nations unies n'ont jamais bénéficié d'une image favorable en Afrique du Sud. L'Organisation a très souvent été traitée dans la boue. Pretoria ne tenait aucun compte des résolutions et autres condamnations du Conseil de sécurité. La visite de son secrétaire général, à l'invitation du président Botha, a, comme par enchantement, renversé la vapeur.

Certes, le pouvoir se méfie encore de « ce machin », comme l'avait qualifié le général de Gualle, mais M. « P.K. » Botha, ministre des affaires étrangères, a rendu un hommage très appuyé à ce courtier de la paix qui, cinq ans après son premier déplacement infructueux en 1983, tente à nouveau de sortir le dossier namibien de l'ornière.

Des progrès ont, au dire de MM. Botha et Perez de Cuellar, été accomplis, mais il reste des points pratiques à régler, quant aux détails techniques sur la façon dont sera mise en œuvre cette résolution adoptée il y a presque dix ans, le 29 septembre 1978. Comme l'a indiqué M. Botha, « il faut la sortir de l'étiquette et la déposséder ». M. Perez de Cuellar pense, pour sa part, que « c'est encore une enfant

et qu'elle est toujours jeune et valide ».

L'Afrique du Sud est en tout cas favorable à la mise en application de ce texte, qui prévoit les différentes étapes du processus d'indépendance de la Namibie, administrée par elle depuis 1915 et qui a souvent été qualifiée de « cinquième province ». Les autorités de Pretoria parlent encore plus souvent de « Sud-Ouest africain » que de Namibie. Depuis 1966, elles se sont constamment opposées aux injonctions des Nations unies et de la communauté internationale visant à faire accéder à l'indépendance ce territoire, la dernière colonie d'Afrique.

Aujourd'hui Pretoria semble prêt à se séparer de ce pays grand comme la France et l'Italie réunies si le contingent cubain stationné en Angola se retire et ne représente plus aux yeux du gouvernement une menace sur le déroulement d'élections « libres et équitables » qui, en principe, devraient se dérouler à partir du 1er juin de l'année prochaine, en application du protocole de Genève.

L'ONU n'a pas de mandat pour négocier le départ du corps expéditionnaire cubain, qui a toujours été le principal obstacle. Cette question fait l'objet de pourparlers qui reprendront, le jeudi 26 septembre, à Brazzaville, la capitale du Congo. Les entretiens de M. Perez de Cuellar portent essentiellement sur les modalités de mise en œuvre de la résolution 435 et visent à rassurer Pretoria quant à l'impartialité du rôle de l'ONU. Cette neutralité est contestée par Pretoria depuis que le mouvement de libération, la SWAPO (Organisation de peuple du Sud-Ouest africain) s'était vu attribuer, en 1973, la qualification de « représentants authentiques du peuple namibien ».

Le secrétaire général a donné des garanties en ce sens à ses interlocuteurs, assurant que toutes les formations politiques seraient traitées sur le même pied, sans aucun favoritisme même si l'est à craindre pour les Sud-Africains que l'organisation de Sam Nujoma ne sorte victo-

rieuse du scrutin. Ce qui n'est pas du goût des militaires. Le général Magnus Malan, ministre de la défense, déclarait encore à la fin du mois d'août dernier que « le drapeau rouge ne flotterait jamais sur Windhoek ».

Questions financières

Autres préoccupations de Pretoria : le financement de la mise en œuvre de la résolution 435, estimée au bas mot à 700 millions de dollars, et enfin la viabilité après l'indépendance du pays, dont le budget est alimenté pratiquement pour moitié par l'Afrique du Sud. Ce dernier aspect a été au centre des discussions entre le secrétaire général et les membres du gouvernement intérimaire namibien mis en place par Pretoria en juin 1985 d'une part, et les dirigeants des différentes formations politiques du territoire, d'autre part, qui se sont réunis à Pretoria jeudi.

M. Perez de Cuellar a indiqué que ceux-ci étaient favorables à la résolution 435 et « pleins d'optimisme ». Le président actuel du gouvernement intérimaire, M. Dirk Mudge, a précisé néanmoins qu'il était en faveur d'une conférence préalable de tous les partis politiques, y compris la SWAPO.

Il semble donc qu'il y ait un consensus et une compréhension mutuelle, même si tous les problèmes ne sont pas encore réglés. « Une réunion s'ajoute », a souligné le secrétaire général de l'ONU, qui s'est déclaré « satisfait » de la volonté du gouvernement d'« accélérer le processus de paix dans la région ».

M. Perez de Cuellar espérait quitter l'Afrique du Sud vendredi après-midi pour Luanda, la capitale angolaise, avec « des résultats concrets ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

● Luanda affirme avoir repris plusieurs localités stratégiques de l'UNITA. — Le ministre angolais de la défense, le général Pedro Passos Tosta, a indiqué que mercredi 21 septembre que les FAPLA avaient repris récemment les localités de Sauter, Cangamba, Lumbo, Munhango et Canganga. Cette reconquête « était devenue urgente » dans la mesure où il y avait eu une infiltration de l'UNITA vers le centre et l'est du pays lors des « grandes combats » livrés autour de Cuito-Cuanavale (Sud-Est), a affirmé le ministre. La reprise de Munhango (village où est né le leader de l'UNITA, M. Jonas Savimbi) a été « un coup terrible » pour l'UNITA, selon le ministre, qui a souligné également l'importance stratégique de cette localité située dans le chemin de fer de Benguela. — (AFP.)

MAURITANIE

Plusieurs opposants seraient décédés dans la « prison-mouroir » de Walata

Dakar. — Plusieurs détenus négro-mauritaniens — condamnés au mois d'octobre dernier à des peines de plusieurs années d'emprisonnement pour participation à un complot contre le gouvernement — seraient décédés ces jours derniers, apprend-on de diverses sources concordantes à Dakar.

Située au sud-est du pays, la prison de Walata, véritable mouvoir, selon certains, surplombée de l'aviation générale, utilise les infrastructures — jamais rénovées — d'un ancien fortin militaire français datant du début du siècle. Les conditions de détention y seraient insupportables.

Les prisonniers seraient à peine nourris, soumis à des conditions climatiques extrêmes, notamment en cette période de pluies abondantes, et seraient aux prises avec l'essentiel du temps pour pallier l'insuffisance en nombre des gardiens.

Les Forces de libération africaines de Mauritanie (FLAM), principal mouvement clandestin de la lutte des Négro-Mauritaniens contre ceux qu'ils qualifient d'« oppresseurs blancs », les Beydane arabes, actuellement au pouvoir, avaient, pour leur part, annoncé le 1er septembre le décès de six de ces détenus. Plusieurs sources avaient fait état la semaine dernière à Nouakchott du départ d'une mission gouvernementale, dirigée par un officier supérieur de la garde nationale pour Walata, afin d'y enquêter sur les conditions d'incarcération des détenus.

La dénonciation des conditions de détention en Mauritanie n'est pas toujours le fait d'opposants politiques, mais parfois de Mauritaniens animés d'un sentiment humanitaire. Ainsi ce serait un nouvel arrivé dans le corps des officiers de la prison de Walata qui aurait constaté le très mauvais état de santé de l'écrivain Tene Youssouph Guéye quelques jours avant sa mort et qui aurait pris sur lui — en l'absence de toute liaison téléphonique ou radio avec la capitale — de le faire transférer à l'hôpital de Néma, à une centaine de kilomètres au sud de Walata, où l'écrivain, arrivé trop tard pour être soigné, serait décédé. — (AFP.)

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE
L'ETAT, LA POLITIQUE ET LE DROIT PARLEMENTAIRE EN AFRIQUE
THOMAS GOUDEAU
Préface de FRANÇOIS LUCHAIRE
19,5 x 20 cm - 600 p. - 130 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Conte - 75006 PARIS

BRANCHEZ!

AMSTRAD

Les difficultés de la tournée européenne

Le président espagnol Juan Carlos qui arrive jeudi 22 septembre à Belgrade, pour une tournée européenne, a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président français François Mitterrand a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président allemand Helmut Kohl a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président britannique Margaret Thatcher a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président italien Ciriaco De Mita a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président grec Konstantinos Karamanlis a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président portugais Mário Soares a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président grec Andreas Papandréou a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président grec Andreas Papandréou a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président grec Andreas Papandréou a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président grec Andreas Papandréou a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Le président grec Andreas Papandréou a été reçu par le président Slobodan Milosevic à son arrivée à Belgrade, l'après-midi du 21, dans un geste de bienvenue.

Proche-Orient

Deux gouvernements rivaux à Beyrouth

Le Liban, sans président, est au bord de l'éclatement

(Suite de la première page.)

Tous les musulmans consultés jeudi ont refusé de participer à un gouvernement provisoire, que les chefs religieux des communautés sunnite, druze et chiite avaient encore dénoncé dans un communiqué commun, jeudi soir, comme « illégal, ne tenant pas compte des droits des musulmans et de leurs aspirations, et encourageant la partition du Liban ». Ces dignitaires religieux avaient appelé « les Libanais, et les musulmans en particulier, à refuser toute participation à un gouvernement provisoire ».

A peine annoncée, la composition de ce cabinet, formé de trois officiers chrétiens (un maronite, un grec-catholique, un grec-orthodoxe) et de trois officiers musulmans (un sunnite, un druze et un chiite), ces trois derniers proclamant leur refus d'y participer, affirmant en outre qu'ils n'avaient pas été consultés avant leur désignation.

La nomination du général Aoun apparaît, dans ce contexte, comme une ultime solution, dont on peut penser qu'elle a été plus ou moins imposée au chef de l'Etat, qui, dit-on, se serait beaucoup inquiété de la

réunion de mercredi, alors qu'il était à Damas entre le chef de l'armée et celui de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL); M. Samir Geagea.

Avertissements répétés

Les avertissements répétés du général Aoun sur le fait que l'armée ne laisserait pas s'installer le vide constitutionnel pouvaient certes laisser entrevoir une telle issue, qui est devenue possible après l'alliance scellée avec les FL. Des dimanche dernier, les chefs des brigades chrétiennes, réunis autour du général Aoun à la suite de l'annonce de l'accord syro-américain sur la candidature de M. Mikhael Dahar, accord refusé par l'armée, avaient fait savoir, d'une part, au patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, et, d'autre part, à M. Samir Geagea qu'ils ne toléreraient pas une solution imposée de l'extérieur, et qu'en cas de gouvernement provisoire ils soumettraient la nomination à sa tête du général Aoun. M. Geagea s'était solidarisé avec cette démarche, et

un premier contact téléphonique avait eu lieu entre le général Aoun et le chef de la milice chrétienne, brouillée depuis l'assassinat par les FL du général Kanaan (dans la banlieue chrétienne de Beyrouth en septembre 1986).

Quand on connaît l'hostilité profonde et réciproque qui règne entre le président Gemayel et le commandant en chef de l'armée, il est clair que la décision n'a pas dû être facile à prendre pour le chef de l'Etat. Il suffisait d'ailleurs de voir le sourire crispé de M. Gemayel prenant congé du général Aoun au palais présidentiel de Baabda pour constater que l'ambiance n'était pas à la fête.

Dans une brève déclaration, le général Aoun a tenu à préciser : « Nous ne sommes pas venus pour gouverner militairement le Liban mais pour assurer la passation du pouvoir de manière saine. Nous appelons à l'élection, la plus vite possible, d'un président de la République ». Le général a affirmé qu'appelé en consultation par le président Gemayel, après que celui-ci eût épuisé toute autre solution, il lui avait « proposé de charger l'armée,

élevée dans l'amour de la patrie et de la souveraineté nationale, de cette responsabilité ».

La formation de ce cabinet, réduit à trois membres après la démission des officiers musulmans, a été saluée par M. Geagea, qui a affirmé que le Liban « avait un besoin urgent d'un gouvernement fort et capable de résister afin d'organiser l'élection du nouveau président. C'est un gouvernement d'indépendance ». M. Dany Chamoun, chef du Parti national libéral, a qualifié ce cabinet de « choix excellent », espérant que « toutes les parties coopéreront avec le commandant en chef de l'armée pour sortir le pays de la crise ».

Un « gouvernement mort-né »

On peut toutefois douter de cette coopération, le gouvernement du général Aoun ayant été immédiatement récusé par le camp musulman et les formations pro-syriennes unanimes.

Le premier ministre par intérim, M. Salim Hosn, aujourd'hui consi-

déré par la Syrie et ses alliés libanais comme le seul chef légal du gouvernement libanais, a pour sa part déclaré qu'il s'agissait d'un « gouvernement mort-né ». Le président du Parlement, M. Hussein Hussein, a affirmé que ce cabinet « n'était pas légal et qu'il avait mis en garde contre une telle démarche, contraire aux traditions du pays ».

MM. Nabih Berri, chef de la milice chiite Amal, et Marwan Hamade, proche conseiller du chef druze Walid Joumblatt, ont tous les deux parlé de « coup d'Etat militaire ».

La formation d'un tel gouvernement prouve en tout cas, et malgré les propos optimistes tenus par le porte-parole de la présidence syrienne, qui avait jugé « réussie et constructive » la visite de M. Gemayel à Damas, l'échec du douzième sommet entre les présidents syrien et libanais.

C'est à 20 h 30, et dans une brève déclaration télévisée d'à peine cinq minutes, que le président Gemayel avait fait ses adieux aux Libanais.

« Je vais faire mes adieux en laissant la Constitution aux mains d'un gouvernement qui a dorénavant la responsabilité d'être rapidement un

nouveau président pour permettre le bon fonctionnement des institutions et le respect des règles démocratiques. Une ambiguïté de langage sur la forme de ce cabinet qui témoigne qu'encre, à cette heure-là, le destin du Liban n'était pas joué. Voilà que je quitte le pouvoir, et le complot a empêché de surmonter les crises et les guerres. J'aurais parié avec vous sur une paix libanaise qui nous libérerait de la peur de la disparition et des guerres étrangères qui ont violé notre terre. C'est la guerre qui a gagné et a été plus forte que la paix. Libanais, Libanais, mon testament est que vous attachiez à l'Etat soit aussi fort que votre attachement à la liberté et au droit, car vous n'avez pas d'alternative à l'Etat légal et à ses institutions », a conclu M. Amine Gemayel.

Sans président, mais doté de deux gouvernements qui vont dorénavant chercher la reconnaissance internationale, le Liban apparemment vendredi plus déchiré que jamais. La légalité préservée pendant treize ans de guerre, en un seul jour, volé en éclats.

Le général Michel Aoun

Le général Michel Aoun, cinquante-trois ans, qui a été nommé premier ministre d'un gouvernement provisoire composé de militaires par décret présidentiel, est le deuxième commandant en chef de l'armée libanaise à succéder à cette fonction après le général Fouad Chehab en 1952.

Né à Haret-Frak, dans la banlieue sud, désormais à population chiite, de Beyrouth, le général Aoun, chrétien maronite, a été à quarante-neuf ans, en juin 1984, le plus jeune officier à être nommé à la tête de l'armée au Liban. Arrivé à ce poste à une période critique pour l'armée, il se prononce fermement contre toutes les tentatives de sécession au sein de la grande majorité à l'égard des « manœuvres politiques stériles », il prône une armée forte et rejette la thèse d'un « Liban neutre qui tire sa force de sa faiblesse ».

Entré à l'Académie militaire à vingt ans, le général Aoun a servi au cours de sa carrière dans la plupart des régions libanaises et, pendant huit mois en 1983, sur le front de South-Lebanon, au sud-est de Beyrouth, où de violents combats opposaient l'armée à la milice du chef druze Walid Joumblatt. Spécialiste de l'artillerie, il suit de nombreuses sessions à l'étranger, notamment en France — Ecole d'application de Châlons-sur-Marne et Ecole militaire supérieure de Paris — et aux Etats-Unis, à Fort-Saxe.

Trois dirigeants du mouvement chiite Amal tués dans un attentat

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

La direction du mouvement chiite Amal au Liban sud a été quasiment décimée jeudi 22 septembre par l'attentat qui a tué à Ouzai, sur la route chiite contrôlée par l'armée syrienne, à l'entrée sud de Beyrouth, Daoud Daoud, Mahmoud Faghi et Hassan Shayeh. Pris en chasse par plusieurs voitures qui ont tiré deux roquettes anti-char et des rafales d'armes automatiques sur le véhicule qui les transportait, les trois hommes sont morts sur le coup ainsi qu'un passant. Un garde du corps a été grièvement blessé.

Cet attentat, le plus grave dont soit victime le mouvement Amal depuis l'explosion de Manshieh au Liban sud en 1985, qui avait tué quatorze cadres, risque d'avoir de graves conséquences au Liban sud dont Daoud Daoud avait, au prix d'un bain de fer, fait le chef de file incontesté du mouvement chiite, qui y revendiquait seul la responsabilité de la sécurité.

Homme très controversé, Daoud Daoud, que ses adversaires appellent couramment « David David », l'assassinat de collaboration avec l'Etat hébreu, avait, après le retrait de l'armée israélienne en 1985,

lancé une chasse impitoyable contre tous les adversaires potentiels d'un pouvoir qu'il voulait exclusif.

Coup dur pour Nabih Berri

S'attaquant d'abord aux mouvements et aux partis de gauche, qui avaient été le fer de lance de la résistance anti-israélienne, puis aux camps palestiniens de Tyr, auxquels il livra un siège sans merci, procédant en outre à de très nombreuses arrestations parmi les Palestiniens vivant au Liban sud, il déclencha, en avril dernier, une bataille contre les intégristes du Hezbollah, dont l'influence grandissante menaçait sa politique et son pouvoir. Ces combats internes ont toutefois abouti à l'affaiblissement de la lutte contre l'occupant israélien, dont Daoud Daoud exigeait d'être le seul maître.

Son retour, grâce à une médiation syrienne, dans le commandement d'Amal à Beyrouth — il était chef du comité exécutif du mouvement Amal — avait conforté M. Nabih Berri, alors en butte à de multiples dissidences. Il ne fait pas de doute que sa mort affectera particulièrement le chef d'Amal, qui devra rapidement combler le vide dans la seule région qu'il contrôle véritablement

et qui constitue sa principale base politique et militaire.

La mort de Daoud Daoud va sans doute aussi ranimer le conflit latent entre Amal et le Hezbollah au Liban sud, ce dernier exigeant de retrouver sa place dans cette région à majorité chiite et troublée d'Israël, à partir de laquelle la résistance islamique menait nombre de ses opérations.

Bien évidemment, c'est vers le Hezbollah que se tournent aujourd'hui tous les regards à Beyrouth. Rien, toutefois, ne permet d'accuser les intégristes pro-islamiques qui ont déclenché, dans un communiqué, « des pratiques criminelles et lâches en dépit de nos divergences politiques ».

Les deux autres responsables tués avec Daoud Daoud étaient eux aussi, des cadres importants du mouvement. La mort de Daoud Daoud a, en tout cas, provoqué un mouvement de panique au Liban sud, et la milice chiite a déployé ses hommes sur le terrain pour parer à toutes les éventualités.

M. Nabih Berri, qui a reçu les condoléances du président syrien Hafez El-Assad, a appelé à une journée de « deuil national » vendredi au Liban. Il a indiqué que son mouvement « ne chercherait pas à venger » la mort des trois hommes.

F. C.

Seules les ruines étaient au rendez-vous

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Des rues depuis longtemps abandonnées aux herbes folles, des carcasses d'immeubles éventrés, les orqueilles des façades des banques noyées dans la poussière, un décor de ruines figées sous le soleil. Il y a quand même quelque chose à faire voter au siège du Parlement dans l'ancien centre-ville de Beyrouth, désert depuis 1976, les soixante et onze députés vivants, encore présents au Liban. Le bâtiment a certes de l'allure, et son hémicycle refait à neuf — fauteuils de cuir fauve, pupitres astiqués comme pour la rentrée des classes, moquettes neuves — a tout pour accueillir dans le confort les parlementaires.

Ceux-ci devaient pourtant, jeudi matin, pénétrer par une porte latérale dans le bâtiment. L'imposante entrée principale étant sous le feu des franc-tireurs. Les soldats de garde en plaisantaient, conseillant aux curieux de ne pas s'attarder derrière les vitres pour apercevoir la place de l'Etoile, dont une première restauration avait été entamée en 1983 mais vite abandonnée après la reprise des combats de 1984.

La route menant au Parlement à partir du passage du musée, qui relie les deux secteurs de la capitale, avait été fermée dès mercredi soir à la circulation et réservée aux éventuels députés qui seraient venus de l'Est. Seul en fait M. Kamel Al-Assad, ancien président du Parlement, et qui jout à ce titre d'une imposante escorte de l'armée, a traversé d'est en ouest, pour venir au Parlement. Mais, à son retour, il a été empêché de regagner le secteur est par des miliciens qui s'étaient déployés pour tenir fermé le passage entre les deux parties de la capitale. M. Kamel Al-Assad est resté à Beyrouth-Ouest, bien que l'offre lui ait été faite d'assurer son passage.

F. C.

Diplomatie

Les difficultés économiques au centre de la tournée européenne du président Moubarak

Le président égyptien Hosni Moubarak est arrivé jeudi 22 septembre à Belgrade, première étape d'une tournée européenne qui doit le mener successivement à Londres, Paris (du 26 au 28), ainsi qu'à Bonn, et qui aura l'économie pour thème majeur.

LE CAIRE
de notre correspondant

La pile du Fonds monétaire international est non seulement solide, mais elle risque d'être fatale si elle n'est pas administrée avec précaution. Telle est la conviction que les responsables égyptiens, président Moubarak en tête, s'efforcent de faire partager à leurs interlocuteurs français, britanniques et occidentaux.

Dans un accès de colère contre le FMI, le rais est même allé, dans un récent discours, jusqu'à comparer l'institution internationale à « un médicament de campagne » capable de mener son patient à la mort. Le chef trop répugnant à coup de doses massives. Le gouvernement égyptien et les responsables du FMI divergent sur les délais dans lesquels le processus de réforme de l'économie doit être réalisé. La réduction des dépenses de l'Etat, l'augmentation du taux d'intérêt et la dévaluation de la livre devaient être réalisés dans les dix-huit mois à compter de mai 1987, date de la signature de

l'accord avec Le Caire. « Trop court », estiment les Egyptiens, qui n'ont pas oublié les conséquences de la brusque application de la parité du FMI en janvier 1977 : des émeutes qui ont fait près de sept cents morts.

Pour illustrer la bonne volonté de son gouvernement auprès des capitaux européens, dont il cherche le soutien, le chef de l'Etat citera sans doute les mesures déjà adoptées en seize mois. La livre a été dévaluée de 56 %, le prix de l'électricité a augmenté de 40 % pour les tranches supérieures, celui de l'essence de presque autant. Même le pain, cet aliment de base dont l'Egyptien consomme 130 kilos par an, vient indirectement d'augmenter. Dix pour cent du pain distribué par les fours d'Etat au Caire est passé de 2 à 5 piastres pour une qualité améliorée. Ces augmentations ont fait bouillir de rage et se sont répercutées sur le prix de la viande, des légumes et des fruits, qui ont presque doublé. Une situation qui fortement affecte le pouvoir d'achat de plusieurs millions de salariés. Le gouvernement, contrairement au années précédentes, s'est même abstenu de distribuer le traditionnel bonus à l'occasion de la rentrée scolaire, afin d'économiser 500 millions de livres (1). Cette économie budgétaire a déjà provoqué une grève dans les usines textiles de Mehalla, dans le Delta.

Parallèlement à l'accroissement de l'aide européenne, le président

Moubarak cherchera à convaincre des interlocuteurs de la nécessité d'un nouveau réajustement des échéances de la dette extérieure égyptienne, qui dépassés les 45 milliards de dollars. Ce réajustement porterait sur quatre milliards de dollars arrivant à échéance entre juillet 1988 et juin 1989. L'Egypte était déjà parvenue à rééchelonner sur cinq ans, avec cinq années de grâce, six milliards de dollars arrivés à échéance entre janvier 1987 et juin 1988. Le soutien de l'Europe est d'autant plus important pour l'Egypte qu'elle devra trouver 1,1 milliard de livres pour financer les importations de blé et de maïs, dont les prix ont augmenté à la suite de la sécheresse aux Etats-Unis.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(1) La livre égyptienne vaut 8,93 F.

« Visite de l'émir du Koweït à Paris. — L'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al-Ahmed Al-Sabah, a été reçu à déjeuner jeudi 22 septembre par le président Mitterrand, avec lequel il a évoqué les conflits irano-iraélien et irano-arabe ainsi que la coopération bilatérale, en particulier en matière militaire. Les conversations, auxquelles participaient les ministres des affaires étrangères et de la défense, se sont déroulées dans un excellent climat », indiquait-on à l'Elysée, où l'on mettait l'accent sur le « très bon contact personnel » entre le chef de l'Etat et l'émir.

Le siège du Parlement européen

Bruxelles marque un point contre Strasbourg

La Cour européenne de justice de Luxembourg, saisie par la France qui conteste la construction à Bruxelles d'un hémicycle pouvant accueillir les parlementaires européens, a rejeté jeudi 22 septembre comme « non fondée » la démarche française.

En 1985, une majorité de parlementaires européens (cent trente-deux contre cent treize), les de courir au gré des travaux entre Strasbourg (seul lieu où se tiennent les réunions plénières), Bruxelles et Luxembourg, avaient voté une résolution demandant que les sessions spéciales aient désormais lieu à

Bruxelles, dans un nouveau bâtiment. Les travaux pour la construction d'un nouvel hémicycle de six cents places ont commencé peu après.

La France, redoutant de voir Strasbourg perdre son statut de capitale européenne, avait saisi la Cour de Luxembourg. Elle contestait cette décision de construire à Bruxelles en faisant valoir que seuls les gouvernements des Douze, non les parlementaires eux-mêmes, pouvaient décider de leurs lieux de travail.

En fait, estime la Cour dans l'arrêt du 22 septembre, les décisions

des gouvernements des Etats membres n'excluent pas que le Parlement, dans l'exercice de sa compétence de régler son organisation interne, décide de tenir une session plénière en dehors de Strasbourg lorsqu'une telle décision garde le caractère d'une exception, respectant ainsi la position de ladite ville en tant que lieu de réunion normale. Strasbourg n'est donc pas détrônée, mais on autorise certaines sessions spéciales ailleurs. Le revers n'en est pas moins sévère.

La rencontre Shultz-Chevardnadze

Des « bâtisseurs de ponts »

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Chevardnadze peut s'estimer satisfait de la première journée de sa visite à Washington. Quels que soient les résultats de ses entretiens avec le secrétaire d'Etat George Shultz, il a, par un geste spontané et inattendu en direction d'un protestataire arménien (voir page 6) marqué un point, en confirmant les Américains dans l'idée que, décidément, les Soviétiques ont bien changé.

Pour le reste, les retrouvailles entre M. Chevardnadze et M. Shultz — qui, à vrai dire, ne

sont jamais restés bien longtemps sans se voir ces dernières années — se sont apparemment bien passées, et quelques paroles de circonstance ont été prononcées pour évoquer leur longue série de rencontres (c'est là 28).

Le ministre soviétique, lyrique comme toujours, a déclaré que lui-même et le secrétaire d'Etat s'étaient comportés en « bâtisseurs de ponts ».

Il a aussi expliqué à la presse qu'il n'était pas venu sans bagages, mais au contraire avec une série de propositions en matière de désarmement, et une lettre de M. Gorbatchev à

l'intention du président Reagan. La première matinée d'entretiens a été consacrée aux droits de l'homme. M. Chevardnadze est arrivé avec deux heures de retard : il avait besoin de récupérer après les fatigues du voyage.

M. Chevardnadze devait rencontrer vendredi matin le vice-président George Bush, candidat républicain à la Maison Blanche, puis reprendre ses discussions avec le secrétaire d'Etat, sur les questions régionales et bilatérales.

Le ministre soviétique devait se rendre dans l'après-midi à la Maison Blanche.

J.K.

هكذا من الأصل

Europe

URSS : malgré le déploiement de l'armée

Les rassemblements se poursuivent à Erevan

Près de huit cent mille personnes se sont à nouveau réunies, jeudi 22 septembre, dans le centre d'Erevan, capitale de la République d'Arménie, pour réclamer une session spéciale du Soviet suprême de la République au sujet du Haut-Karabakh. Malgré le déploiement de l'armée devant les principaux édifices publics, ce rassemblement, le plus important depuis le début de la semaine, s'est dissous dans la soirée sans incident, après que plusieurs milliers de manifestants eurent pris la parole.

Dans un premier temps, des manifestants avaient menacé de rester sur place tant que le Soviet suprême ne serait pas réuni. Les dirigeants du comité Karabakh, qui dirige le mouvement, ont manifestement préféré éviter une aggravation de la tension. Ils ont renoncé à une déclaration qualifiée d'« importante » annoncée depuis la veille.

Les autorités locales avaient multiplié dans la journée les appels au calme. Pour la première fois, la télévision a présenté jeudi soir des images du rassemblement et des forces de l'ordre déployées devant les bâtiments officiels. Selon un journaliste de l'organe local du parti, *Kommunist*, la mission des forces de l'ordre est de prévenir toute manifestation à proximité notamment des sièges du comité central, du gouvernement et du Soviet suprême de la République. Un dispositif similaire avait déjà été déployé au printemps et au début de juillet.

M. Chevardnadze a reçu M. Alikian

L'agence Tass a justifié le renforcement du dispositif de maintien de l'ordre par les « exigences anticonstitutionnelles » adressées par « certains éléments irresponsables » au Soviet suprême et au gouvernement, leurs appels à des grèves, des meetings, des grèves de la faim. Confirmant la poursuite des grèves, l'agence indique que des entreprises ont cessé le travail à Erevan et dans plusieurs autres villes et que les transports étaient également affectés.

Apparemment dans un geste de bonne volonté, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, en visite officielle aux Etats-Unis (lire page 5), a reçu mercredi soir à son ambassade à Washington le militant nationaliste arménien Parouir Alikian. Déchu de sa nationalité et expulsé en juillet dernier, Alikian exige de rentrer en URSS. Selon un porte-parole du Comité national arménien, l'entretien a duré une demi-heure.

Dans la région autonome du Haut-Karabakh, où le couvre-feu est en vigueur de 21 heures à l'aube, depuis le 22 septembre, la situation est confuse. Contrairement à l'agence Tass, qui a fait part d'un « assainissement » de la situation à Stepanakert et quelques localités environnantes, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vadim Perfilov, a déclaré, jeudi, à Moscou, que, « malgré les mesures des autorités locales et des forces de sécurité et leurs appels à la retenue et à la raison, la situation ne s'améliore pas ».

L'agence Tass a indiqué que des gens avaient été arrêtés pour avoir violé le couvre-feu et que des armes à feu et des armes blanches avaient été saisies. Elle a également souligné que « les entreprises industrielles, les organisations du bâtiment, les transports et les établissements d'enseignement » ne fonctionnaient pas jeudi. Selon M. Perfilov, l'instauration d'un « statut spécial » dans cette zone interdit désormais les arrêts de travail dans les services de santé, les transports et le secteur énergétique. Les rassemblements sont prohibés, ainsi que la possession d'armes à feu, a-t-il dit. Il a précisé qu'il ne s'agissait en aucun cas d'un « état de siège », et a démenti que les militaires aient pris le contrôle de la région.

Faisant le bilan des victimes, M. Perfilov a indiqué qu'un Arménien avait été tué et que quarante-neuf personnes, dont trente-trois Arméniens et seize Azeris, avaient été blessés depuis dimanche. Une trentaine de bâtiments ont été incendiés. — (AFP, Reuters.)

ITALIE

La détention de M. Cerica suscite des protestations en France

La Ligue des droits de l'homme a dénoncé, jeudi 22 septembre, au cours d'une conférence de presse à Paris, la détention, en Italie, de M. Claudio Cerica, ancien militant du groupe Autonomie ouvrière et naturalisé français.

Après avoir passé huit mois en prison en Italie, où il a fait l'objet de trois inculpations pour « participation à association subversive », « participation morale à la séquestration et au meurtre » et « constitution de bande armée », M. Cerica trouve refuge en France en 1983. Un an plus tard, la chambre d'appel de Paris, refusant l'ensemble des accusations de la magistrature italienne, émet un avis défavorable à son extradition, demandée par l'Italie. En 1986, M. Cerica acquiert la nationalité française.

En juillet 1988, alors qu'il travaille pour l'hebdomadaire *Politis*, qu'il a épousé une Française dont il a un fils, il a, comme le dit son avocat, M. Antoine Comte, « la malencontreuse idée de vouloir voyager ». Le 21 juillet, à son arrivée à l'aéroport de Djérba, en Tunisie, son passeport lui est retiré par la police tunisienne, qui le livre, dix jours plus tard, aux autorités italiennes : il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international.

Incarcééré depuis à la prison de Padoue, M. Cerica menace d'entreprendre une grève de la faim. Il a déposé plainte contre les autorités italiennes qui n'avaient pas retiré de la circulation le mandat d'arrêt utilisé par la Tunisie, « un mandat d'arrêt caduc » selon M. Comte.

Déplorant le peu de zèle déployé par le Quai d'Orsay dans cette

affaire, l'avocat souligne que les autorités françaises ne sont pas intervenues pour protéger leur ressortissant, d'autant que la Tunisie « n'a pas respecté la procédure normale d'extradition ».

L'appel lancé par la Ligue des droits de l'homme en faveur de M. Cerica a été relayé par plusieurs associations et personnalités. — Mgr Gaillot, Gilles Perrault, Claude Bourdet... — ainsi que par son employeur, M. Bernard Langlois, directeur du journal *Politis*.

Le juge Falcone retire sa demande de mutation

Le juge d'instruction du pool anti-mafia à Palerme, Giovanni Falcone, qui avait demandé le 31 juillet dernier, avec huit de ses collègues, son transfert parce qu'il estimait ne pas être en mesure d'accomplir convenablement sa mission (*le Monde* du 2 août), a annoncé mercredi 22 septembre qu'il retirait sa requête.

Le juge Falcone a notifié sa décision au président du tribunal de Palerme en indiquant qu'elle était motivée par la publication, le 13 septembre, par le Conseil supérieur de la magistrature, d'un document mettant un point final à la polémique qui a opposé le mois dernier une partie du pool des juges anti-mafia au chef des juges d'instruction de Palerme, Antonino Meli. Le juge Falcone a refusé de donner à la presse le moindre détail concernant sa décision ou le contenu de ce document. — (AFP.)

(Publicité)

CLASSES PREPA
d'octobre à juin
SCIENCES-PO et MÉDECINE
La première depuis 1987. Documentation contre 3 timbres
57, rue Charlemagne, 92200 Nanterre
01.46.08.19 ou 01.47.22.94.84

Asie

BIRMANIE

Le nouveau régime vivement critiqué à l'étranger

Le nouveau régime militaire birman, qui a entrepris de réduire le mécontentement populaire, a indiqué, le jeudi 22 septembre, qu'il maintenait son projet d'élections législatives multipartites, malgré le refus de l'opposition d'y prendre part. Après plusieurs jours de répression sanglante, l'ordre semble revenu à Rangoun.

Cette nouvelle situation suscite des protestations internationales. La France a adressé, jeudi, un appel aux autorités birmanes « pour qu'elles mettent un terme à la politique de répression et s'engagent dans la voie du dialogue démocratique et de l'apaisement ». La France, selon le porte-parole du Quai d'Orsay, « suit avec une grande préoccupation » la situation dans le pays et « réprovoque la reprise d'une politique de violence ouvertement contraire aux aspirations du peuple birman ». Les ambassadeurs de la CEE accrédités à Rangoun, dont celui de France, avaient remis, jeudi, une « protestation formelle »

contre « les violations des droits de l'homme » et les « nouveaux massacres de manifestants sans armes ».

La Grande-Bretagne a protesté « dans les termes les plus vigoureux », les Etats-Unis ont décidé de suspendre leur aide, à l'exception des programmes humanitaires, et la Chine, tout en s'engageant à ne pas intervenir dans les affaires intérieures birmanes, s'est déclarée « très inquiète des récents développements ». (...) Nous espérons que la Birmanie résoudra ses problèmes intérieurs correctement et évitera des incidents sanglants. Enfin, selon le quotidien conservateur suédois *Svenska Dagbladet*, environ mille deux cents lance-roquettes de 84 mm de type « Carl Gustaf » et des munitions ont été exportées illégalement vers la Birmanie par les manufactures nationales FFV, grâce à des « accords secrets » conclus avec la firme singapourienne Chartered Industries. — (AFP, Reuters, UPL.)

JAPON

Les attaques de journaux britanniques contre Hirohito suscitent une protestation de Tokyo

L'état de santé de l'empereur Hirohito demeure critique mais stable. L'empereur, qui ne peut plus s'alimenter depuis la nuit de lundi à mardi, a subi une nouvelle transfusion de sang et sa température est remontée jeudi 22 septembre. Mais il est conscient et a pu échanger quelques paroles avec son fils, le prince héritier Akihito.

Ce dernier exerce depuis jeudi les fonctions impériales en vertu d'une délégation temporaire de pouvoirs prévue par l'article 4 de la Constitution. Ces dispositions avaient déjà été utilisées lors des voyages de l'empereur aux Etats-Unis et en Europe ainsi qu'en septembre 1987, lorsqu'il avait subi une intervention chirurgicale. La seule différence, nous l'avons noté, est que l'empereur n'a pu signer, comme il l'avait fait précédemment, le document par lequel il délègue temporairement ses pouvoirs au prince héritier. A la suite de la précédente délégation et en raison de l'état de santé du monarque, son fils avait conservé cinq des douze fonctions dévolues à son père. Il les assume toutes aujourd'hui, apposant à côté du sceau impérial sa signature sur les documents officiels.

Il ne s'agit donc pas d'une régence telle que le prévoit l'article 5 de la Constitution. « La question de l'établissement d'une régence n'a pas effleuré notre esprit », a-t-on affirmé de source gouvernementale. La situation actuelle, poursuit notre correspondant, est donc différente de celle qui prévalait à la mort de

l'empereur Taisho en 1926. Etant donné l'état de santé de ce dernier, et notamment d'une déficience mentale qui l'empêchait d'assumer ses fonctions, le prince héritier de l'époque, Hirohito, avait été nommé régent dès 1921.

D'autre part, l'ambassadeur japonais à Londres s'est rendu jeudi au Foreign Office pour exprimer officiellement l'émotion de son gouvernement à la suite de la publication par deux quotidiens londoniens d'éditorialistes dénonçant violemment l'attitude de Hirohito pendant la guerre. « Nous sommes conscients de la liberté de la presse en Grande-Bretagne », a déclaré à Tokyo le porte-parole du gouvernement japonais, qui a exprimé son « déplaisir de la manière la plus forte ».

Le *Sun* avait titré : « L'enfer attend ce véritable empereur du diable », ajoutant : « Il n'a dans ses os d'être trahi alors que Hirohito est sur son lit de mort. La première parce qu'il a vécu si longtemps ; la seconde parce qu'il est mort inquiet pour les crimes commis par les Japonais dans ce siècle de violence. Quand les chefs militaires japonais complotaient leurs attaques criminelles et traîtres contre l'Occident en 1941, Hirohito aurait pu les arrêter d'un revers de main. A cette époque il était un dieu aux yeux de son peuple. Au lieu de cela, il n'a rien fait, sauf de produire quelques vers creux ». Pour sa part, le *Star* avait qualifié Hirohito de « boucher pire que Hitler ». — (AFP, Reuters, UPL.)

INDE : devant les protestations de la presse

M. Gandhi retire son projet de loi sur la diffamation

NEW-DELHI
de notre correspondant :

Echec et mat ? Il y a bien des manières de saluer la décision prise, jeudi 22 septembre, par le premier ministre indien de retirer purement et simplement le projet de loi tant contesté sur la diffamation (*le Monde* daté 4-5 et du 7 septembre). « Echec », lorsque, après une adoption à la hussarde de ce texte par la Chambre basse le 30 août, M. Rajiv Gandhi, pris de court par l'ampleur des réactions hostiles de la presse et de l'opposition, avait été conduit à ajourner la discussion parlementaire.

« Mat », enfin, lorsque, après une mobilisation de trois semaines de grèves et de manifestations multiples, un boycottage par les journalistes des conférences de presse ministérielles, M. Gandhi qui, il y a quelques jours, était « totalement convaincu » du bien-fondé du projet, se déclare sensible aux « malentendus » et aux « inquiétudes » et accepte de se déjouer. Bons princes, les éditorialistes de la presse indienne louent la « sagesse » d'une décision « bienvenue » et mettent en exergue le « triomphe de la démocratie ». Le premier ministre, lui, invoque la nécessité d'un débat « plus complet et plus large » et « dans le but de faciliter un tel débat et en accord avec notre héritage et nos traditions », va directement à Calcutta.

« Ce faisant, il réaffirme un engagement dont on n'aurait pas douté : une presse libre fait partie intégrante de la force et du dynamisme de notre démocratie. Difficile d'être plus vertueux... »

M. Gandhi s'est surtout rendu compte qu'un entêtement risquait de se transformer en désastre politique pour son parti, le Congrès, à seize mois des élections. C'était, en outre, offrir à l'opposition une occasion unique de démontrer, bien que de façon factice, son unité et d'apparaître comme une alternative crédible.

LAURENT ZECCHINI

MAGISTÈRE
NEGOCIATION ET DECISION

Une formation dynamique dans le domaine de la négociation avec des partenaires étrangers
Amérique latine, Chine, Japon et monde arabe

Clôture des inscriptions le 4 octobre 1988

MAGISTÈRE, bureau 165
UNIVERSITÉ DE PROVENCE
29, av. R. Schuman
13621 Aix-en-Provence Cedex
Tél. 42.30.81.92

ALTEA
HOTEL

*Altea en France
C'est plus de quarante hôtels
au cœur des régions
et au centre des villes.*
Réservation : Tel. (1) 42.68.22.88. Tel. Vert. : 05.28.88.00.



Altea, des hôtels en sythuse avec la ville.

En France : Albi, Angers, Beaune, Belfort, Besançon, Briançon, Cabourg, Clermont-Ferrand, Colmar, Deauville, Dijon, Dunkerque, Fos-sur-Mer, Grande-Motte, Lyon, Mâcon, Marseille, Metz, Montpellier, Mont-St-Michel, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nemours, Nice, Orange, Orléans, Paris, Reims, Rennes, Roubaix, Saint-Etienne, Saint-Valléry-en-Caux, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Val-de-Reuil, Valfrejus. Et aussi en Allemagne : Cologne, Francfort. En Autriche : Mondsee. En Belgique : Louvain-la-Neuve. En Hollande : Beek Maastricht, Groningen, Nijmegen, Tilburg, Vlieland. Au Portugal : Lisbonne.
Une chaîne de Pullman International Hotels. Groupe Wagons-Lits.

NO

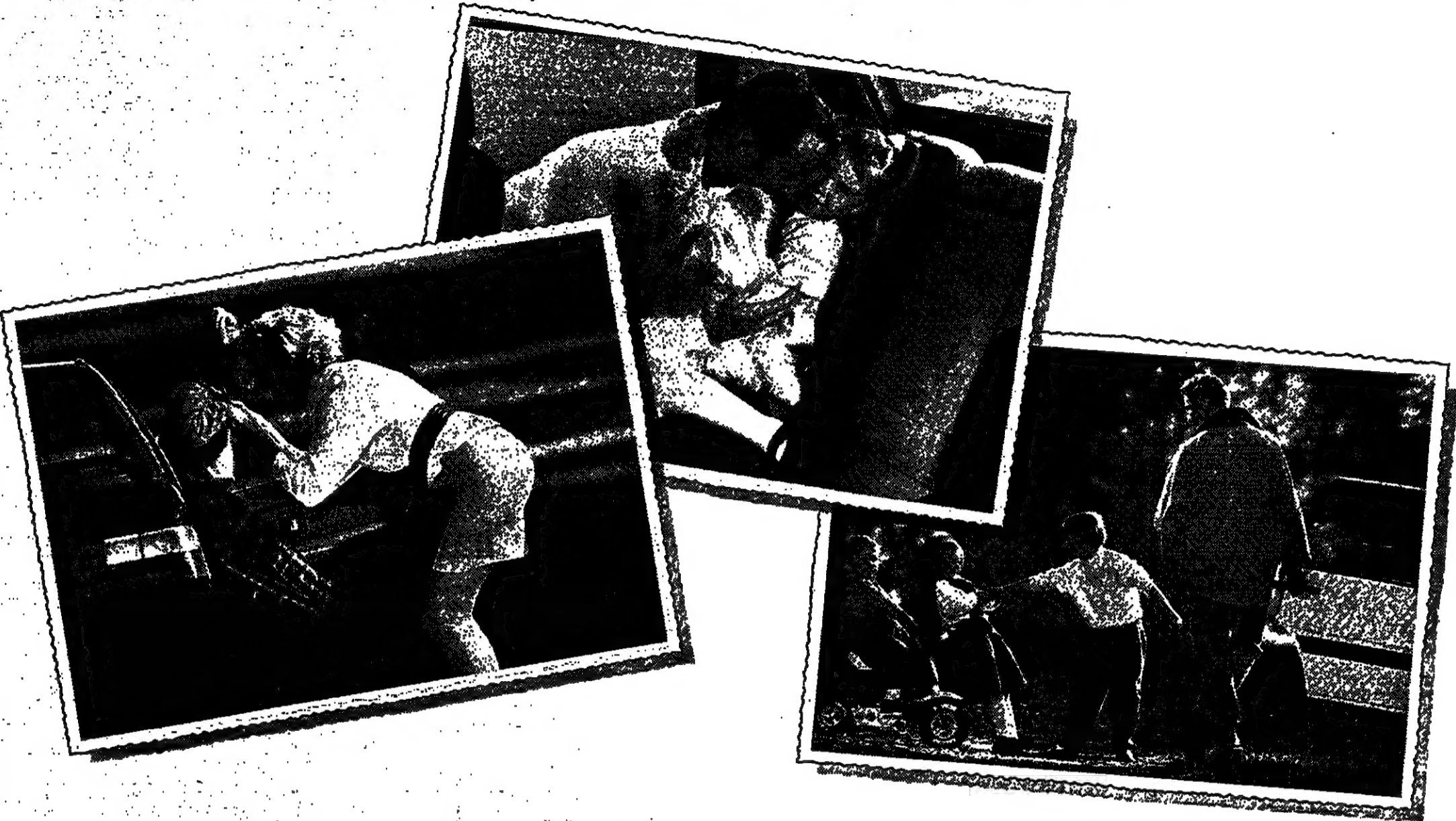
ET NO

LA NOUVEL

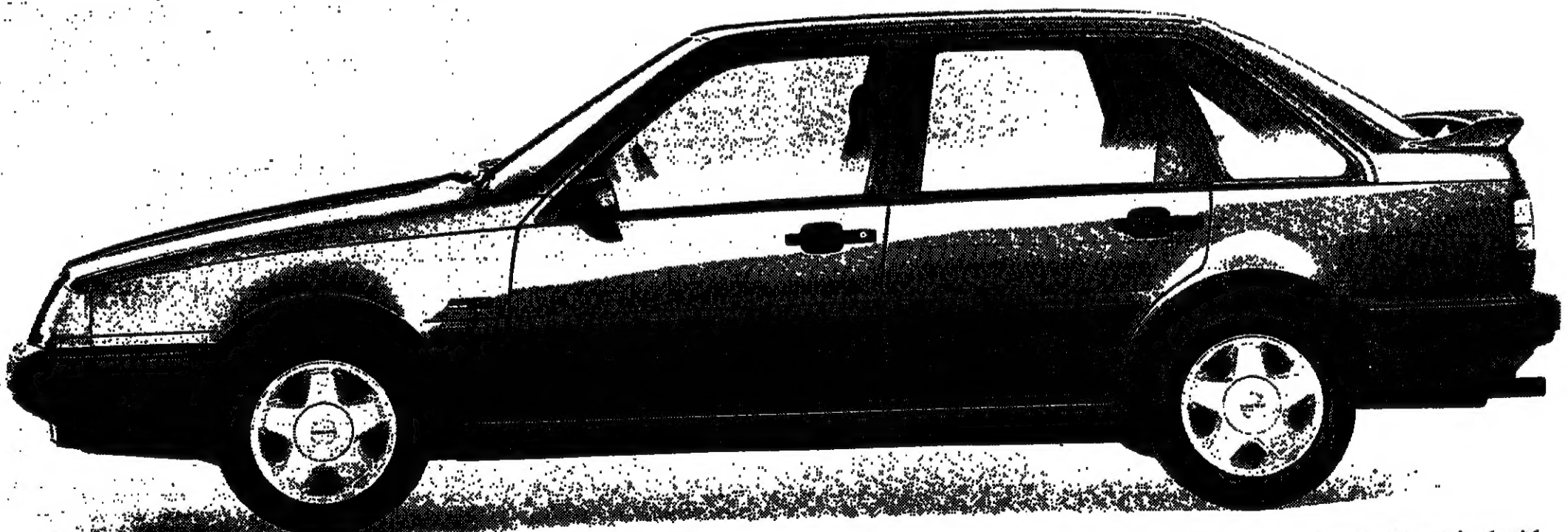
Asie

... La Monde • Samedi 24 septembre 1988 7

NOUS VOUS AVONS REGARDÉ VIVRE, AIMER, PARTIR



ET NOUS AVONS CRÉÉ LA VOLVO 440.



LA NOUVELLE 440. La 440 est une sécurité accrue par un temps de réaction remarquablement court. On sait que pouvoir accélérer est aussi important que pouvoir freiner. Là encore, la Volvo 440 innove : chaque moteur est conçu pour avoir le meilleur rendement et une réponse instantanée à n'importe quel régime. 9 secondes pour passer de 80 à 120 km/h en 4^e, c'est un dépassement sûr. Et quelque part un plaisir. Fiabilité Volvo. Une qualité qui en rappelle une autre : l'exceptionnel programme Volvo de protection contre la corrosion, assorti d'une garantie de 8 ans. Longévité Volvo.

Mais le plus étonnant dans la nouvelle Volvo 440 c'est un confort, une distribution de l'espace, un équipement rarement réunis sur une seule voiture. Avec ses 4,31 m elle semble plus grande à l'intérieur qu'à l'extérieur. Dessin des sièges, du tableau de bord, de la console centrale orientée vers le conducteur, des commandes multiples, toute l'ergonomie a été repensée pour retrouver le plaisir de conduire. Ou d'être passager.

En série également (1), un tout nouveau système ABS. Alfred Teves MKII offre à la fois une fiabilité hors du commun (double logique de commande par deux microprocesseurs) et

une sécurité accrue par un temps de réaction remarquablement court. On sait que pouvoir accélérer est aussi important que pouvoir freiner. Là encore, la Volvo 440 innove : chaque moteur est conçu pour avoir le meilleur rendement et une réponse instantanée à n'importe quel régime. 9 secondes pour passer de 80 à 120 km/h en 4^e, c'est un dépassement sûr. Et quelque part un plaisir. Fiabilité Volvo. Une qualité qui en rappelle une autre : l'exceptionnel programme Volvo de protection contre la corrosion, assorti d'une garantie de 8 ans. Longévité Volvo.

Mais le plus étonnant dans la nouvelle Volvo 440 c'est un confort, une distribution de l'espace, un équipement rarement réunis sur une seule voiture. Avec ses 4,31 m elle semble plus grande à l'intérieur qu'à l'extérieur. Dessin des sièges, du tableau de bord, de la console centrale orientée vers le conducteur, des commandes multiples, toute l'ergonomie a été repensée pour retrouver le plaisir de conduire. Ou d'être passager.

La 440 est une vraie 5 places, avec 5 ceintures de sécurité. Sécurité Volvo. Direction assistée, correcteur d'assiette, vitres teintées, électriques à l'avant, rétroviseurs électriques dégivrants, éclairage de la serrure conducteur, banquette arrière à division asymétrique, 5^e porte, etc., la Volvo 440 a tout. La version Turbo est dotée en plus d'une centrale électronique d'information. Tout pour vivre pleinement. Plutôt que moyennement. La nouvelle Volvo 440 redonne un sens à la notion de voiture particulière. Très particulière.

(1) Modèles Turbo et GLT. Garantie anti-rust 8 ans. Modèle présenté : 440 Turbo. Peinture métallisée en option.

270 concessionnaires et agents

VOLVO

Volvo France S.A. - 49 avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. 47.23.72.62

هكذا من الأصل

Politique

La campagne pour les élections cantonales

Ile-de-France: le RPR et le PS cherchent à remonter leur handicap sur l'UDF et le PC

Des élections cantonales pour quoi faire ? En Ile-de-France, plus qu'ailleurs, la question se pose. Si les cantons conservent une réalité dans la frange encore rurale de cette région (Yvelines, Val-d'Oise, Essonne, Seine-et-Marne), ils ne correspondent à rien là où leur frontière zigzague au milieu des tours HLM, des pavillons ou des petits immeubles. Les « franciliens » ne connaissent que leur maire et, éventuellement, leur député. Certes, pas leur conseiller général.

De quelle autorité le conseiller général d'Ile-de-France dispose-t-il s'il ne détient pas, en même temps, un autre mandat aux pouvoirs gestionnaires effectifs ou à réelle résonance politique, comme celui de maire ou de député ? Quel peut être son rôle quand il ne représente qu'une partie du territoire communal ou au contraire plusieurs quartiers de diverses communes dont les maires disposent de services suffisamment importants pour ne pas avoir besoin d'un « conseiller » bien en cour auprès des administrations du département ou de l'Etat ? La différence avec la province, c'est qu'ici les conseillers généraux urbains, par la

force des choses, dominent les assemblées départementales, à l'évidence dans la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine), mais aussi dans la grande. Véritables fédérations de communes, les conseils généraux d'Ile-de-France sont quand même de formidables instruments de puissance pour leurs présidents. Le poids démographique de ces départements, leur richesse financière permettant à leurs « patrons » de disposer d'instruments d'intervention et de pouvoirs importants qui font bien des envieux. D'autant qu'ils ont un rôle à jouer dans la gestion de la région, par la

force des choses, dominent les assemblées départementales, à l'évidence dans la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine), mais aussi dans la grande. Véritables fédérations de communes, les conseils généraux d'Ile-de-France sont quand même de formidables instruments de puissance pour leurs présidents. Le poids démographique de ces départements, leur richesse financière permettant à leurs « patrons » de disposer d'instruments d'intervention et de pouvoirs importants qui font bien des envieux. D'autant qu'ils ont un rôle à jouer dans la gestion de la région, par la

force des choses, dominent les assemblées départementales, à l'évidence dans la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine), mais aussi dans la grande. Véritables fédérations de communes, les conseils généraux d'Ile-de-France sont quand même de formidables instruments de puissance pour leurs présidents. Le poids démographique de ces départements, leur richesse financière permettant à leurs « patrons » de disposer d'instruments d'intervention et de pouvoirs importants qui font bien des envieux. D'autant qu'ils ont un rôle à jouer dans la gestion de la région, par la

force des choses, dominent les assemblées départementales, à l'évidence dans la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine), mais aussi dans la grande. Véritables fédérations de communes, les conseils généraux d'Ile-de-France sont quand même de formidables instruments de puissance pour leurs présidents. Le poids démographique de ces départements, leur richesse financière permettant à leurs « patrons » de disposer d'instruments d'intervention et de pouvoirs importants qui font bien des envieux. D'autant qu'ils ont un rôle à jouer dans la gestion de la région, par la

Essonne : deux RPR et un UDF pour une présidence

La majorité du conseil général de l'Essonne ne paraît pas menacée. Ce scrutin cantonal n'est pourtant pas sans enjeu puisque est ouverte la succession du président de l'assemblée départementale, le sénateur RPR Jean Simonin, qui a décidé de se retirer après six années à la tête du département.

La gauche ne nourrit pas d'illusions. Elle ne peut espérer reconquérir la majorité perdue en 1982. Celle-ci est, en effet, solidement tenue par le RPR (15 élus) et ses alliés UDF (6 élus) et non inscrits (7 élus) contre 9 représentants communistes et 5 socialistes. Il faudrait une improbable défection des candidats de la droite pour que la tendance s'inverse. L'opposition départementale, pour autant, devrait progresser. Le PS, sous-représenté depuis les cantonales de 1985, ambitionne de doubler l'effectif de son groupe. Mais ce gain ne pourrait être obtenu, pour partie, qu'au détriment de sortants du PCF, ce qui en limiterait la portée.

Pour réduire les risques, la majorité départementale s'est vite soudée afin de reconquérir ses douze sortants (sur quatorze) désirant de se représenter. L'accord profite principalement au RPR qui, de tous les partis, est celui qui joue le plus gros car les deux tiers de ses cantons (dix sur quinze) sont renouvelables. La perte – envisageable – de deux ou trois d'entre eux au profit des socialistes fragilisera la position des chiraquiens.

Entraînera-t-elle un réajustement au sein de la droite, dont pourrait profiter un UDF comme le député Michel Pelchat pour s'emparer de la présidence ? Si celui-ci l'espère, ce n'est guère prévisible. Le RPR devrait, en effet, rester le groupe le plus nombreux de l'Assemblée et donc briguer la présidence pour l'un des siens.

L'homme qui depuis six ans – à des titres divers – surveille le fonctionnement de la machine départementale, M. Xavier Dugoin, député de la deuxième circonscription, souhaite bien être celui-ci. Faut-il encore qu'il soit élu dans le canton de Mennecy où il est candidat pour la première fois, et qu'il ait le soutien de tous les conseillers de son

parti car un autre membre du RPR vise aussi le fauteuil présidentiel. Président de la commission des finances, vice-président chargé des transports et de l'urbanisme, M. Christian Jea n'est pas le poulain de l'appareil départemental du parti de M. Chirac, mais il a l'avantage d'être apprécié d'une bonne partie de ses collègues pour son travail.

En annonçant sa candidature, M. Jea a relancé le débat sur la

démocratie au conseil général. Il préconise l'ouverture du bureau à des représentants de la minorité et à l'attribution à la proportionnelle des places dans les commissions. Il pourrait recueillir les voix des élus qui craignent de voir l'exécutif départemental s'enfermer dans un superbe isolement.

PATRICK DESAVIE

Hauts-de-Seine : le retour de « Charles »

Postulera-t-il ? Postulera pas ? Le sénateur Charles Pasqua a-t-il l'intention, au « troisième tour » des élections cantonales, de s'emparer de la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine que détient depuis 1982 un autre sénateur RPR, M. Paul Graziani ?

C'est la seule question susceptible de donner un peu de relief à la prochaine consultation dans ce département désormais solidement acquis à la droite, et singulièrement au RPR, qui s'y taille la part du lion au détriment de l'UDF. Même si les communistes ont réussi en 1982 et 1985 à maintenir tant bien que mal leurs positions, l'abscence surprenante, et quasi totale du PS (qui n'a que deux représentants sur 45 à l'assemblée départementale, alors qu'il réalise des scores de 30 % aux élections générales) ne laisse aucune chance à la gauche de s'imposer.

Verrouiller

Tout au plus suivra-t-on les résultats de quatre primaires à droite. A Garches, où la succession du député RPR et maire de Rueil, M. Jacques Baume, touché par la loi sur le cumul, sera disputée entre M. Yves Bodin, maire UDF de Garches, et M. Jean-Jacques Gautier (RPR), un fidèle de M. Baume. Primaire également à Boulogne, où la succession de M. Gorse est ouverte pour les mêmes raisons (voir ci-contre).

Primaire encore à Issy-les-Moulineaux, où le RPR oppose la candidature de M. Michel Veneau, déjà candidat en 1982 et assistant parlementaire de M. Claude Labbé, à celle de M. Hervé Marseille (UDF-

PSD), soutenu par le député et maire d'Issy, M. André Santini. Situation surprenante, lorsqu'on connaît les bonnes relations que ce dernier entretient avec l'ancien ministre de l'Intérieur : « La candidature de M. Veneau, estime M. Santini, ne peut s'expliquer que par des problèmes internes au RPR ». Compréhensibles, par les rivalités de couloirs entre M. Pasqua et M. Labbé. Primaire enfin à Nanterre, où M. Florent Montillet, apparenté UDF, homme de terrain, tenace et turbulent, est confronté, pour un simple

tour d'honneur dans ce canton acquis au PC, au finiste parachuté RPR à Nanterre, M. Roger Karoutchi. Ces affrontements suscitent moins de questions que les ambitions de M. Pasqua, candidat unique de la droite à Neuilly. Elu en 1970 à Levallois, puis président du conseil général de 1973 à 1976, l'ancien ministre n'a-t-il pas l'intention de faire son retour à la tête du département ? Il a en, en tout cas, depuis lors, de son poste de secrétaire départemental du RPR « verrouillé » scientifiquement les Hauts-de-Seine. C'est à lui que la

génération montante du RPR doit son envol (MM. Balkany, Devedjian, Aubert et bien d'autres), et on peut supposer que son plus jeune protégé, M. Nicolas Sarkozy, qui cumule déjà les mandats de député, maire de Neuilly, conseiller général et régional, ne s'est pas fait prier pour « renvoyer l'ascenseur » et céder sa place.

Tandis que M. Pasqua se refuse à toute interview dans cette campagne, on affirme au RPR que le « patron » entend se contenter du poste de conseiller général, qu'il a plutôt en tête des préoccupations nationales, et qu'il éprouve seulement « le besoin de renouer avec le suffrage universel ».

« La droite n'est pas très bon à Neuilly, où la gauche dépasse rarement les 15 % », objectent les sceptiques. A qui le RPR répond que M. Pasqua est sur son terrain naturel, puisqu'il habite Neuilly et en est conseiller municipal.

Même l'ancien président se veut rassurant : « Je suis sûr, M. Pasqua m'a affirmé lui-même qu'il ne lâcherait pas sa place », affirme M. Graziani, qui va jusqu'à se féliciter de « l'arrivée d'un homme de cette envergure, au moment où la loi sur le cumul provoque une hémorragie de personnalités dans les conseils généraux ». M. Jean-Jacques Guillet, un des lieutenants de M. Pasqua, est formel : « Charles n'a aucune intention, après son élection, de briguer la présidence ». Question directe : « S'il se porte candidat, il aura donc menti aux électeurs ? » Réponse prudente : « S'il se portait candidat, ce serait une grande surprise, y compris pour lui-même ».

FRANÇOIS ROLLIN

Trois adjoints de M. Gorse dans un seul canton

Une certaine effervescence règne dans le canton de Boulogne-Billancourt-Nord-Est depuis que la succession au poste de conseiller général de M. Georges Gorse est ouverte. Ancien ministre du général de Gaulle, déjà député et maire de Boulogne, il a dû, pour cause de cumul, abandonner le fauteuil qu'il occupait sans discontinuer depuis 1967.

Trois adjoints du maire se sont lancés dans la compétition. M. Hugues Sirvan-Viennot, chef de file de l'UDF au conseil municipal, le premier engagé, déclare que les sept mandats et titres locaux importants (maire, premier adjoint, député, suppléant, et trois conseillers généraux) appartiennent au RPR.

Mais le RPR a investi son propre candidat, M. Gérard de Vas-

sal (CNI). A enfin surgi le troisième, M. Jacques Dubois, ancien CDS, exclu de l'UDF il y a deux ans, pour avoir trop ouvertement soutenu le RPR.

Dans l'éditorial de son journal municipal, M. Gorse déplore « ce pulvérisement de candidatures ». En réalité, il est permis de penser qu'il a facilement admis, voire encouragé, la candidature de l'ex-centriste, qui ne peut que mordre sur l'électorat modéré de M. Sirvan-Viennot. Battu, ce dernier serait en effet moins encombrant lorsqu'il faudra préparer les municipales de mars prochain, et la succession à la mairie cette fois, du « patron » gaulliste, aujourd'hui âgé de soixante-treize ans.

F. R.

Les socialistes s'interrogent sur la portée du scrutin

Les dirigeants socialistes s'interrogent sur la portée des élections cantonales des 25 septembre et 2 octobre, qui semblent peu « politisées » par rapport aux précédents scrutins de ce type. Alors que la gauche, en 1976 et en 1979, puis la droite, en 1982 et en 1985, s'étaient efforcées, avec succès, de donner aux élections cantonales une valeur de test national, les enjeux locaux paraissent aujourd'hui préva-

loir, a observé M. Gérard Le Gall lors de la réunion du bureau exécutif du PS, le mercredi 21 septembre.

M. Laurent Fabius a constaté que, les électeurs ne donnant guère de signes d'intérêt pour le scrutin, il est difficile d'anticiper sur les résultats et sur leur signification. M. Pierre Mauroy estime que le règlement du problème calédonien, tant dans son aspect politique que de réduire les tensions, ce qui conduit, selon le premier secrétaire, à une certaine passivité de l'électorat. M. Le Gall a souligné cependant, à la lumière des élections législatives partielles de l'Oise, la persistance d'un bloc électoral de droite, intégrant les sympathisants du Front national, en dépit des stratégies contradictoires qui divisent les partis conservateurs.

Le bureau exécutif a pris connaissance, d'autre part, de la position que M. Pierre Guindon, membre du secrétariat national, chargé des relations internationales, se proposait d'exprimer sur le dossier Rafale (le Monde du 23 septembre). Proche de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, M. Guindon entendait affirmer le soutien du PS à ce projet controversé. M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, chargé des affaires européennes et de la sécurité, rocardien, a déclaré partager cette position, confirmée par M. Mauroy.

P. J.

M. Barre à Matignon le 29 septembre

M. Raymond Barre sera reçu jeudi 29 septembre à 10 heures par le premier ministre Michel Rocard. Le chef du gouvernement et son prédécesseur devraient procéder à un tour d'horizon des problèmes du moment et évoquer les perspectives de la session budgétaire.

● PRÉCISION. — M. Claude Wolff, maire de Chamaillière (UDF-RPR), nous prie de préciser qu'il se représente dans le canton de Rochefort-Montagne (Puy-de-Dôme) de sa propre volonté et non pas sur injonction de M. Valéry Giscard d'Estaing (nos éditions du 21 septembre). « Entre la fidélité et la fidélité », nous a-t-il déclaré, étant entendu que la « fidélité », selon lui, aurait consisté à être candidat dans le canton de Chamaillière, où M. Giscard d'Estaing ne se représente pas.

A Montreuil-Nord : le « calembour » qui tue

La droite classique sera absente dans un vingtième de cantons (un sur cinq), où elle abandonnera le terrain à un candidat d'extrême droite. Mais il n'est pas possible de distinguer entre d'éventuelles défections à droite et des accords en bonne et due forme avec le Front national.

A Montreuil-Nord (Seine-Saint-Denis), l'accord passé entre le FN et la droite, au profit du premier, a été remis en cause après le « calembour » de M. Le Pen. Pour « un calembour qui n'avait pas une importance capitale », selon son expression, M. Jean-Michel Dubois (FN) a vu s'envoler son fragile espoir. La décision du RPR de ne passer aucun pacte local ou national avec l'extrême droite, à la suite du jeu de mots « Durafour-crimatoire » commis par M. Jean-Marie Le Pen, a rendu caduque, avec effet rétroactif, les accords que M. Dubois avait signés avec ses partenaires de droite.

Transfuge du RPR qu'il a quitté en 1985, élu en troisième position sur la liste FN aux élections régionales de 1986, ce chef d'entreprise avait habilement monnayé son soutien à M. Marc Guain (RPR) au second tour des législatives de juin dernier contre une promesse d'exclusivité à Montreuil-Nord pour les cantonales. D'un autre côté, il s'était engagé à laisser le champ libre à M. Max Guyon (UDF) à Montreuil-Est si sa for-

mation ne venait pas chasser sur son terrain réservé. Les, le bel édifice s'est effondré. Le « calembour », que d'aucuns auraient voulu discret, a été juché en pâture à la presse, photocopiée à l'assaut.

M. Dubois se voit opposer M. René Daguene, conseiller municipal RPR de Montreuil, dans un canton dont le conseil général sortant communiste ne se représente pas. Et, comble de malheur, M. Daguene bénéficie du soutien de l'UDF et du CNI. Une déclaration de guerre en quelque sorte, qui a entraîné une mesure de rétorsion : un candidat d'extrême droite contre M. Guyon à Montreuil-Est. Les protagonistes ont bien fait s'ils se crispent le chignon devant le tribunal de Bobigny.

M. Dubois, en effet, a reçu une assignation en référé : ses anciens « amis » voulaient lui interdire de se revendiquer de trois étiquettes (RPR, UDF, FN), comme il le fait sur ses tracts. Il y est allé, mais l'audience n'a pas eu lieu faute de combattants en face. La crainte de la publicité et du ridicule, peut-être ?

« Je ne souhaite pas mettre d'huile sur le feu », assure M. Dubois, qui veut espérer de « futures bonnes relations » avec la droite en faisant de sibilantes allusions aux prochaines élections municipales.

O. B.

Les cantonales sur « le Monde télématique »

« Le Monde télématique » donnera les résultats des élections cantonales parcellées qui se dérouleront en France les 25 septembre et 2 octobre prochains. Dès 20 heures, les premiers chiffres seront disponibles.

En collaboration avec IPSOS, un service, spécialement mis en place dans le cadre de ces élections cantonales, étudiera le cas de cantons tests.

TAPEZ 36-15 code LM.

M. Michel-Edouard Leclerc invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel-Edouard Leclerc, directeur général des Centres Leclerc, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 25 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le fils de l'épicerie de Landernau, Edouard Leclerc, fondateur de la chaîne de magasins qui portent son label répondra aux questions d'André Passeur et de Didier Pourquery du Monde, de Catherine Mangin et de Janine Perrinmond de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

TOUT CONNAÎTRE SUR LE POUVOIR LOCAL son action - ses perspectives

GRAL CNRS

ANNUAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

éditions 1981 à 1988

litec

26 rue Soufflot 75005 PARIS - tel. (1) 43 29 07 71

27 place Dauphine 75001 PARIS - tel. (1) 43 26 60 93

IL N'EST PAS AU TEXAS.

© 1988 AT&T



MAIS IL A TOUS LES TUYAUX SUR LE PETROLE.

"Douglas ? C'est Bertrand. Je viens d'avoir les résultats du programme de forage."

"Surpris ?"

"Épaté !"

"Nous aussi. Quand reviens-tu ?"

"Demain, par le premier vol."

"Hé, le Vieux est content ?"

"Béat ! Même après six coups pour rien."

"Je savais que c'était le bon. Mais je veux l'entendre de ta propre bouche : ça pompe combien de barils par jour ?"

La suite de la conversation est strictement confidentielle.

Avec AT&T et France Télécom, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une affaire, décrochez le téléphone.



مكنا من الأصل

Politique

La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

La prise de position de M. Pons suscite « stupeur »
« tristesse » et ironie sur le territoireNOUMÉA
de notre correspondant

L'entretien accordé par M. Bernard Pons à l'hebdomadaire royaliste *Aspects de la France*, dans lequel l'ancien ministre des DOM-TOM se désolidarise du RPCR et appelle à la « non-participation » au référendum du 6 novembre (le Monde du 23 septembre), a naturellement suscité beaucoup de réactions en Nouvelle-Calédonie.

Comme M. Jacques Lafleur, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, a exprimé sa « stupeur » en y ajoutant un sentiment de « tristesse » : « Je ne crois pas qu'une telle attitude puisse favoriser la recherche d'une solution aux problèmes douloureux de la Nouvelle-Calédonie. » a-t-il déclaré. Plus que tout, nous atten-

ons de la part de nos amis plus de solidarité, plus de compréhension à notre égard. En un mot, plus de confiance. »

Le président RPCR de la région est du territoire, M. Henri Wetta, a demandé aux « responsables politiques d'ici » et à « tous ceux qui veulent préparer un avenir politique décent » pour la Nouvelle-Calédonie, d'« intégrer ce que nous, a-t-il dit, nous décidons pour notre pays ».

M. Gabriel Kasperit, député de Paris, qui conduit la délégation envoyée sur place par le comité central du RPR, a déclaré, en arrivant vendredi à Nouméa : « Jacques Lafleur a sans aucun doute choisi [...] la voie de la sagesse [...] Je comprends qu'il cherche une solution vers la paix et

qui, en même temps, fasse que la Nouvelle-Calédonie reste dans la France, car les deux choses sont conciliables. »

Au même moment, M. Claude Malhuret, ancien secrétaire d'Etat, qui conduisait la mission du Parti républicain, se félicitait de ses contacts avec MM. Lafleur et Tjibaou. « Le fait que ces discussions aient pu avoir lieu dans un cadre détendu est déjà en soi le signe qu'un climat nouveau règne depuis quelques semaines sur le territoire, a-t-il indiqué. L'accord qui a été signé entre M. Tjibaou et M. Lafleur est un geste qui a permis le déblocage d'une situation bloquée depuis longtemps. C'est un geste qui a souligné l'ensemble de ceux qui vivent en Nouvelle-Calédonie et cela est en train d'introduire une dynamique. » M. Malhuret n'a pas voulu préjuger, toutefois, de la position qu'adoptera,

en définitive, son parti pour le référendum du 6 novembre.

« Nous pardonnons au RPCR »

A gauche les réactions sont analogues. L'animateur du LKS (Libération kanak socialiste), M. Nidoah Nabselma, a estimé que les propos de M. Pons signifiaient que celui-ci « n'avait pas l'effort d'être un ministre ». Mandataire de M. François Mitterrand au cours de la campagne présidentielle, M. Max Chivot a notamment affirmé : « M. Pons a effectivement raison de dire que le RPCR serait responsable d'une stratégie très dure de refus du dialogue avec les Kanaks mais ils ont changé et maintenant nous leur pardonnons parce que Lafleur a demandé que nous pardonnions. Nous approuvons ce changement de cap avec d'autant plus de satisfaction que les dirigeants du RPCR suivent la direction que nous proposons depuis longtemps. »

Pour M. Louis Chériot, ancien secrétaire central, la réaction de M. Pons aux accords de Matignon et de la rue Oudinot montre « combien pour MM. Pons et Chirac les choses ont dû être très amères ». « Tout cela confirme que le RPCR n'est pas un parti politique à proprement parler, a-t-il ajouté, mais davantage une association de gros intérêts dont l'idéal est de faire fortune avec le gouvernement. M. Chirac l'indirect du RPCR était effectivement de suivre une ligne dure, afin d'essayer d'avoir une mainmise totale sur la Nouvelle-Calédonie, ce qui se serait fait avec la mise en place du statut Pons. Aujourd'hui, M. Chirac a été battu, le président Mitterrand réélu, le RPCR a dû s'adapter... »

Selon M. Louis Kotta Uregel, représentant de l'Union syndicale des travailleurs kanaks exploités (USTKE), « il est très intéressant de voir M. Pons révéler au grand jour que c'était bien sous la pression du RPCR qu'il a fait ce qu'il a fait. Je pense que M. Pons, d'une certaine manière, a eu un certain remords et qu'il a voulu libérer sa conscience après avoir porté à lui tout seul le poids des événements ».

Par ailleurs, le comité consultatif du territoire, créé par la loi du 12 juillet dernier, a donné, jeudi, un avis favorable au projet de loi référendaire. — (Interim).

En commission à l'Assemblée nationale

La droite et le PC s'abstiennent sur le revenu minimum d'insertion

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales, présidée par M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), a adopté, jeudi 22 septembre, le projet de loi créant un revenu minimum d'insertion (RMI). Seuls les communistes socialistes ont voté pour, les autres formations de l'opposition préférent, pour l'instant, s'abstiennent.

M. Georges Hage (PCF, Nord) a, quant à lui, motivé l'abstention de son groupe par un triple regret : la prise en compte des allocations familiales dans le calcul des ressources ; la non-extension du bénéfice du RMI dès l'âge de dix-huit ans (il s'applique dans le projet à partir de vingt-cinq ans, sauf pour les personnes âgées de moins de vingt-cinq ans ayant des personnes à charge) ; la refus de l'Etat de prendre en charge la totalité du RMI.

Les communistes ont adopté à l'unanimité, trois amendements permettant à un plus grand nombre d'étrangers en situation régulière de bénéficier du RMI.

Le rapporteur a fait adopter un amendement destiné à éviter à la fois un « dédoublement » du SMIC par le RMI (qui pourrait provoquer un phénomène de contre-induction au travail) et un RMI se réduisant comme une peau de chagrin après intégration des allocations familiales et d'un forfait pour l'allocation logement dans le calcul des ressources. La part du RMI restant disponible après paiement des charges de logement non couvertes par les aides au logement ne peut en aucun cas être inférieure à un plancher égal à une fraction du SMIC net majorée des allocations familiales et diminuée des mêmes charges de logement. Cette fraction du SMIC est fixée à 55 % pour une personne seule, 75 % pour un couple, 85 % pour trois et quatre personnes et 90 % pour cinq personnes et plus. Un amendement précise que les « dépenses locales d'insertion » seront composées de dépenses agréées pour moitié par le préfet et le président du conseil général. Les conseils départementaux seront compétents pour le préfet et le président du conseil général. Des représentants de l'éducation nationale et des entreprises publiques et privées seront présents au sein du conseil départemental d'insertion.

Le projet de loi sur le RMI sera le premier texte à être discuté en séance publique par les députés à partir du 4 octobre.

P. S.

De la diversité à la confusion...

La diversité peut-elle conduire à la confusion ? M. Pierre Juquin a donné, en partie, une réponse à la question, le mardi 20 septembre à Paris, en annonçant que la coordination nationale de ses comités de soutien et d'initiative à l'élection présidentielle, réunie les 17 et 18 septembre, n'avait pas adopté de « position officielle nationale » pour le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie du 6 novembre.

Précisant, à titre personnel, qu'il votera « oui », M. Juquin a indiqué qu'une minorité de cette instance s'était prononcée pour le boycottage, à l'instar des trotskistes de la LCR, une autre partie pour le « oui », comme les réno-

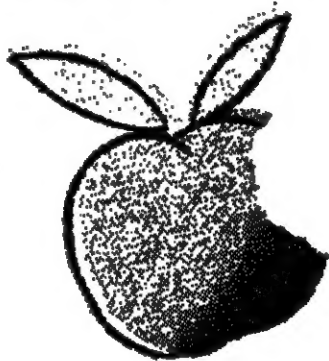
vateurs communistes et le PSU, tandis que le plus grand nombre de suffrages s'était porté sur le vote nul (bulletin en faveur de « l'indépendance de la Kanaky »).

Ce comportement donne un aperçu des difficultés que cette coordination risque d'affronter pour définir la nature et le contenu du projet politique qu'elle souhaite présenter lors d'assises en novembre. A cet effet le mouvement, qui revendique quatre cents comités regroupant quatre mille « membres », axe sa réflexion sur quelques priorités : parité des femmes, luttas contre les violences sexuelles, revenu minimum garanti, droit de vote

des immigrés et à toutes les « discriminations », lutte contre le projet de loi de programmation militaire. M. Juquin a qualifié de « renouveau » le soutien du PCF à l'avenir Riste.

Enfin, le mouvement présente une trentaine de candidats aux cantonales et son « exécutif » est mandaté pour rencontrer toutes les formations d'extrême gauche, de gauche (PC, PS), les écologistes et les associations « en vue de la préparation des municipales au cours de laquelle des contacts seront également pris avec les autonomistes et les régionalistes. O. B.

LUNDI 26 SEPTEMBRE EN DIRECT DE BARCELONE

Croquez la pêche
à la mode Européenne
1^{re} étape : l'Espagne

Europe 1 passe à l'acte pour traiter la question européenne en profondeur. Cas par cas, pays par pays, une journée exceptionnelle qui mobilisera l'ensemble des rendez-vous de l'information.

8h-8h30 : l'Espagne, sa politique, son économie, les entreprises qui gagnent avec STEPHANE PAOLI et MARC DALLOY.

Invités vedettes : RAFAEL ALVAREZ D.G. de SEAT. JUAN MARIA PASCUAL P.D.G. de Pascual Hermanos. PATRICK FAURE de la Régie Renault. ANTOINE RIBOUD P.D.G. de BSN. Duplex avec JACQUES DELORS en direct de Bruxelles.

12h30-13h30 : l'Espagne et ses grands sujets de société : PASCUAL MARAGUALL Maire de Barcelone, GEORGES SEMPRUN Ministre de la Culture espagnole, GUSTAVO VILLALPALOS Recteur de l'Université de Madrid, Jacques FRIEDMANN P.D.G. d'Air France, PIERRE JOXE Ministre de l'Intérieur.

18h-19h30 : l'Espagne, sa culture et son tourisme avec CARLOS SAURA et JACK LANG. Duplex avec ANTONIO SAMARANCH, Président du Comité Olympique, en direct de Séoul.

EUROPE 1
C'est la pêche.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre

Le Parti radical... de la III^e

« Le président n'a pas à négocier avec les partis », rappelle M. Raymond Barre dans un entretien publié par le *Tribune de l'Expansion* du vendredi 23 septembre. « Comme il dispose seul et discrétionnairement du droit de dissolution — celui-ci, sous la IV^e République, était entre les mains du président du conseil des ministres, — il peut assurer le respect de l'accord des formations de la majorité, ou, en cas de défaillance de la majorité, en appeler au suffrage universel. »

C'est également le rôle du président de la République, chef de voûte de nos institutions, qui est une garantie contre le retour au jeu des partis charnières. Ce n'est pas ce que j'ai dans l'esprit quand je souhaite la constitution d'une « force » capable d'attirer ce qu'il y a de conservatisme dans le parti de l'ordre et ce qu'il y a d'extrême dans le parti du mouvement. Il faut un peu plus de flexibilité dans notre système politique. Je pense, à titre d'exemple, au rôle qu'a joué le Parti radical sous la III^e République : rappelez-vous la période 1936-1938 [...] Je ne cherche pas à avoir « mes députés », un groupe parlementaire ou un parti. Je tiens à mon indépendance. Ce qui m'intéresse, ce sont des hommes libres, courageux et conscients. De plus, je n'aurai pas la naïveté de croire qu'un contrat de gouvernement peut être négocié entre un Parti socialiste fort de 276 députés et quelques dizaines de députés soumis aux passions de leurs alliés électoraux et à la contrainte de leur électorat. Mais je pense qu'il existe une bonne certaine de députés appartenant aux diverses formations de l'actuelle opposition qui partagent les mêmes conceptions, qui ne souhaitent pas l'affrontement systématique gauche-droite et qui sont susceptibles de constituer

une force politique homogène, d'exercer une action autonome et responsable et, si l'opportunité se présente, de conclure un contrat de majorité pour soutenir un gouvernement. »

M. Barre dément les « supputations » selon lesquelles il pourrait être le prochain premier ministre de M. Mitterrand.

[Après la victoire électorale de Front populaire en 1936, la France fut gouvernée par des gouvernements composés de radicaux et de socialistes, les deux principales forces politiques, jusqu'à la formation du troisième ministre Daladier (le 12 avril 1938), qui marqua la fin de cette période.]

M. Mauroy

Mobilisation

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, craignant un fort taux d'abstention aux élections cantonales, a appelé le jeudi 22 septembre les Français à se « mobiliser pour le scrutin des 25 septembre et 2 octobre ».

« Les cantonales de 1988 constituent en fait une première, car il s'agit d'être un conseil général transformé par la décentralisation et le transfert de compétences achevé en 1986 », a estimé M. Mauroy. « Ce sont les conseils généraux qui auront pour partie la charge d'animer le dispositif d'insertion lié à l'institution du revenu minimum », a fait valoir l'ancien premier ministre, qui a d'autre part jugé « inadéquats » l'actuel régime électoral des cantonales. M. Mauroy a estimé qu'il faudrait « à terme réformer » le mode de scrutin des cantonales, qui, à ses yeux, « défavorise sociologiquement la gauche ». Il s'est déclaré partisan d'un scrutin proportionnel qui serait organisé le même jour que les municipales. Il souhaiterait aussi que le renouvellement des conseils généraux se fasse en une seule fois tous les six ans.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à M. Mitterrand intitulé « Le bonheur du sphinx » (nos éditions du 22 septembre), une erreur de transmission nous a fait commettre un contresens. Il était écrit, à propos de l'ouverture du gouverne-

ment à des personnalités non socialistes : « Aller au-delà, sans ralliement d'un groupe constitué, aurait présenté le risque d'entraîner pour longtemps le groupe PS. » En fait, c'est le groupe constitué en question, c'est-à-dire les centristes, qui aurait été « invité ».

La gestion plus rapide
que la sagesse
et la justice

Les députés socialistes y verront peut-être un douloureux symbole. Au moment où leur est soumis, en commission, un projet de budget jugé, mezza voce, un peu timide au plan social, le Palais-Bourbon retrouve, après un an et demi d'absence, trois des majestueuses figures qui habillaient l'entrée d'honneur : Maximilien de Béthune, duc de Sully ; Michel de L'Hospital et Jean-Baptiste Colbert. Tous trois marquant leur siècle, le seizième ou le dix-septième, d'une même ambition : l'assainissement et la gestion rigoureuse des finances publiques.

Le duc de Sully rétablit l'équilibre financier sous le règne d'Henri IV ; Michel de L'Hospital, nommé premier président de la Chambre des comptes en 1555 puis chancelier de France par Catherine de Médicis, se consacra à la lutte contre la dissipation des fonds publics. Quant à Colbert, intendant des finances de Louis XIV, puis contrôleur général, il avait même entrepris une réforme fiscale.

Tombée de son piédestal sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, pour cause d'extrême vétusté, la trilogie gestionnaire revient donc, pimpante et juvénile, sous le gouvernement de M. Michel Rocard. Mais la pierre noble, dont on fit, entre 1806 et 1810, des statues équestres, au profit d'un vulgaire moulage de résine. Un simple habillage, qui sorne désespérément aux.

Quant à Athènes-Pallas, déesse de la sagesse et Thémis, incarnation de la justice, qui, elles aussi, avaient besoin d'une sérieuse restauration, on a jugé leur retour moins urgent. Elles ne retrouveront leur socle, de part et d'autre, du grand escalier qu'à la fin de la première session parlementaire.

P. R. D.

Politique

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Une confirmation de M. Chevènement

Le projet de missile S-4 au plateau d'Albion n'est plus prioritaire

Présentant à la presse son projet de budget pour 1989 (le 17 septembre), le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confirmé, le 22 septembre, le sort réservé à trois programmes majeurs d'armement : la mise au point du missile S-4 qui n'a plus la priorité, la continuation du porte-avions Charles-de-Gaulle qui semble menacé, et le maintien du programme d'aviation Rafale devenu l'enjeu d'une polémique en raison de son coût.

Ce projet de budget de la Défense pour 1989 s'élève à 182,360 milliards de francs, en hausse de 4,6 % par rapport à celui de l'année en cours. Les crédits d'équipement atteignent 98 milliards de francs (dont le tiers pour l'armement militaire préstratégique et stratégique), en augmentation de 7,9 %, tandis que les dépenses de fonctionnement devraient être de 84,360 milliards de francs, en accroissement de 1,12 %.

M. Chevènement a qualifié de « rigueur raisonnable » le fait que les dépenses de fonctionnement (les soldes, l'entretien et les activités des unités) aient été comprimées, grâce, notamment, au départ prévu de 3 413 personnels civils (dont 2 205 à la délégation générale pour l'armement), de 1 954 militaires engagés et de 2 183 appelés du contingent. Diverses améliorations financières (primes et indemnités) permettront de relever la condition des personnels en 1989.

Pour ce qui concerne l'armement nucléaire, le ministre de la Défense a expliqué que le programme de missile S-4, censé remplacer les missiles S-3 actuellement en cours de mise au point, n'apparaît plus aussi prioritaire, compte tenu des performances réelles ou prévisibles des sous-marins, qui demeurent l'essentiel de la dissuasion. M. Chevènement n'a pas précisé quel sort définitif il réservait au S-4, se contentant d'indiquer qu'il se donnait le temps de la réflexion d'ici au printemps prochain, lorsque le gouvernement devra voter la loi de programmation 1987-1991.

Le sort du colonel Mafart

A propos du programme Charles-de-Gaulle, ce porte-avions nucléaire en chantier à Brest, le ministre de la Défense a indiqué qu'il lui consacrait l'an prochain 1 072 millions de francs de crédits de paiement et 1 790 millions de francs d'autorisation.

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 21 septembre a approuvé les nominations et promotions suivantes :

• Marine. — Sont promus : vice-amiral, les contre-amiraux Michel Tripier et André Nougé (nommé inspecteur du matériel naval) ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Camille Robaglia, Marc Gazeau et Joël Keros (nommé major général du port de Cherbourg et adjoint au préfet maritime de la 1^{re} région maritime).

Est nommé attaché de défense, chef de poste et attaché naval près l'ambassade de France à Londres, le contre-amiral Michel Mollet du Jourdin.

• Air. — Sont nommés : directeur du personnel militaire de l'Armée de l'Air, le général de division aérienne Jean-Claude Lebrun ; commandant du transport aérien militaire, le général de brigade aérienne Claude Lemieux.

• Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Yves Berrandias ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Pierre Deletang, François Buffet et Xavier Duclaux.

Sont nommés : chargé de mission auprès du chef du service technique des constructions et armes navales, l'ingénieur général de 2^e classe François Simon ; directeur adjoint du service hydrographique et océanographique de la marine, l'ingénieur général de 2^e classe Bernard Schramph ; chargé de mission auprès de l'inspecteur général de l'armement, l'ingénieur général de 2^e classe René Jullier ; directeur de l'établissement des constructions et armes navales de Paris, l'ingénieur général de 2^e classe Alfred Dumex ; chef du bureau des affaires internationales à la direction des armements terrestres, l'ingénieur général de 2^e classe Jacques Guilly.

Est placé en service détaché auprès du Commissariat à l'énergie atomique, l'ingénieur général de 2^e classe Yves Dupont de Dinechin.

Sions de programme (qui sont des anticipations de dépenses, pagées ensuite par des crédits de paiement).

Concernant, enfin, l'aviation de combat tactique (ACT) et l'aviation de combat « marine » (ACM), dérivés du Rafale, M. Chevènement a déclaré : « Je n'ai pas voulu d'un millimètre sur cette affaire, dont je convais les difficultés. J'adhère au choix fait. » Évoquant la polémique créée par des propos du premier ministre, plus réservé que lui sur ce sujet, le ministre de la Défense a ajouté : « Ayant à conduire certaines négociations internationales, je ne saurais bien passé de toute cette agitation. » Il a annoncé que la commande du deuxième prototype, destiné à l'armement attendu normalement pour octobre prochain, était en préparation.

Sur les perspectives ouvertes par des négociations Est-Ouest, en matière de désarmement classique en Europe, M. Chevènement a affirmé : « Il ne faut pas se payer d'illusions. Étant donné la longueur prévisible des négociations, le déséquilibre des forces en présence et, surtout, la posture de stricte suffisance qui fonde notre défense, ces négociations ne devraient avoir de répercussions rapides sur la structure de nos forces. » D'autant que, pour le ministre français, « l'effort de défense soviétique ne s'est pas relâché : les productions d'avions, de chars ou de moyens d'artillerie continuent sur les rythmes acquis précédemment ».

Interrogé sur le sort réservé au lieutenant-colonel Alain Mafart, ramené en France depuis l'attol de Hao où il avait été placé à la suite d'un accord avec le gouvernement néo-zélandais, M. Chevènement considère que « le gouvernement précédent a manqué à un engagement pris ». Il a émis le vœu d'une solution diplomatique « qui donne le meilleur des deux mondes », et en a appelé au « sens de l'amitié » entre la France et la Nouvelle-Zélande pour régler cette affaire.

À Wellington, le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, évoquant les relations de son pays avec la France, lors d'une conférence de presse, jeudi 22 septembre, a expliqué que, malgré la volonté de M. Michel Rocard de révoquer l'affaire Mafart, il se voyait aucune perspective de solution de désarmement, qui demanderait à son gouvernement. « Nous sommes prêts, de notre côté », a-t-il ajouté, « aux limites de notre capacité à négocier un accord bilatéral. » M. Lange a conclu que la différence entre le nouveau et l'ancien arbitrage du secrétaire général de l'ONU.]

HISTOIRE

Campagne d'information sur la guerre 1914-1918

encore plus de quatre millions de documents.

Près de trente cérémonies de commémoration présidées par un membre du gouvernement auront eu lieu au cours de l'année 1988 (dont une dizaine en association avec un autre pays d'Europe), des millions de timbres,

pochettes d'allumettes, médailles, auront été édités, et de nombreux colloques, expositions et éditions spéciales de revues d'histoire auront vu le jour.

Missions permanentes aux commémorations et à l'information historique. Secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre, 37, rue de Bellechasse, 75007 Paris. Tél. : 45-50-32-53.]

36 15 RATP. Vous allez être ravi d'avoir les mains pleines de doigts.

Horaires et tarifs tapez HRER, HBUS, HMET et TARL

Messagerie, tapez MESS.

Trajet aéroports, tapez AERO.

Renseignements et actualités tapez RENS et ACTU.

Itinéraires, tapez SITU.

36 15 RATP POUR VOUS DÉPLACER, COMPTEZ SUR VOS DOIGTS.

36 15 RATP POUR VOUS DÉPLACER, COMPTEZ SUR VOS DOIGTS.

Fade

Y a-t-il, aujourd'hui, une vie politique en France ? Ou bien, plus simplement, un principe de gestion, assorti de sujets de controverses, où le arde, parfois, résume toute la querelle ? Y a-t-il, aujourd'hui, pour les Français, l'élaboration d'un grand dessin ; ou bien, sur un mode plus quotidien, la recherche du plus petit dénominateur commun, celui par lequel, cahin-caha, il devient de bon ton de faire des grâces à son contraire et la grimace à ses pareils ?

Quelques jours d'absence, que la distance a multipliés par dix, font, au retour, découvrir un pays fade, dont les divisions demeurent, mais qui n'est plus en humeur de les exprimer.

D'abord, parce que le pouvoir en place — le plus gros de la gauche — n'a plus d'adversaire. Le Parti communiste, assigné à ce rôle, est dans l'état que l'on sait. La droite, bien que plus riche de troupes, ne se porte guère mieux. Sa double victoire aux élections législatives de l'Oise n'est qu'un trompe-l'œil.

L'état-major communiste lance des flèches de moins en moins acérées et, de toute façon, le gouvernement n'en a cure. On ne saurait lui donner tort. Électoralement parlant, le PC ne représente plus grand-chose et sa direction, moins que cela. MM. Marchais et Laipine sont régulièrement présentés comme des défilés sans que qui que ce soit ne s'en émeuve.

À droite, le défilé a profité à M. Giscard d'Estaing, mais ce n'est pas sans mal qu'il cherche à se redresser en plaçant la tête de ses anciens premiers ministres. Que ses partisans obligés soient hommes faits, comme MM. Barre et Chirac, ou du futur (?), comme M. Lottard, aucun d'eux n'est disposé à lui faire, comme en d'autres circonstances, la révérence en sept temps due aux souverains régnants.

Jusqu'à présent, le seul exploit de M. Giscard d'Estaing, outre le hochet de la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, c'est d'avoir pris la place de M. Lecanuet à la tête de l'UDF. Ce ne mérite pas un 7e Deum. Quel que soit le génie politique et manœuvrier de M. Giscard d'Estaing, la suite est plus problématique.

À droite encore, M. Barre, après avoir occupé le pays pendant des années par son ton professoral (mais en énonçant aussi des vérités, ainsi qu'il convient à un professeur), s'est converti dans l'humour, si ce n'est la provocation. C'était déjà son péché mignon.

Tenant pour assuré que, seul accident, M. Mitterrand ira au terme de son mandat et que qui rêve de se retirer se met le doigt dans l'œil jusqu'au ténar, M. Barre sait bien qu'il n'a que de faibles chances d'être candidat en 1996. Avant... Pour faire quoi ? Aussi joute-t-il de sa liberté pour dire plus que jamais ce qu'il pense, à plus forte raison si ses propos sont de nature à nuire à un camp qu'il poursuit, non sans motif, de sa rancune.

rédaçtion du Nouvel Observateur à celle du Figaro. Recentrons-nous !

Comme si un nouveau clivage devait se créer qui opposerait ceux qui croient encore à la politique et ceux qui n'y croient plus, entre ceux qui en ont tiré tout ce qu'elle pouvait apporter et ceux qui n'y avaient pas songé sous cet angle ; les premiers, naturellement, n'ayant opéré un tel changement que parce qu'une nouvelle conception de la vie publique le commandait, somme toute au nom de l'intérêt général. Faudra-t-il bientôt être politiquement neutre pour adhérer à un parti ?

De cette évolution, la polémique autour du traitement de M^{me} Christine Ockrent, qui a pourtant fait des concessions depuis TF1, est l'image du jour. Comme s'il ne suffisait pas de gagner beaucoup d'argent, mais que c'était un supplément de jouissance de faire bisquer de moins favorisés. Voilà le début de la rentrée, sur fond d'apreté pécuniaire. Pouvait-on imaginer plus minable ?

NON point minable mais révoltante, la réconciliation de M. Serge Livroz, l'ancien animateur du Comité d'action des prisonniers, écrivain reconnu, depuis maintenant quinze ans — ne serait-ce que par la triste et belle Lettre d'amour à l'enfant que je n'aurai pas, parue en 1978.

Parce qu'il a été embergé dans une extravagante affaire de fausse monnaie, il a été placé en détention provisoire d'août 1986 à mars 1987. Alors qu'il avait été libéré le 13 de ce mois-là par le juge d'instruction, le parquet, conformément à sa bonne habitude, a fait appel. Conformément à une aussi bonne habitude, la chambre d'accusation a donné raison au parquet en avril 1987.

Il faut croire que la cour d'appel n'était pas pressée de voir exécuter son arrêt puisque ce n'est que le 23 août 1988 que M. Livroz a été renvoyé à la prison de la Santé. Un an et demi plus tard, à quelles fins ? Force est restée à la loi. Trieste force. Pauvre loi.

Post-scriptum. — Le syndrome du scrabble va encore frapper. Après la quête du won (monnaie coréenne), la quête du wu (mesure chinoise), cette fois-ci pour trois semaines. Si les transmissions marchent, à la semaine prochaine ; sinon, à plus tard.

Rectificatif. — Ainsi que l'écrit M. Chapelot, d'Épinay-sur-Orge, les socialistes, en 1972, lors du référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun, ont recommandé le vote blanc et non pas l'abstention, comme il était écrit dans l'Amateur du 11 septembre (a Sorutins). Mais l'idée n'était pas plus brillante.

Du 36 au 50

Découvrez d'un coup d'œil le mode Jean Thiot, en largeurs et pointures extrêmes.

CATALOGUE GRATUIT

82 bd Haussmann Paris 8^e (M^o St-Lazare) **Jean Thiot** PARIS

هكذا من الأصل

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul

La France chocolat

M. François Mitterrand avait, à la veille de l'ouverture des Jeux, formulé « le souhait que les athlètes français nous montrent ce qu'ils valent ». C'était de l'humour. Car il vaut mieux en appeler à Alphonse Allais qu'à la colère des dieux de l'Olympe pour parler, malgré les performances de Catherine Plevinski et de Stephan Caron, des déconvenues de la délégation nationale, alors que s'achève la première semaine des compétitions séoulites.

Bien en a pris, en tout cas, au président de la République d'avoir choisi, dès le début des Jeux, de congratuler aussi les médaillés d'argent et de bronze : d'ordinaire, les chefs d'Etat n'adressent des télégrammes de félicitations qu'aux sportifs vainqueurs d'une grande épreuve, et l'on suppose que, pour la Maison Blanche, le Kremlin ou Berlin-Est, tout ce qui brille doit être forcément de l'or. Si M. Mitterrand n'avait pas en ce patriotisme réfléchi, la sélection française n'aurait pas reçu souvent le satisfecit élyséen.

Les cocoricoes se sont, en effet, multipliés en six jours. Ne parlons même pas d'Henri Lecomte et de sa pitié olympique : bon, il voit de la lumière à la télévision, lors de la cérémonie d'ouverture, ça lui donne l'envie d'y aller, il s'aperçoit alors qu'il est en Corée du Sud et il laisse gagner un natif du coin. Bon cœur, Riton, avec sa raquette-hoche, ses balles-billes et sa mèche-entouffoir.

Mais les autres ? Très sérieusement préparés et « motivés », selon tous les entraîneurs. Du reste, quel coach aurait dit : « *Mou pou-lain n'est pas très en forme, mais en revanche, il a très envie de visiter Séoul* » ? Très soigneusement choisis aussi,

selon tous les responsables de la sélection. C'est bien simple, avaient claironné ceux-ci, on a trié sur le volet et ne vont aux Jeux que les athlètes qui sont susceptibles d'atteindre les demi-finales.

Ils sont donc partis à 288 pour ça, la plus forte délégation depuis les Jeux de Paris en 1924. A cette époque-là, au moins, ils n'avaient pas 10 000 km à faire pour rentrer à la maison.

Certes, les dirigeants avaient bien dit « susceptibles d'atteindre... » et quand il évoquait « trente-six possibilités de médailles », M. Nelson Piquet, président du CNOF (Comité national olympique et sportif français), n'en voyait que vingt à vingt-cinq d'à peu près sûres. Seulement, aujourd'hui, ce sont les téléscripteurs français qui risquent de devenir susceptibles, car ils commencent à avoir l'impression que là-bas, tout là-bas, on se moque un peu d'eux.

Car, s'il est exact que sont partis en Corée du Sud des champions du monde, comme le pentathlète Joël Bouzou (huitième de la finale olympique), le lutteur Patrice Morier (blessé à Séoul) ou le tireur Jean-Luc Tricoire (éliminé vendredi midi), il n'en est pas moins vrai que beaucoup ont, comme on dit, prématurément disparu de la compétition.

Comme le cycliste Fabrice Colas, médaillé de bronze à Los-Angeles, ou Chantal Beaubeau, troisième meilleure performance mondiale, qui a piteusement échoué, vendredi, à la première halte de la première épreuve de l'heptathlon et qui, n'ayant plus le moral (sic), a abandonné.

Et que dire des rameurs, qui n'ont pas réussi à placer un seul bateau en finale, et surtout des fleuretistes, incapables, eux aussi, de se classer (individuellement) dans les huit premiers. Le fleuret, fleuron nageur de l'escrime française.

En voile, en judo, dans d'autres épreuves d'escrime ou en athlétisme, des Français se distingueront peut-être. Mais, ce qui est manqué est manqué, et qu'on ne ressorte pas les chichés du sport à l'école : c'est une cascade de défaillances individuelles qui « coule » pour l'instant les espoirs français à Séoul.

MICHEL CASTAING.

Rosa Mota, reine du marathon

SÉOUL de notre envoyé spécial

Ce petit bout de femme qui court en levant le poing, un sourire en coup de canif sur son visage ascétique, c'est Rosa Mota du Portugal. « La Mota ». Une star de poche que tout un pays considère avec une dévotion fervente. Ne fut-elle pas en 1984 la première Portugaise à remporter une médaille olympique ? C'était du bronze. Ce métal manquant de noblesse à ses yeux, la jeune femme a retrouvé à Séoul sa vraie place, tout en haut du podium. Quelle intense satisfaction, quand on ne mesure que 1,57 mètre, d'avoir à se baisser pour cueillir l'or olympique !

Rosa Mota est la plus grande. Elle s'en doute depuis qu'elle est toute petite. Victorieuse de sa première course scolaire à quatorze ans, championne du Portugal de cross-country pour sa première participation à une compétition officielle à seize ans, elle a gagné en 1982 le premier marathon auquel elle participait, celui des championnats d'Europe d'Athènes. Depuis, elle est abonnée au succès : championne d'Europe à Stuttgart en 1986, championne du monde à Rome en 1987, elle domine tellement la spécialité qu'Ingrid Kristiansen, la recordwoman du monde, a renoncé à l'affronter ces dernières années, préférant s'aligner dans le 10 000 mètres à Séoul.

Insatiable dévoreuse de kilomètres, la championne portugaise avoue qu'à trente ans, la course à pied est sa raison de vivre. On

La Portugaise Rosa Mota a remporté, le vendredi 23 septembre, le marathon féminin en 2h 25min 40s devant l'Australienne Lisa Martin (2h 25min 53s) et l'Allemande de l'Est Kathrin Dörre (2h 26min 21s). La première Française, Françoise Bonnet, s'est classée quatorzième (2h 32min 35s). Elle précède Maria Lohr (18^e) et Jocelyne Villeton, la médaillée de bronze aux championnats du monde de Rome en 1987 (19^e).

ne la voit pourtant pas souvent dans les nombreuses courses sur route où victoire et performance kilométrique sont tarifées en dollars. Rosa Mota ne fait pas la course aux records ou à l'argent. Sur les conseils de son entraîneur, José Pedrosa, elle se prépare dans la discrétion pour les grands rendez-vous officiels. Ceux qui se terminent au son de l'hymne national, avec de l'or autour du cou et une boule d'émotion au fond de la gorge. Rosa est heureuse, elle a connu tout ce vendredi au terme d'une course sans histoires.

Grâce

au ministre des sports

Fidèle à son habitude, elle avait été la première à sortir du stade olympique. A ses basques, le peloton des soixante-douze concurrentes s'alignait déjà. Moins de deux heures et demie plus tard, elle y revenait en triom-

phante, le cheveu coiffé par la sueur mais la foule encore vibrante. De tout en bout, dans les larges avenues de Séoul, elle a imposé son train, simplement agacée aux alentours du trentième kilomètre de sentir dans son dos l'Australienne Martin et l'Allemande de l'Est Dörre courir sur la « tour olympique » érigée à l'entrée du campus de l'université nationale de Séoul, où a lieu le tournoi de tennis de table des Jeux. La tour a été endommagée par le feu. Plusieurs mouvements étudiants sud-coréens étaient favorables à la

Après avoir raté quelques gobelets au dernier ravitaillement pour s'asperger furtivement le visage, Rosa a décidé d'en finir. Impensablement, la cadence s'est accélérée. D'abord Kathrin Dörre, puis Lisa Martin, ont lâché prise. La Portugaise pouvait faire son entrée en solo dans le stade et, dans un dernier effort, aller se suspendre au cou de son entraîneur hilare. Ce titre qui fait de Rosa l'égale de Carlos Lopes, le mytique recordman du monde portugais du marathon, est un peu le sien. C'est lui qui dose l'entraînement et qui choisit la programmation des courses. Cette année, il avait tout misé sur le marathon olympique, négligeant même d'aligner son athlète au championnat du monde des 15 km sur route à Monaco.

Cette défection n'avait pas pu aux instances fédérales portugaises qui, par mesure de rétorsion, n'avaient pas sélectionné Rosa Mota pour Séoul. Le ministre des sports dut s'en mêler. Une intervention qui vaut son pesant d'or.

J.-J. BOZONNET.

ATHLÉTISME : premières courses

Les stars au petit trot

condamnés d'avance, mais les stars furent bonnes poires.

Elles ne forcèrent pas. La distance prise, la différence faite des premières dizaines de mètres, elles se mirent à attendre les traînards, pour éviter tout ridicule à l'olympisme. Parce qu'il était trop vite, il leur arriva même, à Ben Johnson le Canadien - meilleur temps mondial avec 9 s 83 - ou à Lewis, de ralentir l'allure. Un coup d'œil à gauche ou à droite et les célèbres promoteurs du stade se remettaient au trot.

Deux ou trois tiers-mondistes s'accrochèrent, courant pour de bon, donnant, bien obligés, le meilleur d'eux-mêmes dans ces séries pour classes moyennes. L'Anglais Lindford Christie fit impression, mais c'est un Anglais né dans des files noires. L'Indonésien Mardi Mardi se qualifia pour les demi-finales, mais il était fou, un vrai diable décidé à risquer la survie de ses artères pour ces secondes d'ivresse.

Les autres, tous les autres disparaissent peu à peu, au gré de ce jeu

cynique du plus faible perd. Les stars restaient entre elles, sur 100, 400 ou 400 mètres haies. Autant dire, une nouvelle fois, entre Noirs. Le blanc fondait au soleil, couleur voûtée, au sprint pur, à de la simple figure. Distinction connue, les Américains sur distance courte, les Européens et quelques Africains pour ce qu'il reste de gloire.

Et comme Américain, au stade, se dit Noir, ces promoteurs du premier jour arboraient un nouveau maillot national. Un « body » rouge les épaules ornées de blanc. Rouge, non pour faire la nique aux Soviétiques, mais parce que le rouge sied au teint des gazelles. Dixon ou Brisco, à la hypochondrie messianique, Jackie Joyner-Kersey, et de leurs grands frères de couleur.

Il y eut bien, dans ce cercle très fermé, une brève inquiétude. L'Indien parut même réveiller Jackie, qui somnolait en tête de son concours avec une grise de biche boudoise et indolente. Ben Johnson ne termina que troisième de sa série, rattrapé sur le fil par Lindford Christie, justement, et l'Américain Dennis Mitchell. Noir, encore.

Troisième, avec 10 s 17 ! On crut à une erreur d'électronique. On crut avoir mal vu. Les ralentis, sur tous les écrans du stade assésien pour tant l'incroyable image. Johnson en difficulté dans ce qui n'était encore qu'une formalité de débuts. Puis, aussi vite, on se rassura. Cette série-là avait été très relevée. Les autres se traînaient. On respira mieux. Au temps, le Canadien avait malgré tout qualifié. Il allait rester dans la famille.

Enfin, on s'interrogea et cette question allait, c'était sûr, tenir Séoul en haleine jusqu'au lendemain. Ben pouvait-il encore conserver sa lasec sur 100 mètres pleins ? Il était, on le savait, en l'air, non ce matin encore, le plus rapide au départ, insaisissable dans le jolissement du corps, les premières foulées. La mise en route. Avant il le toussa, les jambes, le cœur à courir à ce rythme les cinquante mètres passés ?

Déjà, le stade en doutait. Vendredi, Ben avait été vélocité sans plus. Calvin Smith parut pourtant



Ben Johnson n'a pas survécu les éliminatoires du 100 mètres, mais a néanmoins assuré sa qualification pour les demi-finales.

Manifestation d'étudiants à Séoul

Quelque 1 500 étudiants sud-coréens se sont rassemblés, jeudi 22 septembre, à l'université Yonsei de Séoul pour protester contre les Jeux olympiques et dénoncer un exercice naval américain-japonais prévu pour la fin septembre au large des côtes orientales de la Corée du Sud.

Plusieurs dizaines d'étudiants ont, en outre, lancé des cocktails Molotov sur la « tour olympique » érigée à l'entrée du campus de l'université nationale de Séoul, où a lieu le tournoi de tennis de table des Jeux. La tour a été endommagée par le feu. Plusieurs mouvements étudiants sud-coréens étaient favorables à la

co-organisation des Jeux olympiques par les deux Corées.

Par ailleurs, pour la première fois depuis l'ouverture des Jeux olympiques, la police a fait usage de gaz lacrymogènes, vendredi 23 septembre, pour disperser une manifestation d'étudiants, dans l'est de la capitale sud-coréenne, à moins de 3 kilomètres du stade de Tonggamsan, où doivent avoir lieu des compétitions de football. Quelques centaines d'étudiants protestaient contre l'arrestation d'un de leurs dirigeants, M. Oh Yong-Shik, recherché par la police. — (AFP, UPI).

Au programme du week-end

En raison des incertitudes dues aux graves de personnes sur Antenne 2 et FR3, nous publions, en heures françaises, un programme des épreuves susceptibles de faire l'objet de retransmissions que TF1, en plus de son émission quotidienne de 6 heures à 7 h 30, pourrait perdre en charge en cas de prolongation de la grève sur Antenne 2.

SAMEDI 24 SEPTEMBRE

Athlétisme. — 1 h 30 : début des épreuves ; 4 heures : demi-finales du 100 mètres messieurs ; 4 h 30 : finale du triple saut messieurs ; 5 h 30 : finale du 100 mètres messieurs ; 8 h 30 : finale de l'heptathlon dames.

Cyclisme. — 9 heures : finale vitesse messieurs et dames, poursuite par équipes et courses individuelles aux points.

Escrime. — 12 heures : finale de l'épée individuelle messieurs.

Gymnastique. — 4 heures : finales individuelles messieurs par appareil.

Natation. — 2 heures : séries du 200 mètres quatre nages, relais 4x100 mètres quatre nages dames ; 4x100 mètres quatre nages messieurs ; 200 mètres papillon, 100 mètres dos, 50 mètres libre, 1 500 mètres libre ;

12 heures : finales des épreuves d'endurance (excepté le 1 500 mètres libre messieurs remplacé par le 800 mètres libre dames).

Volley-ball. — 1 h 45 : France-Etats-Unis.

DIMANCHE 25 SEPTEMBRE

Athlétisme. — 1 heure : début des épreuves ; 3 heures : finale du javelot messieurs ; 4 h 10 : finale de la hauteur messieurs ; 4 h 35 : finale du 400 mètres haies messieurs ; 4 h 50 : finale du 100 mètres dames ; 6 h 20 : finale du 3 000 mètres dames.

Gymnastique. — 9 heures : finales individuelles dames par appareil.

Judo. — 8 heures : finale des moins de 60 kilos.

Natation. — 2 heures : séries du 50 mètres libre, 200 mètres dos, du 200 mètres papillon dames, du 200 mètres quatre nages et du relais 4x100 mètres quatre nages messieurs ; 11 heures : finales des épreuves d'endurance et du 1 500 mètres libre.

Plongeon. — 2 heures : finale du tremplin dames.

plus rapide, plus ambitieux. Sans parler du King, Carl Lewis qui offrit à la foule, seul cadeau du sprint pour cette matinée sans enjeu, un temps de 9 s 99 lors de la seconde prestation. Déjà moins de dix secondes ! De quoi faire patienter, éveiller le rêve du temps de tous les temps.

Dieu, que Lewis parut inaccessible ! Coureur d'une autre planète dont on ne voyait plus très bien comment le Canadien pouvait y accéder. Trichait-il ? Masquait-il encore sa forme réelle ? Son entraîneur le répétait à tous les journalistes rencontrés. Lui-même le confiait, l'autre jour : il se sentait comme jamais. Plus que prêt. En avance. Ses débâcles des derniers meetings, notamment à Zurich étaient oubliés. Sa blessure à la jambe, un vieux souvenir. Il l'affirmait, le 100 mètres se gagne dans les trente premiers mètres. Après, on laisse aller. A croire qu'un gère...

Lewis, lui, prétend le contraire. Que le meilleur, c'est celui qui sait finir. Garder du souffle et de la puissance pour l'horizon. Lui-même commençait mal, il le savait. Il avait encore piétiné, vendredi, en foulées maladroites son premier quart de course. Mais, à l'abattage des caillottes, personne ne l'avait épaulé. Il perdit son grand air, muscles démultipliés, tout au long des cinquante derniers mètres.

La course, celle de cette matinée, qui comptait pour du beurre, comme les autres, fut exactement contradictoire de celle du Canadien. Tout un stade attendait quelle originalité allait dominer l'autre. Les starting-blocks ou le finish. Lewis, sans force, avait déconcerté, la préférence des parieurs.

PHILIPPE BOGNO.

à Séoul

Le petit trot



Janet «Bugs Bunny» Evans

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Cette gamine est une insulte à la natation. Elle a déjà été interdite de bassin. Espérée pour éviter toute contagion du n'importe quoi dans les piscines. Car elle ne nage pas. Janet Evans, elle se débâte, dans le rock, paraît-elle, trompée de sport, sourde à toute règle technique. Elle frappe l'eau au petit bonheur la chance, torille des fesses, le dos viré, la raquette tendue.

Sa victoire, superbe, jeudi soir, dans le 400 m nage libre, son record du monde décroché comme une formalité, ont fait douter tous les entraîneurs présents, tous ceux qui ont fait vœu d'enseigner les tables de la loi de la glisse, le geste juste, l'épaule cassée au ras de l'eau, le bras caressant la surface.

Bref, le b-a-ba dont les Allemands de l'Est se sont fait les champions. La natation moderne devenue science exacte, à grands renforts de médecine, de vidéo et de tests aérodynamiques.

Voilà Janet Evans, être unique, d'applaudir ce cratère de talent, est-ce comme raconter à 300 m. 4 nages, méritait un médaille d'or obtenue par un américain prétendant à la preuve que cette gosse de 16-17 ans, haute comme une moitié d'Allemande de l'Est (1,76 m pour 45 kg), consomme une quantité ridicule d'oxygène pour une poussée maximale.

Choquant, tout bonnement choquant pour qui sait qu'à l'évidence la natation sege des années, une course de luttet et une taille de basketteur. Demandez donc à Kristin Otto, médaille d'or, ce même soir, du 100 m dos, ou à Heike Friedrich, médaille d'argent, et à Anke Möhring, médaille de bronze de ce 400 m d'entraînement. Trois Allemandes de l'Est, toutes trois infatigables, longues et rondes à l'extrême. Se retrouver en finale, dans le ligne d'eau voisine de celle de l'Amérique, c'est à elle de dégoûter de ces Janet Evans.

En fait, Janet Evans dégoûte. Elle, bonheur californien, comme les ice-creams dont elle s'abreuve. Le sort a voulu que s'affrontent dans une famille heureuse de Placencia, papa riche, maman aux petits soins, et qu'elle rencontre un entraîneur, suffisamment fou pour parler sur sa petite taille et croire en la sainte par le pop-corn. Pendant que les Allemandes de l'Est suivent un régime de parachutes, Janet engloutit des glaces. Sans prendre un gramme ni perdre un record du monde.

La douleur de ses rivaux

Janet Evans n'est même pas consciente des pieds de nez qu'elle adresse à la natation de compétition. Elle concourt par plaisir, comme d'autres gosses de son âge, en Californie, prêtent le firt sans risque ou les désoeuvrés de plage. Papa, maman et le drapeau étoilé.

De la victoire, elle ne tire aucune gloire perceptible. Elle rigole avant de répondre à des questions à usage des grandes personnes. Elle n'avait pas encore pensé à tout cela, le vie, l'amour, la mort. « En dehors de la piscine, vous savez, je suis juste Janet », confie-t-elle à y. s quelques semaines à un confrère américain. Juste Janet, une ado qui nage comme des enfants chantant, sans savoir pourquoi, parce qu'ils ont le goût juste ou le cœur gai.

Aussi, entre Janet et Kristin Otto, entre la fine silhouette et ces deux colonnes blondes que sont Friedrich et Möhring, n'y a-t-il, au fond, qu'une différence d'ice-cream ? Pas vraiment de chance : les Allemandes de l'Est ont du raison de n'être grandes et lourdes, là où elles vivent. Elles nagent aussi, plus sagement même, plus esthétiquement que l'Américaine. Elles transportent des médailles, des passeports assurés pour de vieux jours qui viendront vite.

Non, ce qui distingue la première des trois autres, c'est plutôt l'adhésion à soi, à son propre corps. Janet, paraît-il, bien dans sa peau, et c'est sans doute insupportable dans l'univers de la natation conventionnelle. Sur le podium de ce 400 m de record du monde, la tré Californienne affichait une telle densité vitale que cela en devenait douloureux pour ses rivaux.

Ph. Bg.

Les XXI^{es} Jeux olympiques à Séoul

NATATION : quatrième médaille d'or pour Kristin Otto (RDA)

L'échec de Catherine Plewinski

L'une des premières chances de médaille d'or française s'est dissipée, vendredi 23 septembre, dans le bassin olympique de la piscine de Séoul, avec l'échec de Catherine Plewinski, donnée pourtant comme l'une des favorites du 100 mètres papillon. La nageuse de Cusnes a dû se contenter de la quatrième place, devancée par deux Allemandes de l'Est et une Chinoise. En réalisant un temps de 59 sec. 58, elle n'est pas parvenue à rééditer son exploit du matin lors des qualifications, où elle avait dominé toutes ses rivales.

Pour Catherine Plewinski, la course avait pourtant bien débuté. La jeune fille s'était lancée en tête. Fouettant l'eau des deux bras avec détermination, elle parvenait à distancer légèrement ses rivales, en particulier les deux Allemandes de l'Est qui l'encadraient. Mais Kristin Otto et Birte Weigang ne se contentèrent pas de lui servir de demoiselles d'honneur.

Après le virage des cinquante mètres, ces deux bagarrees accentuèrent leur pression sur la nageuse

française, la prenant peu à peu en étau. Face à ces « gros gabarits », plus habituées qu'elle aux compétitions internationales, la résistance était difficile. Dix mètres encore, et les épaules de Kristin Otto dépassaient les siennes. Elle s'écroulait dans les derniers 10 mètres, ne luttant plus, laissant même passer devant elle la Chinoise Hong Qian.

La médaille tant attendue s'échappait. Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bambuck, venu pour les félicitations, pouvait s'écarter discrètement. Tout l'espoir qu'elle avait fait naître, ces derniers jours, avec sa médaille de bronze au 100 mètres nage libre, et surtout depuis la série du matin, au cours desquelles elle avait établi un nouveau record d'Europe (59 sec. 34), s'envolait. Retour à l'apocryphe international des classements pour le système de Saint-Gervais-Le Fayet. Bronze pour Stephan Caron, bronze pour Catherine Plewinski, voilà de quoi devra se contenter la natation fran-

çaise, décidément aussi peu fortunée qu'aux Jeux de Los Angeles.

Mais les spectateurs de la piscine olympique eurent tout de même leur lot de sensations fortes. A défaut d'applaudir une petite Française, ils eurent tout loisir de goûter à répétition les accents martiaux de l'hymne national de l'Allemagne de l'Est. En l'honneur de Kristin Otto, d'abord, médaille d'or (59 sec.) de ce 100 mètres à l'oublier d'urgence.

Musique officielle aussi pour Uwe Dassler, nouveau détenteur du record du monde du 400 mètres nage libre. Ce lieutenant de Potsdam a dominé l'épreuve de bout en bout, ne laissant aucune chance sérieuse à ses compagnons des autres lignes d'eau, tenant surtout à distance jusqu'au bout l'Australien Duncan Armstrong, tombeur inattendu de l'Américain Matt Biondi dans le 200 mètres. Dassler, après sa victoire, expliqua que cette course avait été « une guerre des nerfs » et que dans ce genre d'épreuve il avait été, lui le militaire, fort à son aise.

SERGE BOLLOCH.

Un entretien avec l'entraîneur des Américains

David Bercoff un sous-marin dans la piscine

En athlétisme, le saut en hauteur a eu Fosbury - inventeur en 1968 à Mexico du « Fosbury flop ». En natation, le 100 mètres dos aura Bercoff. Etudiant à Harvard, vingt et un ans, il est devenu le maître de la spécialité en faisant passer le record du monde sous les 55 secondes en août dernier.

Particularité : David Bercoff nage en apnée les trente-cinq premiers mètres. Le flot de la réglementation lui permet de jouer ainsi le sous-marin. Et d'autres commencent à en profiter. Richard Quick, entraîneur en chef de l'équipe de natation américaine, explique les avantages de cette technique.

cette technique pendant trois ans. Il l'a perfectionnée, il l'a adaptée à sa personnalité. Il a été le premier à la maîtriser parfaitement. Aujourd'hui, il possède un battement exceptionnel.

— Quel est l'avantage de cette technique ?

— Quand on est sous l'eau, on rencontre moins de résistance qu'à la surface. En plus, nager de cette manière implique tout le corps. Au lieu d'avoir les bras qui fouettent l'eau et les jambes qui battent alternativement, on a une seule ligne, toute fluide, qui ondule. On utilise tous les muscles, les abdominaux et les cuisses en particulier, à pleine puissance.

— Son succès a-t-il condamné les dossistes classiques ?

— Ce n'est pas le problème. On sait seulement que le départ en apnée donne un avantage. Tout le monde le pratique ou va le pratiquer, mais en fonction de sa personnalité. Bercoff nage 35 mètres sous l'eau, d'autres moins. A l'avenir, sauf si le règlement est modifié, le départ en apnée sera un passage obligé. Mais ce ne sera pas forcément trente-cinq mètres ou quarante... Il n'y aura pas de règle. Chacun adaptera cette technique à sa morphologie et à ses capacités.

— Bercoff n'a donc pas figé sa méthode ?

— Pas du tout. Un jour, on s'entraîne encore plus, et on verra un nageur faire cinquante mètres sous l'eau, toute une longueur. Ensuite, un autre viedra, qui fera sa longueur sous l'eau, respirera en tournant, et repartira sous l'eau pour la deuxième longueur. Tout le 100 mètres ou presque se fera en apnée.

— On ne peut donc pas parler de « style Bercoff » ?

— Aux Etats-Unis, nous disons tout simplement « underwater dolphin kick », le « battement de dauphin sous l'eau ». C'est la description exacte de cette méthode : une ondulation de tout le corps sous la surface, le bras en avant, les jambes battant comme pour le papillon. Le tout sur le dos, bien sûr. Le mérite de Bercoff est autre. Il a été le premier à travailler systématiquement

— Pas du tout. Un jour, on s'entraîne encore plus, et on verra un nageur faire cinquante mètres sous l'eau, toute une longueur. Ensuite, un autre viedra, qui fera sa longueur sous l'eau, respirera en tournant, et repartira sous l'eau pour la deuxième longueur. Tout le 100 mètres ou presque se fera en apnée.

— A quand l'apnée également sur 200 mètres ?

— Là, je m'avancerais moins. Il y a tout de même un risque d'essoufflement. Non, je crois que le 200 mètres serait trop long. L'apnée restera au 100 mètres, je pense.

— On disparaîtra si le règlement est modifié. Vous avez évoqué cette éventualité.

— Je ne crois pas à une modification du règlement dans l'immédiat. Mais j'ai entendu dire que les gens de la Fédération internationale y songeaient. Pour l'instant, le règlement ne dit rien de précis. Il demande juste que les nageurs soient sur le dos. Nous verrons bien après les Jeux.

Propos recueillis par CLAUDE ASKOLOVITCH.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82
Postes 4138

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARTIR DE 180 FHT PAR MOIS
Réception et réaffectation du courtier/Permanence téléphonique
★
Permanence télé/bureau : mobile, rédaction d'actes, constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12 58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Les résultats

ATHLÉTISME Messieurs 20 kilomètres marche 1. J. Pribilinec (Tch), 1 h 19 min 57 s. 2. R. Weigel (RDA), 1 h 20 min. 3. M. Damilano (Ita), 1 h 20 min 14 s. 4. J. Marin (Esp), 1 h 20 min 34 s ; 5. R. Mrazek (Tch), 1 h 20 min 47 s ; 6. M. Chichennikov (URSS), 1 h 20 min 47 s ; 7. C. Mercurio (Mex), 1 h 20 min 53 s ; 8. A. Nosed (RDA), 1 h 21 min 14 s ; (...) 16. M. Fossler (Fra), 1 h 22 min 43 s ; (...) 18. T. Toutain (Fra), 1 h 22 min 55 s ; (...) 20. J. Corre (Fra), 1 h 23 min 9 s. Dames 100 mètres 1. R. Moos (Por.), 2 h 25 min 40 s. 2. L. Martin (Aus), 2 h 25 min 53 s. 3. K. Dure (RDA), 2 h 26 min 21 s. 4. T. Polivostala (URSS), 2 h 27 min 5 s ; 5. Y. Zhao (Chn), 2 h 27 min 6 s ; 6. L. Fogli (Ita), 2 h 27 min 49 s ; 7. D. Kaber (Lux), 2 h 29 min 23 s ; 8. M. Curatolo (Ita), 2 h 30 min 14 s ; (...) 14. F. Bonnet (Fra), 2 h 32 min 36 s ; (...) 18. M. Lelut (Fra), 2 h 33 min 47 s ; 19. J. Villetton (Fra), 2 h 34 min 2 s. Messieurs Poide 1. U. Timmermann (RDA), 22,47 mètres. 2. R. Barnes (E-U), 22,39. 3. W. Guenther (Sui), 21,99. 4. Udo Beyer (RDA), 21,40 ; 5. R. Machura (Tch), 20,57 ; 6. G. Weil (Chn), 20,38 ; 7. A. Andri (It), 20,36 ; 8. S. Smirnov (URSS), 20,36. CYCLISME Messieurs Poursuite individuelle 1. G. Umaras (URSS). 2. D. Woods (Aus). 3. B. Dittier (RDA). Dames Poursuite individuelle 1. A. Flehtel (RFA). 2. S. Bau (RFA). 3. Z. Funkenhauser (RFA). GYMNASTIQUE Dames Concours général individuel 1. E. Chouchounova (URSS), 79,662 pts. 2. D. Silvas (Rou), 79,637. 3. S. Bogdanova (URSS), 79,400. (...) 25. K. Boscher (Fra), 77,374. HALTÉROPHILIE Catégorie des 67,5 kilos 1. A. Guenchev (Bulgarie), 362,5 kg. 2. J. Kuz (RDA), 340 kg. 3. I. Miloskian (URSS), 337,5 kg. ■ Le Bulgare Angel Guenchev a amélioré le record du monde du total avec 362,5 kg contre 315 kg à l'ancien record du Bulgare Mikhail Petkov. Catégorie des 75 kilos 1. B. Guidikov (Bulgarie), 375 kg. 2. I. Steinhofel (RDA), 360 kg. 3. A. Varbanov (Bulgarie), 357,5 kg. ■ La médaille d'or du Bulgare Mikro Grabiev lui ayant été retirée à la suite d'un contrôle anti-dopage positif, le Soviétique Oleg Alifirov devient champion olympique des 75 kg devant les Chinois He Yangtang et Liu Choubin. Catégorie des 82 kilos 1. M. Mamichvili (URSS). 2. T. Komarov (Hou). 3. Sang-Kyu (CDS). Catégorie des 136 kilos 1. A. Kardine (URSS). 2. R. Guorovski (Bul). 3. T. Johansson (Sue). NATATION Dames 100 mètres dos 1. K. Otto (RDA), 1 min 0 s 89. 2. K. Egerzegi (Hon.), 1 min 1 s 56. 3. C. Stroh (RDA), 1 min 1 s 57. 4. B. Mitchell (E-U), 1 min 2 s 71 ; 5. B. Barr (E-U), 1 min 2 s 78 ; 6. S. Poll (CRC), 1 min 03 s 34 ; 7. N. Livingstone (Aus), 1 min 4 s 15 ; 8. M. Aizpors (RFA), 1 min 4 s 19. La Française Laurence Gatlouin a été éliminée en séries en 1 min 5 s 07. Relais 4 x 100 mètres nage libre 1. RDA (K. Otto, K. Meissner, D. Hunger, M. Stelzmann), 3 min 40 s 83. 2. Pays-Bas, 3 min 43 s 39. 3. Etats-Unis, 3 min 44 s 25. 4. Chine, 3 min 44 s 69 ; 5. URSS, 3 min 44 s 99 ; 6. Canada, 3 min 46 s 75 ; 7. RFA, 3 min 46 s 90 ; 8. Danemark, 3 min 49 s 25. 100 m papillon 1. K. Otto (RDA), 59 s. 2. B. Weigang (RDA), 59 s 45. 3. Q. Hong (Chn), 59 s 52. 4. C. Plewinski (Fr.), 59 s 58 ; 5. J. Jorgensen (E-U), 1 min 0 s 48 ; 6. C. Van Bentum (E-U), 1 min 0 s 62 ; 7. M. T. Mescher (E-U), 1 min 0 s 97 ; 8. W. Xiaohong (Chn), 1 min 0 s 15. La Française Catherine Plewinski a porté son record de France à 59 s 34 en séries (ancien record : 59 s 89 en 1987 à Strasbourg). Jacqueline Delord a été éliminée en séries en 1 min 2 s 24. 200 m dos 1. I. Polianski (URSS), 1 min 59 s 37. 2. F. Baltrusch (RDA), 1 min 59 s 60. 3. P. Kingman (N-Z), 2 min 0 s 48. 4. S. Zabolotnov (URSS), 2 min 0 s 52 ; 5. D. Richter (RDA), 2 min 1 s 67 ; 6. J.-P. Bernat (RFA), 2 min 1 s 84 ; 7. D. Vatch (E-U), 2 min 2 s 26 ; 8. R. Romero (Bré), 2 min 2 s 38. La Française David Holdarbach a été éliminé en séries en 2 min 4 s 83. Relais 4 x 100 m nage libre En séries, l'équipe de France, composée de Stephan Caron, Christophe Raj-Jayan, Laurent Neuville et Bruno Guastel, a amélioré le record de France en 3 min 21 s 77 (ancien record par les mêmes en 3 min 22 s 90 en 1987 à Strasbourg). TIR Messieurs Pistolet de tir rapide 1. A. Kouzmine (URSS), 698 pts. 2. R. Schumann (RDA), 696. 3. Z. Kovacs (Hon.), 693. Tir au sautier court 1. T. Heistad (Nor.), 689 pts. 2. S. Huang (Chn.), 687. 3. O. Aramenco (URSS), 686. La Française Jean-Luc Tricou ne s'est pas qualifié pour la finale. WATER-POLO Groupes A URSS b. France 18-4.
--



Jeux Olympiques Séoul

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines



LONGINES®

Chronomètre officiel des Jeux Olympiques 1988
Calgary et Séoul.

CONQUEST VHP
Conquest VHP (pour Very High Precision), la montre la plus avancée du monde. Titane massif et plaqué or. Etanche à 100 mètres. Changement automatique de fusées horaires. Indicateur de fin de vie de pile. Glass saphir.

هكذا من الأصل

Informations « services »

PHILATÉLIE

Le temps des catalogues

ALAIN GRAUDO.

Les éditions 1988-1989 France des catalogues Yvert et Tellier, Cérès et de la Bourse du timbre sont donc parus et reflètent une tendance à la hausse du marché.

**Rubrique réalisée par la rédaction
du Monde des philatélistes
24, rue Chancat, 75009 Paris.
Tél. : (1) 42-47-99-88.**

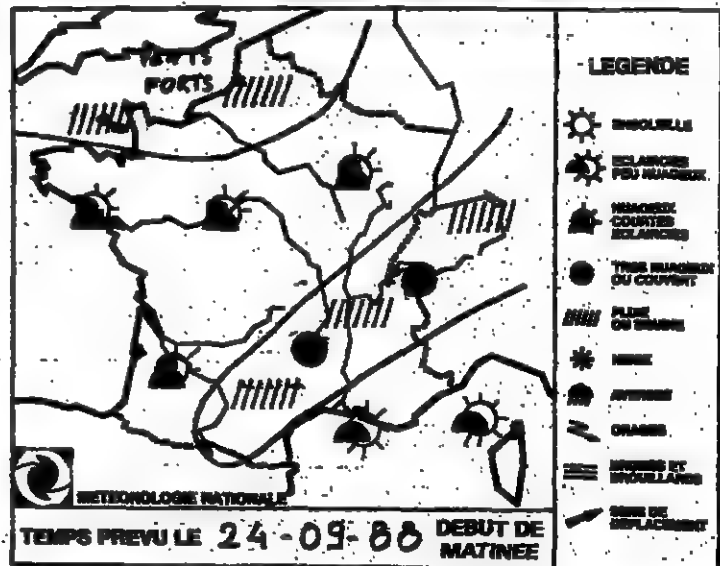
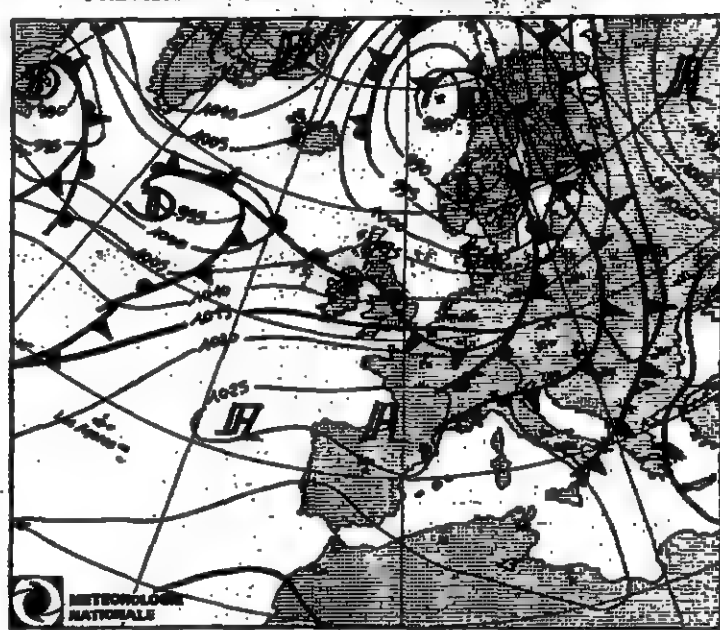
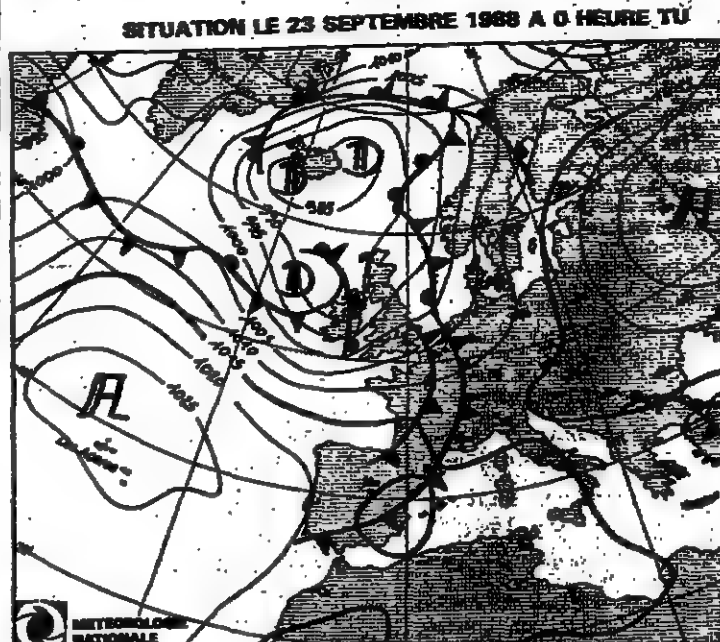
Evolution probable du temps en France
entre le vendredi 23 septembre à
0 heure et le dimanche 25 septembre
à 24 heures UTC.

Au sud de la ligne précitée, après une matinée nuageuse et quelques ordes sur le Midi-Pyrénées, le Massif Central et Rhône-Alpes, l'après-midi sera agré-

Sur les régions méditerranéennes, le soleil prédominera grâce à un mistral et une tramontane modérée.

Démarque : peu de changement.
Sur la moitié nord, il pleuvra encore assez fréquemment en matinée. L'après-midi, des éclaircies apparaîtront sur le sud de la Bretagne, les Pays de Loire, le Centre, la Bretagne et la Franche-Comté. Plus au nord, les nuages resteront abondants, il pleuvra encore par endroits. Le vent faiblira en cours d'après-midi.

Sur la moitié Sud, brumes, griseilles et bruines épaisses seront présentes le matin. Le soleil percera l'après-midi. Seules les Alpes du Sud et les régions méditerranéennes bénéficieront d'un ciel dégagé dès le lever du jour. Le mistral s'énervera.

[illegible]

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

● **Olympiades 1988.** — La Fédération des groupements sociaux du personnel des PTT du Rhône propose un document philatélique consacré aux Jeux olympiques de Calgary (Canada) et de Séoul (Corée du Sud). Ce document, tiré à 4 100 exemplaires, comportés des timbres canadiens et sud-coréens oblitérés sur place (renseignements, commandes : FGS PTT Social philatélie, 18, quai Gailleton, 69267 Lyon Cedex 02. Tél. : (161) 78-32-11-21).

● **Bureau de poste temporaire.** — Le dimanche 25 septembre, à Strasbourg (Bas-Rhin), pour l'ouverture du nouveau Centre de secours ouest de Strasbourg (renseignements, souvenirs philatéliques : Amicale des sapeurs-pompiers de Strasbourg, Centre de secours ouest, route d'Oberhausbergen, 67 200 Strasbourg. Tél. : (16) 83-27-60-00).

● Soixantième anniversaire du Club philatélique français. — Le Club philatélique français fête son soixantième

anniversaire avec une exposition de timbre au Musée de la poste de Paris (34, boulevard de Vaugirard-154), du 7 au 22 octobre : quarante collections, plus de 2 400 pages d'album et plus de 10 millions de valeur exposés. Au programme : la première émission de Ceylan, les essais de timbres de Russie de 1905 à 1935, la poste maritime du Havre ; les oblitérations sur timbre du Second Empire etc... les maintenant incontournables cartes téléphoniques (entrée gra-

● **New-Zealand 1990.** — La Nouvelle-Zélande accueille une exposition philatélique mondiale à Auckland du 24 août au 2 septembre 1990. La New-Zealand 1990. Les collectionneurs intéressés peuvent devenir membre du club de «privé-gie» moyennant une somme modique donnant droit à un bloc-fusil spécimen, des informations en avant-première, etc. (renseignements : «New-Zealand 1990», PO Box 4069, Auckland, Nouvelle-Zélande).

**Dimanche :
l'heure d'hiver**

ILE-DE-FRANCE
Samedi 24 septembre
 Chantreaux, 14 heures : poupées et amato-
 mates ; Corbail, 14 heures : Extrême-
 Orient ; Nogest-le-Rotrou, 14 heures :
 Châtres : poupées et automates ;
 Châtres, 14 heures : tableaux, mobilier,
 tableaux ; Compiègne, 14 heures :
 tableaux, meubles, argenterie ; Fontaine-
 bleau, 14 heures : objets d'art,
 bijoux, meubles ; L'Isle-Adam, 14 h 30 :
 tableaux modernes ; Joinville-le-Pont,
 14 h 30 : tableaux, mobilier, objets d'art ;
 La Varenne-Saint-Hilaire, 14 heures :
 objets d'art ; Romilly-en-Brie, 14 heures :
 Vernou, 14 heures : peintures ;
 16 heures : mobilier d'art ; Versailles-Bel-
 lemeuse, 14 h 30 : tableaux, mobilier,
 argenterie ; Versailles (Ramesau), 14 heures :
 objets d'art ; Versailles-Hauts,
 14 heures : Chantreaux-Légers, 14 h 15 :
 tableaux, dessins et mobilier.

Dimanche 25 septembre, les totalités des Européens auront dormi une heure de plus. A 3 heures du matin, en effet, les horloges, montres, pendules, carrels, carillons et autres devront être recuclées d'une heure. L'Europe occidentale — sauf la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal se trouvera alors à l'un heure v, c'est-à-dire à TU (temps universel), appelé souvent à tort par moyen de Greenwich + 1. L'heure d'été a été instituée en France en juin 1916 : pour compenser l'énergie, on avait perdu d'une heure les pendules d'une heure + 1. Les capots de l'heure d'été (TU), qui sont l'heure du soleil hors d'normale, de 1866 à 1972, a été de 1.

PLUS LOIN

Samedi 24 septembre
Aries, 14 heures : archéologie ;
Chéry-les-Poses, 14 h 15 : tableaux,
 gravures, meubles ; **Les Milles, 9 h 30 :**
 bibelots ; **14 h 30 :** tableaux, mobilier ;
Marseille (Prado), 14 h 30 : mobilier,
 objets d'art ; **Vichy, 14 h 30 :** livres.

Dimanche 25 septembre
Nancy, 14 heures : mobilier, bijoux, objets d'art; Porthenny, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Pont-Audemer, 14 h 30 : bibelots, mobilier; Reims, 14 heures : archéologie, arts primitifs, Extrême-Orient; Troyes, 14 heures : objets d'art, salences, argenterie, mobi-

FOIRES ET SALONS
Paris-Grand Palais, Paris-Austerlitz
(Salon du vieux papier). Arles, Romans,
Reims, Xaroval et Pont-à-Mousson.

Communiquer par les stages

La pratique des stages en entreprises pendant les études supérieures s'est considérablement développée ces dernières années. Longtemps réservée aux grandes écoles, elle s'est étendue aux universités, y compris pour les juristes ou les littéraires.

Une étude fort intéressante de Martine de La Broeze, directeur adjoint du CELSA, montre que l'attitude des entreprises s'égard aux jeunes est en fait assez ambiguë. Elle se traduit surtout à travers des préoccupations contradictoires. L'une est directement intéressée : « attirer les candidats pour un éventuel recrutement », l'autre plus altruiste : rendre service aux jeunes en les mettant au contact avec le monde du travail. Or, un troisième élément prend de plus en plus d'importance : faire des stages un élément d'une politique globale de communication à l'égard du public jeune. Le souci de mieux se faire connaître des nouvelles générations répond à plusieurs objectifs : gagner un marché d'avenir ; donner de sa firme une image moderne ; attirer des éléments dynamiques et branchés ; sensibiliser les jeunes à la culture des entreprises pour faciliter leur intégration... Pour cela les entreprises développent une stratégie comprenant la participation à l'enseignement, la présence dans les écoles, les centres d'emploi, les médias publicitaires et dans laquelle les stages occupent le premier rôle.

Il peut arriver toutefois que la mise au point de cette politique se fasse dans un certain flou, en particulier lorsque l'image de l'entreprise diffusée par la publicité institutionnelle ne correspond pas exactement avec les attitudes des jeunes ou avec la réalité, telle que peuvent l'appréhender les stagiaires... Mais ce sont là péchés de jeunesse, que les experts en stratégie communicative ne devraient pas manquer de corriger...

F. Q.

« Pratique des stages et politique de communication des entreprises », par
Marlene de la Brosse. *Humanisme et entreprise*, n° 189. Juin 1988, CELSA,
77, rue de Villiers, 92523 Neuilly. Tél. : 46-45-17-80.

- **Communication audiovisuelle**

L'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud propose une formation à la communication audiovisuelle. Ce cycle d'étude s'adresse aux étudiants, éducateurs et à tout personnel d'entreprise ou de services publics.

(ENS de Fontaine
secteur autonome)

Finances

L'UER de gestion

aité Paris-I propose un nouveau magistère : « Finance d'entreprise et gestion bancaire », pour

préparer les étudiants, en trois ans après le DEUG, aux métiers de la finance.

[Université Panthéon-Sorbonne,
bureau 211, 17, rue de la Sorbonne,
75231 Paris Cedex 05. Tél. : 40-48-
27-70.]

● La paix inachevée

La Ligue française de l'enseignement organise les 7, 8 et 9 octobre à Paris un symposium sur le thème : « La paix insachée : utopies, ambiguïtés et certitudes. »

(Ligue française de l'enseignement,
3, rue Récamiér, 75007 Paris.
Tél. : 43-58-97-52.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

ESCALES

Petite musique
au château

Quand la musique se fait intime, elle se donne dans des lieux plus confidentiels qu'une salle de concert : selon de musique d'un prieuré, salle des Princes-Evêques au château d'Isenbourg, grand salon Régence du château d'Arigny, par exemple. Ce faisant, elle fait retour à son cadre d'origine. Ce qui n'est sans doute pas étranger au succès des soirées musicales données dans les lieux de la chaîne des châteaux.

D'octobre à mai, le mélomane pourra entendre Olivier Gardon au château de Divonne (tél. : 50-20-00-32) le 8 octobre ; un trio violon, clarinette, piano au château d'Isenbourg (tél. : 89-49-63-53), le 28 octobre ; un concert de musique de luth du XVI^e au XVIII^e siècle dans la chapelle romane du Vieux-Castillon (tél. : 86-37-00-77) dans le Gard, le 29 octobre ; un duo violon et clavier au prieuré (tél. : 41-67-90-14) près de Saumur, le 19 novembre ; Frédéric Lodéon et Daria Honora lors d'une soirée violoncelle et piano au château d'Arigny (tél. : 47-26-24-24), en Indre-et-Loire, le 26 novembre ou encore Alexandre Lagoya, le 28 janvier, et France Clidat le 4 mars ; Gabriel Tachno au château d'Esclimont (tél. : 37-31-15-15) le 10 décembre. Programme complet auprès des Grandes étapes françaises (140, rue de Belleville, 75020 Paris, tél. : 43-66-06-06). Pour le concert : 80 à 125 F ; concert et dîner : 385 F environ ; forfait week-end : 780 F par personne environ.

Un hydravion
au-dessus
de l'Afrique

Vingt-cinq jours de voyage, du Caire jusqu'aux chutes Victoria, avec un bon vieux hydravion Catalina qui déposera ses seize passagers successivement à Assouan, près des ruines Meroé au Soudan, sur le lac Turkana au Kenya au milieu de myriades d'oiseaux, non loin du cratère du Ngorongoro, et puis, entre autres, l'île de Zanzibar, le lac Malawi et le paradis terrestre du delta de l'Okavango au Botswana.

Pierre et Antoinette Jauret, qui ont arpenté l'Afrique du Tassili du Hoggar au désert du Kalahari, avaient envie de quitter les circuits touristiques rabâchés. La Land-Rover et le bivouac, ils connaissent à fond. Alors, ils ont rêvé sur la route aérienne historique d'Imperial Airways qui reliait, en 1937, les colonies de la Couronne, du Caire au Cap. Ils ont fan-

tasé sur les vieux hydravions Short de l'époque et sur l'estacade qui les attendait sur le Zambèze, en amont des chutes Victoria. Ils ont déniché, au Canada, l'aéronef idéal qu'ils ont aménagé pour des survols à basse altitude. L'ancienne touraille de mitrailleur de leur Catalina a été aménagée en salon pour y admirer les paysages, en attendant de gagner, pour la nuit, hôtels de luxe ou campement tout confort.

Ce circuit coûteux beaucoup plus cher que les 285 livres et 4 shillings demandés par Imperial Airways aux colons d'antan. Survoler les merveilles naturelles et culturelles du continent noir coûte, à partir du 1^{er} novembre, 99 900 F. Caux dont les moyens ne s'éloignent pas à la hauteur du Kilimandjaro pourront se contenter de la moitié du prix, soit le Caire-Nairobi (61 900 F), soit Nairobi-Johannesburg (69 500 F).

Kuoni, qui commercialise ce voyage, a compris dans ce tarif les vols Paris-Caire et Johannesburg-Paris, l'hébergement en chambre

double et la pension complète. Dans toutes les agences de voyages.

Explorator (16, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 42-66-66-24) participe à l'aventure avec un voyage de 16 jours (56 000 F). Départ le 5 août 1989.

Chez les enfants
de l'Arbat

« Glesnost » et « perestroïka », les nouveaux mots d'ordre du marketing soviétique, ont fait du voyage en URSS un must. Pourquoi ne pas forcer le trait et choisir la période des fêtes de la révolution — le 7 novembre — pour prendre contact avec ce pays et ses deux capitales, celle des tsars et celle des soviets. France-URSS (61, rue Boissière, 75116 Paris, tél. : 45-01-59-00) propose une semaine Moscou-Leningrad, du 5 au 12 novembre, pour 4 590 F tout compris (hôtel en pension complète, transport par Air France ou Aeroflot, visites) et une quinzaine dans les mêmes villes, du 6 au 19 novembre (5 690 F tout compris).

La Kremlin, la mausolée de Lénine, le métro de Mos-



cou et une excursion à Kolomenskoïe ou à Novodevitchi sont au programme. A Leningrad, la forteresse Pierre-et-Paul, le musée de l'Ermitage, etc. Sans oublier le défilé de la place Rouge, prétexte du voyage, (les Soviétiques ont, à cette occasion, deux jours de congé).

A lire, avant ou après, le best-seller soviétique — qui vient d'être traduit en fran-

çais (Le Monde du 16 septembre) — d'Anatoli Rybakov, les Enfants de l'Arbat (Albin Michel).

New-York
New-York

Si vous avez manqué l'exposition Degas à Paris, vous pourrez la voir au Metropolitan Museum of Art, le « Met » de New-York... à partir du 11 octobre. Ou bien lors du séjour organisé par l'association Arts et vie (251, rue de Valenciennes, 75016 Paris, tél. : 40-43-20-21) du 26 octobre au 2 novembre. Le prix (8 900 F par personne, supplément 1 900 F pour chambre individuelle) comprend le voyage au départ de Paris, le séjour en demi-pension (avec petit déjeuner américain) dans un hôtel du centre de Manhattan, les visites et la participation à un spectacle en soirée.

Programme indicatif : découverte de Manhattan et tour de l'île en bateau ; visite

de la statue de la Liberté, des musées, des Cloisters (vestiges d'art roman importés d'Europe et remontés dans un parc), du siège des Nations unies. Une matinée dans Harlem est également prévue.

Le train
de Blaise

Après le Café de la Danse et le Centre Georges-Pompidou, L'Office national suisse du tourisme (11 bis, rue Scène, 75008 Paris, tél. : 47-42-45-45) prête ses locaux à une mise en scène de la Prose du Transsibérien, de Blaise Cendrars. La compagnie théâtrale ici Londres retracée en un tableau sonore, vivant et coloré l'itinéraire du Transsibérien de Paris vers la Russie et Pékin, grâce à une mise en condition du spectateur, concrètement invité au voyage : remise des billets, projection vidéo d'un train en marche, ambiance du wagon-restaurant avec sémaphore pour le thé. Chaque soir (sauf dimanche et lundi) à 20 h 17, jusqu'au 19 octobre. L'heure de voyage : 60 F.

SAHARA, TIBET, MAROC, YEMEN, CRETE, KENYA, ARCTIQUE

VOYAGES A PIED EXPÉDITIONS

NOMADE

60 av. des Terrains, 95017 Paris (Tél. : 43-42-45-45)

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06160 CAP-D'ANTIBES
HOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy, A 300 m de la mer.
STUDIOS r. ch. park. piscine. 2 pers.
1150 F le sem. 1780 F 2 sem. 3100 F
4 sem. 50. (sauf juin, juil., août, sept.).
Tél. 93-61-66-30.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer, calme, grand confort.
99 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
46, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-67-62-56 - Téléc. 479-416.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-40
Piscine couverte, villa, cabine.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur.
tél. direct, minibus.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional. Site classé. St. village.
Piste, fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIOS
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1025 F à 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.
Spécial Noël 12). 2 500 F.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA ***
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 290 à 390 F. - Tél. 43-84-92-55.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Téléc. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.
Télécopieur : 041-520 37 31.

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre
de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. Costi
sél. 19-41/93/330282 - Téléc. 846143
Via Sempione, CH 6600 LOCARNO.

CH-1854 LEYSIN - Rég. Léman, 1350 m
A 4 h 30 de PARIS TGV
HOTEL-CHALET PAIX
Familial, gourmand, 2**/NN, vue panor.
bon air alpin. 7 j. Pens. compl. t.c.
1890 FF (douches w.c.).
Tél. 19-41/25/341375.

Aborigènes le jour, Taïwanais le soir

(Suite de la page 15.)

Le cliché a été pris par un photographe japonais. L'île, il ne faut pas l'oublier, a été détachée de l'empire chinois en 1895. Elle est restée possession japonaise jusqu'en 1945. Ce sont les occupants japonais qui, les premiers, ont commencé à regrouper les villages aborigènes, éparés dans la montagne. Pour mieux les surveiller et leur apporter les « bienfaits » de la civilisation : les aborigènes furent enrôlés en masse pendant la dernière guerre mondiale aux côtés des forces de l'empire du Soleil Levant. La langue japonaise reste parlée par les plus âgés. C'est le cas de la chef du village dont le premier mari fut, précisément, un Japonais.

Le christianisme pratiqué par les villageois ne les empêche nullement d'aller consulter le chaman en cas de problèmes physiques ou affectifs. Celle-ci officie dans un petit bâtiment sombre où, au milieu de ses « instruments de travail » — pots contenant des onguents, végétaux séchés, fioles diverses, petites statues — trône un poteau splendidement orné d'une figure au relief très accusé : le buste d'un homme, les bras repliés, paumes ouvertes, la tête surmontée de deux serpents. Une œuvre vigoureusement travaillée, sans faiblesses ni hésitations. Le chaman l'aspère d'ailcoot et dépose devant lui des offrandes, spécialement pour la grande fête annuelle, qui a lieu au moment des moissons. Il en existait autrefois un — et un seul — par village. Lorsque ceux-ci furent progressivement regroupés, à partir de la fin des années 20, les figures tutélaires en surmembre furent abandonnées sur place, comme le furent aussi les panneaux peints qui ornaient les maisons, les linteaux chargés de frises ou les grands poteaux anthropomorphes.

A Taromak (Taïwan en chinois), un autre village — roulez-vous — situé sur la côte est de l'île, à proximité de la mer, le chaman est mort, le chef de village est trop jeune pour exercer ses fonctions, aussi l'emblème du village git-il dans le coin d'une demeure inhabitable où sont entassés un vieux frigidaire, des piles de chaises et les ustensiles habituels du chaman. Cette belle sculpture — un homme nu, nu-pied — terminera peut-être tristement ses jours dans la vitrine d'un musée occidental. A moins qu'elle ne soit achetée par M. Hsu Ying-chou, riche industriel de Taïwan, qui depuis trente-cinq ans, entasse chez lui tous les vestiges possibles de ces civilisations moribondes.

En vrac, la mémoire
de dix peuples

Ses collections sont inépuisables. Il les accumule dans sa maison, au centre du vieux Taipei, où il vit avec ses six filles : deux d'entre elles sont devenues anthropologues. Passé le vestibule où est suspendue une photo du maître des lieux en compagnie de l'écrivain japonais Yasunari Kawabata, on pénètre dans une vaste salle pleine de recoins où ses trésors sont littéralement juchés les uns sur les autres : poteaux ornés, piliers de cases, poutres sculptées, linteaux décorés, armes, vêtements, instruments agricoles, poteries et vanneries. La mémoire d'une dizaine de peuples git là, en vrac. Certaines pièces, des styles de pierre, gravées de figures humaines, ont plus de mille ans. D'autres sont beaucoup plus récentes, comme ces boiseries polychromes où défilent les soldats de l'armée du Mikado. Cet art est totalement inconnu en Occident.

La passion de M. Hsu n'est guère partagée par ses compa-

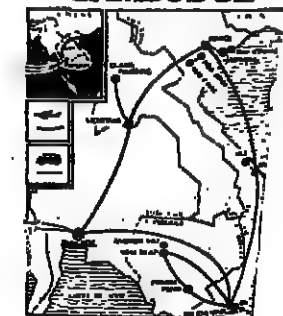
tristes. « Taïwan est mon île natale, explique-t-il. Je m'intéresse donc à son passé. Pas seulement à celui qui est lié à l'installation des Chinois, il y a trois cents ans environ. Mais aussi à celui des premiers hommes qui, depuis des millénaires, ont vécu sur cette terre. Ces premières populations, que l'on retrouve aussi aux Philippines, sont en voie de disparition. Leur environnement a été profondément modifié. Il ne sera plus encore dans les années à venir. Depuis trente-cinq ans, je leur rachète les objets dont ils ne se servent plus. Souvent j'ai dû aller les chercher dans la montagne. J'ai pu éviter ainsi qu'ils ne soient dispersés hors de l'île. »

Quelques-uns d'entre eux se trouvent cependant au Japon. M. Hsu est toujours particulièrement vigilant car s'il payait, il y a vingt ans, ses plus belles pièces au prix de 30 000 F, celles-ci valent aujourd'hui dix fois plus. Il compte sur les liens qu'il a tissés avec les différentes ethnies aborigènes pour récupérer les dernières œuvres qui seront un jour ou l'autre fatalement vendues. Mais M. Hsu ne se contente pas d'entasser pièces sur pièces, et ainsi compléter l'une des plus belles collections d'art primitif qui soit. Il met au point, patiemment, des monographies sur chacune des cultures aborigènes qu'il analyse, village après village. En outre, il a créé une fondation. D'ici deux ou trois ans, un musée accueillera l'ensemble de ses trésors. En attendant, dès l'année prochaine, une sélection de sculptures taïwanaises sera exposée en France grâce à la Maison des cultures du monde. Les touristes sur place peuvent maintenant acheter des reproductions, made in Taiwan. Les derniers aborigènes sont devenus de vrais professionnels.

EMMANUEL DE ROUX.

Repères

Pour visiter Taïwan, on peut prendre contact avec ses représentants à Paris : l'ASPECT, 8, av. Maignon, 75008 Paris. Tél. : 42-56-23-89. Ou avec CHIFRASIE, une association pour la promotion de la France et de l'Asie. Tél. : 43-43-21-23 et 43-42-49-08.

LAOS
VIETNAM
CAMBODGEVoyages culturels
de trois semaines
avec guide confiné
15 participants maximum

Prix : 32 000 F
Brochure détaillée, gratuite, ainsi que le programme complet de nos voyages culturels en Asie (notamment : Asie du Tibet, Nello-Guinée, Indonésie, Japon).

ARTOU
Tél. (19) 41 22 00
8, rue de la
1204 G
Suisse

JEUX

échecs

N° 1298

ANATOLE, LE MAGNIFIQUE

(N° championnat de l'Union soviétique, Moscou, août 1988.)

Blancs : KARPOV.
Noirs : A. YOUSSEPOV.
Gambit D. Variante d'échange.

1. d4 e5 2. c4 d6 3. f3 c6 4. c3 e6 5. d5 exd5 6. cxd5 d6 7. c3 d5 8. f3 e6 9. f4 e5 10. g3 d6 11. f4 e5 12. f3 e6 13. f4 e5 14. g3 d6 15. f4 e5 16. g3 d6 17. f4 e5 18. g3 d6

NOTES

a) Il faudra bientôt célébrer le bicentenaire de la « défense hollandaise », analysée pour la première fois par le joueur hollandais Stejn dans son ouvrage « Nouvel essai sur le jeu des échecs », paru en 1789.

b) La « variante de Leningrad », mise de « Hollandaise » et d'« Est-indienne », trouvée des maîtres de Leningrad, parmi lesquels V. Keres. c) Une autre possibilité consiste en 7. d5, mais on C-D noir le cas 66. d) Une réponse peu usuelle, qui semble inférieure aux autres connues : 7... C6 ou 7... c6 ou 7... d6. e) Une méthode de développement solide. f) Plus fort que 9. f3, joué dans de nombreuses parties. Après le coup de texte, les Noirs vont commencer à éprouver de grandes difficultés pour mener à bien la poussée thématique 67-68.

g) Alors que maintenant les Blancs dominent la case 64. h) Sur 10... d5, la réponse 11. e4 pose aux Noirs des problèmes difficiles. i) Chaque camp a achevé son développement mais il est clair que les

Blancs ont déjà un net avantage positionnel.

j) En raison de la menace 14. d5, les Noirs doivent échanger sur 64, ce qui leur permet d'ouvrir à leur profit la colonne f; cependant, l'ouverture de la colonne e est stratégiquement plus importante, la T61 jouant au rôle capital, maintenant le pion 67 à sa case de départ et clouant la D dont la sortie en 68 au septième coup est ainsi refusée.

k) Un clouage inopérant.

l) 16... f4 valait peut-être mieux, bien que la suite 17. h3, f4x3 : 18. f4x3 aurait laissé aux Blancs la paire de F.

m) Après avoir renforcé méthodiquement sa position, Karpov passe à la phase d'offensive.

q) Il n'y a plus de défense.

r) Si 34... f4x3 : 35. d6x4, R68 (g8) ; 36. d6x4 et 37. d6x4.

s) Si 33... g4x3 : 34. d6x4, R68 : 35. d6x4 suivi du mat. Il est intéressant de voir comment Karpov a préparé minutieusement la position (jusqu'au vingt-deuxième coup) et comment il a déclenché une attaque imparabla abouissant à un gain rapide (dix coups) à partir d'un sacrifice de qualité purement positionnel.

SOLUTION

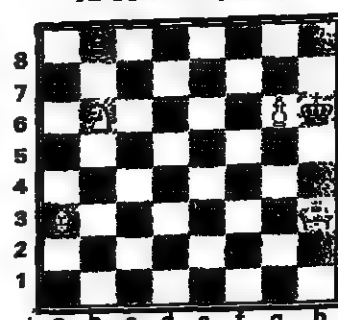
DE L'ÉTUDE N° 1298

N. LILJA, « Magyar Szachet » 1969. (Blancs : Rb6, Fb4, Fb5, c4, 65, h7. Noirs : Rc5, Ta1, Fb7.)

1. Rg7, Td6 : 2. Fb7+, Rc4+ : 3. Fb8, Ta1 : 4. Rd8, Td1 : 5. Dg8+, Fd5 : 6. 66, Tg1+ : 7. Rb6, Tg8 : 8. 67 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1299

A. GURVICH (1928)



BLANCS (4) : Rb3, Fb3, Cb6.

NOIRS (2) : Rb6, Fb6. Les Blancs jouent et gagnent. CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1297

RENVOI AU DEPO

Le chelem avait été déclaré dans cette donne à la suite d'un malentendu sur l'intervention adverse à un Blackwood. De tels malentendus sont en effet fréquents car les conventions prévalent pour cette situation sont trop nombreuses (DEPO, DOPI, DOPE, POD...) et les confusions inévitables quand on n'est pas bien d'accord sur la réponse à utiliser.

Heureusement, malgré l'absence de deux As, le chelem avait pu être réussi dans ce match entre une équipe hollandaise et une équipe autrichienne.

♦ RV74
♦ RV5
♦ ARV1064
♦ —
♦ D
♦ A109632
♦ —
♦ AV8652

♦ S52
♦ D7
♦ D852
♦ 10943
♦ A10963
♦ 784
♦ 973
♦ RD7
Ann : S. dom. Pess. val.

Sud	Ouest	Nord	Est
V. d. H.	F. d. H.	K. d. H.	K. d. H.
Pass	20	Pass	30
30	40	40	50
50	Pass	60	Pass

(2) Trèfle : ouverture naturelle avec une longue à Trèfle. Ouest ayant entamé l'As de Cœur et rejoint Cœur, comment Van der Haar, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ? Si Ouest avait attaqué l'As de Trèfle, comment Sud aurait-il pu encore faire douze levées ?

Réponse : Estimant que Ouest n'aurait pas entamé l'As de Cœur avec As Dame, le déclarant mit le Roi sur lequel la Dame d'Est tomba.

Il restait à trouver la Dame de Pique et Hsar a tiré l'As de Pique sur lequel la situation est clarifiée... Il a donc ensuite donné deux autres coups d'atout et, après avoir défaussé un Carreau sur le Valet de Cœur, il a tiré l'As Roi de Carreau et a joué le Valet de Carreau couvert et complot pour affranchir les Car-

reaux. Une coupe à Trèfle avec le dernier atout de Nord permit de reprendre la main au mort et de faire les Carreaux affranchis.

L'Autrichien Fucik crut qu'il avait livré le chelem en attaquant l'As de Cœur, mais, même avec Milton Work, après avoir coupé l'atout et donné deux coups d'atout (As et 9) on joue le 4 de Cœur. Si Ouest met l'As, Sud pourra défausser un Carreau sur le Valet de Cœur (après avoir tiré le Roi) et, si Ouest fournit un petit Cœur sur la 4 de Cœur, le déclarant prend avec le Roi, revient dans sa main par le 10 de Pique pour réaliser Roi Dame de Trèfle sur lesquels il défausse les deux derniers Cœurs du mort. Il donne ainsi un Carreau seulement.

Champions olympiques

As mois d'octobre auront lieu les Olympiades de Venise. Les Améri-

cains qui ont été plusieurs fois champions du monde n'ont jamais été champions olympiques, mais ils seront cette fois favoris même si les précédents vainqueurs, les Polonais, essaieront de conserver le titre qu'ils avaient gagné à Seattle en 1984.

La réussite du chelem suivant est une bonne illustration de leur talent.

♦ AV1076
♦ AS7
♦ AS7
♦ AD
♦ D9854
♦ N
♦ O
♦ S
♦ D1095
♦ RD10972
♦ 4
♦ 32
♦ 7842
♦ —
♦ 787432
Ann : O. dom. N.-S. val.

Ouest	Nord	Est	Sud
M. d. H.	M. d. H.	E. d. H.	P. d. H.
10	contre	10	passé
20	contre	passé	40
passé	60	passé	passé

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, Sud a coupé et il a essayé immédiatement l'impasse au Roi de

Trèfle. Est a pris et il a contre-attaqué le 6 de Cœur pour le 2 et le 9. Comment Przybora, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

Note sur les enchères : Si Ouest décide d'ouvrir, il est normal de dire « 1 Carreau », car la main est trop forte, surtout avec quatre Cœurs, pour faire un barrage à « 3 Carreaux ». Le contre d'appel de Nord est évident ainsi que la surenchère de « 1 Pique » sur laquelle Przybora a prudemment passé. Au tour suivant, cependant, il a fait un saut à « 4 Trèfles » pour montrer une distribution exceptionnelle.

Courrier des lecteurs
Ado Eichel (r° 1266).
« Ce n'est pas quatre, mais trois coups d'atout que Eichel a donné pour son squeeze final », écrit R. Collé.

C'est exact, puisqu'il avait coupé deux fois Trèfle et qu'il avait besoin d'un atout pour la fin. Bravo pour cette remarque et pour la minutie avec laquelle ce lecteur examine nos solutions.

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 337

DAME ENCHASSÉE

Championnat Inter-clubs des Pays-Bas, 1987

Blancs : NIKOLANANDA
Noirs : WILHEMS
Ouverture : Raphaël

1. 22-28 18-23 29-34 30-35 15-20
2. 33-39(a) 23-28 30-34 4-10
3. 37-42 28-33 31-37 4-10
4. 38-43 17-22 33-38 18-23
5. 39-44 11-16 33-38 18-23
6. 29-34 13-18 34-39 2-8
7. 35-40 14-19 35-40 2-8
8. 43-48 20-25 35-40 2-8
9. 33-38 18-23 35-40 2-8
10. 41-47 3-8 38-43 2-8
11. 37-42 12-17 39-44 2-8
12. 40-45 8-13 41-46 2-8
13. 44-49 3-8 41-46 2-8
14. 41-47 6-11 42-47 2-8
15. 34-39 1-6 43-48 2-8
16. 38-43 1-6 44-49 2-8
17. 31-37 23-28 45-50 2-8
18. 37-42 11-16 46-51 2-8
19. 43-48 6-11 47-52 2-8
20. 33-38 23-28 48-53 2-8
21. 39-44 11-17 49-54 2-8
22. 44-49 17-23 50-55 2-8
23. 39-44 14-20 51-56 2-8
24. 43-48 13-19 52-57 2-8
25. 24-29 18-23 53-58 2-8
26. 29-34 18-23 54-59 2-8
27. 34-39 2-11 55-60 2-8
28. 40-45 2-11 56-61 2-8

NOTES

a) Tout début ouvert, comme dans la variante Chefnou, qui aère le jeu et diffère les contacts rugueux. Les débuts fermés empruntent des multitudes de variantes comme 2. 38-42 (12-18) ; 3. 31-27 (17-21) ; a) 4. 37-31 (7-12) ; b) 4. 37-31 (7-12) ; c) 4. 37-31 (7-12) ; d) 4. 37-31 (7-12) ; e) 4. 37-31 (7-12) ; f) 4. 37-31 (7-12) ; g) 4. 37-31 (7-12) ; h) 4. 37-31 (7-12) ; i) 4. 37-31 (7-12) ; j) 4. 37-31 (7-12) ; k) 4. 37-31 (7-12) ; l) 4. 37-31 (7-12) ; m) 4. 37-31 (7-12) ; n) 4. 37-31 (7-12) ; o) 4. 37-31 (7-12) ; p) 4. 37-31 (7-12) ; q) 4. 37-31 (7-12) ; r) 4. 37-31 (7-12) ; s) 4. 37-31 (7-12) ; t) 4. 37-31 (7-12) ; u) 4. 37-31 (7-12) ; v) 4. 37-31 (7-12) ; w) 4. 37-31 (7-12) ; x) 4. 37-31 (7-12) ; y) 4. 37-31 (7-12) ; z) 4. 37-31 (7-12) ; aa) 4. 37-31 (7-12) ; ab) 4. 37-31 (7-12) ; ac) 4. 37-31 (7-12) ; ad) 4. 37-31 (7-12) ; ae) 4. 37-31 (7-12) ; af) 4. 37-31 (7-12) ; ag) 4. 37-31 (7-12) ; ah) 4. 37-31 (7-12) ; ai) 4. 37-31 (7-12) ; aj) 4. 37-31 (7-12) ; ak) 4. 37-31 (7-12) ; al) 4. 37-31 (7-12) ; am) 4. 37-31 (7-12) ; an) 4. 37-31 (7-12) ; ao) 4. 37-31 (7-12) ; ap) 4. 37-31 (7-12) ; aq) 4. 37-31 (7-12) ; ar) 4. 37-31 (7-12) ; as) 4. 37-31 (7-12) ; at) 4. 37-31 (7-12) ; au) 4. 37-31 (7-12) ; av) 4. 37-31 (7-12) ; aw) 4. 37-31 (7-12) ; ax) 4. 37-31 (7-12) ; ay) 4. 37-31 (7-12) ; az) 4. 37-31 (7-12) ; ba) 4. 37-31 (7-12) ; bb) 4. 37-31 (7-12) ; bc) 4. 37-31 (7-12) ; bd) 4. 37-31 (7-12) ; be) 4. 37-31 (7-12) ; bf) 4. 37-31 (7-12) ; bg) 4. 37-31 (7-12) ; bh) 4. 37-31 (7-12) ; bi) 4. 37-31 (7-12) ; bj) 4. 37-31 (7-12) ; bk) 4. 37-31 (7-12) ; bl) 4. 37-31 (7-12) ; bm) 4. 37-31 (7-12) ; bn) 4. 37-31 (7-12) ; bo) 4. 37-31 (7-12) ; bp) 4. 37-31 (7-12) ; bq) 4. 37-31 (7-12) ; br) 4. 37-31 (7-12) ; bs) 4. 37-31 (7-12) ; bt) 4. 37-31 (7-12) ; bu) 4. 37-31 (7-12) ; bv) 4. 37-31 (7-12) ; bw) 4. 37-31 (7-12) ; bx) 4. 37-31 (7-12) ; by) 4. 37-31 (7-12) ; bz) 4. 37-31 (7-12) ; ca) 4. 37-31 (7-12) ; cb) 4. 37-31 (7-12) ; cc) 4. 37-31 (7-12) ; cd) 4. 37-31 (7-12) ; ce) 4. 37-31 (7-12) ; cf) 4. 37-31 (7-12) ; cg) 4. 37-31 (7-12) ; ch) 4. 37-31 (7-12) ; ci) 4. 37-31 (7-12) ; cj) 4. 37-31 (7-12) ; ck) 4. 37-31 (7-12) ; cl) 4. 37-31 (7-12) ; cm) 4. 37-31 (7-12) ; cn) 4. 37-31 (7-12) ; co) 4. 37-31 (7-12) ; cp) 4. 37-31 (7-12) ; cq) 4. 37-31 (7-12) ; cr) 4. 37-31 (7-12) ; cs) 4. 37-31 (7-12) ; ct) 4. 37-31 (7-12) ; cu) 4. 37-31 (7-12) ; cv) 4. 37-31 (7-12) ; cw) 4. 37-31 (7-12) ; cx) 4. 37-31 (7-12) ; cy) 4. 37-31 (7-12) ; cz) 4. 37-31 (7-12) ; da) 4. 37-31 (7-12) ; db) 4. 37-31 (7-12) ; dc) 4. 37-31 (7-12) ; dd) 4. 37-31 (7-12) ; de) 4. 37-31 (7-12) ; df) 4. 37-31 (7-12) ; dg) 4. 37-31 (7-12) ; dh) 4. 37-31 (7-12) ; di) 4. 37-31 (7-12) ; dj) 4. 37-31 (7-12) ; dk) 4. 37-31 (7-12) ; dl) 4. 37-31 (7-12) ; dm) 4. 37-31 (7-12) ; dn) 4. 37-31 (7-12) ; do) 4. 37-31 (7-12) ; dp) 4. 37-31 (7-12) ; dq) 4. 37-31 (7-12) ; dr) 4. 37-31 (7-12) ; ds) 4. 37-31 (7-12) ; dt) 4. 37-31 (7-12) ; du) 4. 37-31 (7-12) ; dv) 4. 37-31 (7-12) ; dw) 4. 37-31 (7-12) ; dx) 4. 37-31 (7-12) ; dy) 4. 37-31 (7-12) ; dz) 4. 37-31 (7-12) ; ea) 4. 37-31 (7-12) ; eb) 4. 37-31 (7-12) ; ec) 4. 37-31 (7-12) ; ed) 4. 37-31 (7-12) ; ee) 4. 37-31 (7-12) ; ef) 4. 37-31 (7-12) ; eg) 4. 37-31 (7-12) ; eh) 4. 37-31 (7-12) ; ei) 4. 37-31 (7-12) ; ej) 4. 37-31 (7-12) ; ek) 4. 37-31 (7-12) ; el) 4. 37-31 (7-12) ; em) 4. 37-31 (7-12) ; en) 4. 37-31 (7-12) ; eo) 4. 37-31 (7-12) ; ep) 4. 37-31 (7-12) ; eq) 4. 37-31 (7-12) ; er) 4. 37-31 (7-12) ; es) 4. 37-31 (7-12) ; et) 4. 37-31 (7-12) ; eu) 4. 37-31 (7-12) ; ev) 4. 37-31 (7-12) ; ew) 4. 37-31 (7-12) ; ex) 4. 37-31 (7-12) ; ey) 4. 37-31 (7-12) ; ez) 4. 37-31 (7-12) ; fa) 4. 37-31 (7-12) ; fb) 4. 37-31 (7-12) ; fc) 4. 37-31 (7-12) ; fd) 4. 37-31 (7-12) ; fe) 4. 37-31 (7-12) ; ff) 4. 37-31 (7-12) ; fg) 4. 37-31 (7-12) ; fh) 4. 37-31 (7-12) ; fi) 4. 37-31 (7-12) ; fj) 4. 37-31 (7-12) ; fk) 4. 37-31 (7-12) ; fl) 4. 37-31 (7-12) ; fm) 4. 37-31 (7-12) ; fn) 4. 37-31 (7-12) ; fo) 4. 37-31 (7-12) ; fp) 4. 37-31 (7-12) ; fq) 4. 37-31 (7-12) ; fr) 4. 37-31 (7-12) ; fs) 4. 37-31 (7-12) ; ft) 4. 37-31 (7-12) ; fu) 4. 37-31 (7-12) ; fv) 4. 37-31 (7-12) ; fw) 4. 37-31 (7-12) ; fx) 4. 37-31 (7-12) ; fy) 4. 37-31 (7-12) ; fz) 4. 37-31 (7-12) ; ga) 4. 37-31 (7-12) ; gb) 4. 37-31 (7-12) ; gc) 4. 37-31 (7-12) ; gd) 4. 37-31 (7-12) ; ge) 4. 37-31 (7-12) ; gf) 4. 37-31 (7-12) ; gh) 4. 37-31 (7-12) ; gi) 4. 37-31 (7-12) ; gj) 4. 37-31 (7-12) ; gk) 4. 37-31 (7-12) ; gl) 4. 37-31 (7-12) ; gm) 4. 37-31 (7-12) ; gn) 4. 37-31 (7-12) ; go) 4. 37-31 (7-12) ; gp) 4. 37-31 (7-12) ; gq) 4. 37-31 (7-12) ; gr) 4. 37-31 (7-12) ; gs) 4. 37-31 (7-12) ; gt) 4. 37-31 (7-12) ; gu) 4. 37-31 (7-12) ; gv) 4. 37-31 (7-12) ; gw) 4. 37-31 (7-12) ; gx) 4. 37-31 (7-12) ; gy) 4. 37-31 (7-12) ; gz) 4. 37-31 (7-12) ; ha) 4. 37-31 (7-12) ; hb) 4. 37-31 (7-12) ; hc) 4. 37-31 (7-12) ; hd) 4. 37-31 (7-12) ; he) 4. 37-31 (7-12) ; hf) 4. 37-31 (7-12) ; hg) 4. 37-31 (7-12) ; hh) 4. 37-31 (7-12) ; hi) 4. 37-31 (7-12) ; hj) 4. 37-31 (7-12) ; hk) 4. 37-31 (7-12) ; hl) 4. 37-31 (7-12) ; hm) 4. 37-31 (7-12) ; hn) 4. 37-31 (7-12) ; ho) 4. 37-31 (7-12) ; hp) 4. 37-31 (7-12) ; hq) 4. 37-31 (7-12) ; hr) 4. 37-31 (7-12) ; hs) 4. 37-31 (7-12) ; ht) 4. 37-31 (7-12) ; hu) 4. 37-31 (7-12) ; hv) 4. 37-31 (7-12) ; hw) 4. 37-31 (7-12) ; hx) 4. 37-31 (7-12) ; hy) 4. 37-31 (7-12) ; hz) 4. 37-31 (7-12) ; ia) 4. 37-31 (7-12) ; ib) 4. 37-31 (7-12) ; ic) 4. 37-31 (7-12) ; id) 4. 37-31 (7-12) ; ie) 4. 37-31 (7-12) ; if) 4. 37-31 (7-12) ; ig) 4. 37-31 (7-12) ; ih) 4. 37-31 (7-12) ; ii) 4. 37-31 (7-12) ; ij) 4. 37-31 (7-12) ; ik) 4. 37-31 (7-12) ; il) 4. 37-31 (7-12) ; im) 4. 37-31 (7-12) ; in) 4. 37-31 (7-12) ; io) 4. 37-31 (7-12) ; ip) 4. 37-31 (7-12) ; iq) 4. 37-31 (7-12) ; ir) 4. 37-31 (7-12) ; is) 4. 37-31 (7-12) ; it) 4. 37-31 (7-12) ; iu) 4. 37-31 (7-12) ; iv) 4. 37-31 (7-12) ; iw) 4. 37-31 (7-12) ; ix) 4. 37-31 (7-12) ; iy) 4. 37-31 (7-12) ; iz) 4. 37-31 (7-12) ; ja) 4. 37-31 (7-12) ; jb) 4. 37-31 (7-12) ; jc) 4. 37-31 (7-12) ; jd) 4. 37-31 (7-12) ; je) 4. 37-31 (7-12) ; jf) 4. 37-31 (7-12) ; jg) 4. 37-31 (7-12) ; jh) 4. 37-31 (7-12) ; ji) 4. 37-31 (7-12) ; jj) 4. 37-31 (7-12) ; jk) 4. 37-31 (7-12) ; jl) 4. 37-31 (7-12) ; jm) 4. 37-31 (7-12) ; jn) 4. 37-31 (7-12) ; jo) 4. 37-31 (7-12) ; jp) 4. 37-31 (7-12) ; jq) 4. 37-31 (7-12) ; jr) 4. 37-31 (7-12) ; js) 4. 37-31 (7-12) ; jt) 4. 37-31 (7-12) ; ju) 4. 37-31 (7-12) ; jv) 4. 37-31 (7-12) ; jw) 4. 37-31 (7-12) ; jx) 4. 37-31 (7-12) ; jy) 4. 37-31 (7-12) ; jz) 4. 37-31 (7-12) ; ka) 4. 37-31 (7-12) ; kb) 4. 37-31 (7-12) ; kc) 4. 37-31 (7-12) ; kd) 4. 37-31 (7-12) ; ke) 4. 37-31 (7-12) ; kf) 4. 37-31 (7-12) ; kg) 4. 37-31 (7-12) ; kh) 4. 37-31 (7-12) ; ki) 4. 37-31 (7-12) ; kj) 4. 37-31 (7-12) ; kl) 4. 37-31 (7-12) ; km) 4. 37-31 (7-12) ; kn) 4. 37-31 (7-12) ; ko) 4. 37-31 (7-12) ; kp) 4. 37-31 (7-12) ; kq) 4. 37-31 (7-12) ; kr) 4. 37-31 (7-12) ; ks) 4. 37-31 (7-12) ; kt) 4. 37-31 (7-12) ; ku) 4. 37-31 (7-12) ; kv) 4. 37-31 (7-12) ; kw) 4. 37-31 (7-12) ; kx) 4. 37-31 (7-12) ; ky) 4. 37-31 (7-12) ; kz) 4. 37-31 (7-12) ; la) 4. 37-31 (7-12) ; lb) 4. 37-31 (7-12) ; lc) 4. 37-31 (7-12) ; ld) 4. 37-31 (7-12) ; le) 4. 37-31 (7-12) ; lf) 4. 37-31 (7-12) ; lg) 4. 37-31 (7-12) ; lh) 4. 37-31 (7-12) ; li) 4. 37-31 (7-12) ; lj) 4. 37-31 (7-12) ; lk) 4. 37-31 (7-12) ; ll) 4. 37-31 (7-12) ; lm) 4. 37-31 (7-12) ; ln) 4. 37-31 (7-12) ; lo) 4. 37-31 (7-12) ; lp) 4. 37-31 (7-12) ; lq) 4. 37-31 (7-12) ; lr) 4. 37-31 (7-12) ; ls) 4. 37-31 (7-12) ; lt) 4. 37-31 (7-12) ; lu) 4. 37-31 (7-12) ; lv) 4. 37-31 (7-12) ; lw) 4. 37-31 (7-12) ; lx) 4. 37-31 (7-12) ; ly) 4. 37-31 (7-12) ; lz) 4. 37-31 (7-12) ; ma) 4. 37-31 (7-12) ; mb) 4. 37-31 (7-12) ; mc) 4. 37-31 (7-12) ; md) 4. 37-31 (7-12) ; me) 4. 37-31 (7-12) ; mf) 4. 37-31 (7-12) ; mg) 4. 37-31 (7-12) ; mh) 4. 37-31 (7-12) ; mi) 4. 37-31 (7-12) ; mj) 4. 37-31 (7-12) ; mk) 4. 37-31 (7-12) ; ml) 4. 37-31 (7-12) ; mn) 4. 37-31 (7-12) ; mo) 4. 37-31 (7-12) ; mp) 4. 37-31 (7-12) ; mq) 4. 37-31 (7-12) ; mr) 4. 37-31 (7-12) ; ms) 4. 37-31 (7-12) ; mt) 4. 37-31 (7-12) ; mu) 4. 37-31 (7-12) ; mv) 4. 37-31 (7-12) ; mw) 4. 37-31 (7-12) ; mx) 4. 37-31 (7-12) ; my) 4. 37-31 (7-12) ; mz) 4. 37-31 (7-12) ; na) 4. 37-31 (7-12) ; nb) 4. 37-31 (7-12) ; nc) 4. 37-31 (7-12) ; nd) 4. 37-31 (7-12) ; ne) 4. 37-31 (7-12) ; nf) 4. 37-31 (7-12) ; ng) 4. 37-31 (7-12) ; nh) 4. 37-31 (

vices

Chasse

Bonne chance, monsieur le ministre !

DEPUIS Robert Poujade, qui fut le premier ministre de l'environnement par la volonté de Georges Pompidou, chef de l'Etat, et de Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, les chasseurs ont connu une dizaine d'hommes politiques chargés de leurs affaires. Ils eurent droit en vingt ans à un bâtisseur, à des hommes de bonne volonté, à une femme, M^{me} Bourchardeau, dont le milieu cynégétique pensait qu'elle ne comprendrait rien — elle prouva le contraire — et à quelques fantasistes. Voilà aujourd'hui les chasseurs avec un authentique Vert à la tête du ministère dont leur avenir dépend, une couleur qui faisait, il n'y a pas si longtemps encore, voir rouge à certains porteurs de fusil, question d'amalgame sans doute.

Pourtant, Brice Lalonde a toutes les chances de rassurer cette population attachée aux traditions et jugée parfois rétrograde. Rien dans l'entretien qu'il nous a accordé qui puisse, à vrai

dire, les choquer ou les inquiéter. Et rien qui n'apparaisse non plus dans les mots comme des signes de complaisance vis-à-vis d'un milieu dont, au fond, le nouveau ministre chargé entre autres de la nature, de la chasse et de la pêche, n'est pas familier.

« Les chasseurs ? Je ne connais pas, dira-t-il en toute clarté. Mais mon expérience me permet de dire que nous ne sommes pas de trop pour défendre la nature. Les chasseurs ne sont pas autre chose que des protecteurs de la nature. A leur façon. On sait ce qu'on leur doit. Et d'ailleurs, les positions écologiques ne s'opposent pas fondamentalement à celles des chasseurs. L'opposition à la chasse a, dans la réalité, une source urbaine et le terrain commun sur lequel la démarche écologique et les chasseurs se manifestent — la nature — ne peut en réalité que les rapprocher. Il n'y a pas d'exemple que, réunis autour d'une table, les uns et les autres n'aboutissent à des résultats concrets et utiles.

« Je crois que les chasseurs auraient beaucoup à gagner si leur presse spécialisée ouvrait largement ses colonnes à ceux qui n'en sont pas les chroniqueurs habituels. Cette remarque vaut d'ailleurs aussi pour les publications des non-chasseurs qui parlent de chasse. La première condition pour que les arguments sérieux des uns et des autres soient pris en compte, c'est qu'ils soient exposés et débattus en dehors d'assemblées vite passionnées.

« A propos de passion, parlons donc de la chasse à courre ? Qu'en pensez-vous ?

« Sur le plan écologique, la chasse à courre ne pose aucun problème. C'est une chasse de sélection. Elle ne met donc pas l'espèce en péril. Mais, sur le plan des réactions personnelles, je comprends qu'elle puisse heurter les âmes sensibles.

« Les chasseurs s'inquiètent de leur avenir et des échéances européennes. Sont-ils fondés à craindre

une remise en cause de leurs habitudes ?

« Il y aura une harmonisation des réglementations mais aucune décision arbitraire ne tombera comme un couperet. Les choses vont « naturellement ». Rien ne peut aller contre la réalité des situations locales. Mais ce qui doit se gérer en commun, c'est l'air, l'eau et ceux qui y évoluent, les migrateurs notamment. Nous défendrons les chasses traditionnelles qui relèvent de la pratique locale, dans la mesure où elles ne mettent pas en péril l'espèce et qu'elles sont relativement sélectives.

« Belle occasion de parler une fois encore de la tourterelle au printemps dans le Médoc ?

« La chasse de la tourterelle au printemps n'est pas une chasse traditionnelle. Elle est contraire à la nature. L'ensemble des chasseurs responsables la condamne. C'est aux juges et aux préfets de faire appliquer la réglementation, pas au ministre

de l'environnement. De toute façon, cette pratique de chasse disparaîtra ne serait-ce que pour une raison : les enfants de ceux qui la pratiquent la condamnent ! »

Voilà un langage qui devrait rassurer quelque peu les inquiets. Et devrait encourager ceux, l'énorme majorité, du million sept cent mille chasseurs français pour qui la chasse mise en cause aujourd'hui, probablement par méconnaissance, est le véritable apprentissage de la nature.

Les résultats obtenus en quelques années grâce à une gestion rigoureuse de la faune, l'abandon progressif du gibier artificiel au profit de réimplantation de naturels, sont autant de signes que les chasseurs ont compris. La pérennité de leur sport passe par les portes étroites de la clairvoyance et de la raison... écologique.

Mais quel de chemin à parcourir encore.

Bonne chance, monsieur le ministre !

CLAUDE LAMOTTE

Les Français disent ce qu'ils pensent de la chasse

UN sondage récent Louis Harris- le Chasseur Français (1) donne un aperçu de ce que penseraient nos concitoyens de la chasse. Il apparaît au fil des réponses que les Français connaissent mal pour le moins ce qu'est cette activité dont le poids (1 700 000 chasseurs, 12 milliards de francs de flux financier annuel) donne à réfléchir.

Ainsi, 68 % des Français ignorent que le droit de chasser pour tous a été acquis lors de la nuit du 4 août 1789 en même temps que tombaient les privilèges... Tout autant, 40 % des personnes interrogées estiment que le nombre des espèces chassables est supérieur à celui des espèces protégées ce qui n'apparaît pas exact (rapport 1 à 3). S'agissant du tir des pigeons dans les Pyrénées, les Français pensent que 30 % des populations sont décimées (en réalité, 2 pour 1 000). 73 % des Français, on pouvait le supposer, ne s'inquiètent pas des souffrances... des poissons pris à la

ligne. En revanche, 85 % d'entre eux sont heurtés par le tir du chevreuil tandis que 51 % le sont par le tir du sanglier. Pour nos concitoyens (51 %), l'Etat et les sociétés protectrices de la nature assurent l'essentiel de la protection des espèces sauvages. En fait et quelles que soient les réflexions qu'on en tire, les chasseurs ont dépensé en 1987 : 254 millions de francs pour la police de la chasse, 73 millions de francs pour l'indemnisation des dégâts, 70 millions de francs pour la gestion des réserves, 120 millions de francs pour l'amélioration de la chasse et la gestion administrative.

Deux autres chiffres sont à remarquer : 48 % des Français ne sont pas opposés à voir leurs enfants chasser (contre 44 %) et 75 % d'entre eux... n'ont jamais chassé ni accompagné un chasseur.

(1) Réalisé les 9 et 10 juin auprès de 1 004 personnes, paru dans le Chasseur Français de septembre.

Une formation pratique pour les candidats au permis dès 1989 ?

Dans une interview que publie *Plaisirs de la chasse* d'octobre, M. Brice Lalonde, répondant aux questions d'Antoine Cohen-Potvin, aborde le sujet si souvent débattu d'une épreuve pratique à l'examen du permis de chasser. Il déclare :

« Je suis très favorable à une épreuve pratique pour l'examen du permis de chasser, et si l'Union nationale des fédérations départementales des chasseurs l'exige aussi, je compte mettre en place un nouveau permis de chasser en 1989. Sans parler de véritable révolution qui puisse rappeler la nuit du 4 août (1789) et l'abolition des privilèges, je crois le moment venu d'introduire

enfin une formation pratique dans l'épreuve du permis de chasser. Ce projet est étudié depuis plusieurs années, et les chasseurs eux-mêmes, l'Office national de la chasse et ce ministère y ont réfléchi longuement. Il est temps de le concrétiser. Cet aboutissement semblait d'ailleurs naturel. Dans le passé, la chasse était un phénomène rural, et on portait le carter du père jusqu'à l'âge de seize ans. On regardait et on apprenait alors « sur le tas ». Mais la société évolue, et ce sont maintenant les citadins qui apprennent à chasser. Qui va leur apprendre le maniement de l'arme et les règles de sécurité et

d'entretien ? Le simple port d'une arme et la chasse apparaissent comme des actes dangereux à certains de nos concitoyens, confortés dans leur idée par les quelques accidents qui se produisent chaque année. Et n'y aurait-il pas deux poids deux mesures entre la formation très complète que nécessite la conduite d'une voiture et la formation seulement théorique imposée pour le permis de chasser ? Donc, tant pour l'intérêt des nouveaux chasseurs que pour la communauté cynégétique et pour l'opinion publique, cette formation pratique sera appréciée. Enfin, la France est le pays d'Europe qui compte de loin le plus grand nombre de chas-

seurs. Une épreuve pratique du permis de chasser existe déjà dans d'autres Etats. Ne devons-nous pas montrer l'exemple ?

« Mais j'ai dit « formation », car, dans mon esprit, il s'agira simplement, pour 1989, de mettre en place une formation pratique complémentaire, et non un examen éliminatoire dans l'épreuve du permis de chasser. Je pense que les fédérations ne seront pas hostiles à contribuer à cet enseignement. »

M. Brice Lalonde, dans le même entretien, évoque la possibilité de réintroduire l'ours dans certaines zones pyrénéennes.

(Publicité)

Carnet de Chasse



Aquascutum

L'ÉLÉGANCE AU-DELA DU TEMPS
NOUVELLE COLLECTION
hommes et femmes

10, RUE DE CASTIGLIONE - PARIS-1^{er} - TÉL. 42-60-09-40

LE GUIDE DE LA CARTOUCHE



WINCHESTER.



DISTRIBUÉE PAR Olin S.A.

CHASSE EN ESPAGNE

Perdrix rouge, Mouton, Sanglier...

MARSANS :

Agence espagnole N° 1

50 bureaux

Département chasse spécialisée.

DOCUMENTATION

RÉSERVATION : 43-59-72-36

MARSANS représente

LES PARADORS

7, rue Armand-Houssaye,

75008 PARIS, Tél. 95 88.

MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris

DU 17 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE

GRAND RENDEZ-VOUS DE CHASSE !

Venez découvrir dans une ambiance « Chasse » les nouvelles collections Automne-Hiver 1988-89 et gagnez sur tous les tableaux :

- 1 semaine Safari au Sénégal,*
- 1 superbe veste de chasse Vlyella,
- et d'autres prix très élégants.

* avec la participation de Jet Tours.



MADELIOS POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

هكذا من الأصل

Culture

EXPOSITIONS

Les cités de Vieira da Silva

(Suite de la première page.)

Vieira da Silva développe ses structures linéaires suivant un ordre de l'éloignement, une échelle, des proportions qui vont diminuant, jusqu'à un vide central ou extérieur. La profondeur est quelquefois si vertigineuse que l'on croirait une peinture en plongée, vue d'avion, vue suspendue très au-dessus des choses. De ce simple fait, le refus radical de la bidimensionnalité et l'emploi des méthodes perspectives d'inspiration traditionnelle, l'œuvre de Vieira s'écarte des habitudes des années 50.

Elle s'en éloigne d'autant plus qu'elle ne refuse pas d'obéir à la règle du clair-obscur. Alors que ses contemporains se délectent souvent de couleurs stridentes et pures, Vieira a élu le bistre, le gris, le blanc, les terres, les ocres. Ses rouges ont des nuances brunes, ses jaunes s'assombrissent. Et si les bleus conservent leur acidité, ils apparaissent à peine, réservés à quelques rares tableaux marins. Il passe dans la plupart des toiles une lumière mouvante, entre blancheur et doré. Elle glisse le long des dessins noirs et suscite ombres et clartés en s'enfonçant à l'intérieur de l'espace. Dans les peintures les plus récentes, elle devient de plus en plus pâle, argentée, glaciale ou lunaire, et dissout les contours des formes qu'elle noie.

Les leçons de Rembrandt

Tout ceci suppose une exécution méticuleuse et progressive et une science picturale imperturbable. Comme les formats demeurent assez réduits, surtout par comparaison avec les formats immenses des Américains, chaque tableau exige une visite, et non une vision, un parcours, et non un coup d'œil. Il faut aller et venir et comme voler dans ces masses flottantes où le regard circule sans rencontrer jamais un plan droit et fixe qui le rassure. « Un arrangement

en train de se désagréger », écrit Claudel, de la *Ronde de nuit*. La formule s'appliquerait à bien des paysages incertains de Vieira da Silva, que l'on imagine attentive aux leçons de Rembrandt.

Paysages : il n'y a pas d'autre terme, puisque l'artiste ne cherche pas à congédier la représentation du visible. Qu'elle la transforme selon sa méthode, soit. Mais c'est sans que la métamorphose aille jusqu'à l'indéchiffrable, et sans que le titre ne puisse annoncer le *Pont sur la ville et le Métro aérien*. Il y a une thématique de Vieira da Silva, que ses exégètes ont analysée de longue date : édifices, ponts, rues, tours, corridors, ports et façades. Sa peinture rassemble les images filtrées et à demi-effacées d'une réalité banale, celle de Paris, du boulevard Saint-Jacques et des garages. Elle ne décrit pas, elle inscrit, très clairement, les signes de l'architecture et du métallique. Autrement dit, du moderne urbain.

Si exploration intérieure elle tente, elle ne procède pas d'un expressionnisme mais de la volonté de mettre à jour l'image de synthèse que conserve la mémoire, image sans détails, image indécise et cependant plus complète et efficace ainsi que si elle n'était qu'exacte. Celle qui a peint tant de bibliothèques sait de ses souvenirs tirer le matériau d'un réalisme transporté.

Dans cette entreprise inachevée, Vieira se montre fidèle à l'esprit du seul mouvement qui l'a influencée, le cubisme. Non parce que le cubisme conduirait nécessairement à l'abstraction, mais parce que, pour qui l'étudie sans idée reçue, il apparaît comme le dernier mouvement pictural qui se soit appliqué à renouveler les procédés de la figuration. La biographie de Vieira livre quelques indices de cet attachement, on ne peut avoir suivi l'enseignement de Deufemia et de Fries en 1928, avoir étudié à l'académie de Fernand Léger, soulevé les regards de

Bisière en 1929, admiré Torres-García dès 1932 et n'avoir eu qu'indifférence à l'égard du cubisme. L'œuvre de jeunesse est plus explicite encore, qui doit à Paul Klee, autre admirateur du cubisme, et qui emprunte géométrie, chromatisme et motifs à l'art des années 1910. Les *Joueurs d'échecs* de 1943, toile fort adroite, ne doivent-ils rien à ceux que figurait Duchamp en 1911 ? Le *Jeu de cartes* de 1937 ne rend-il pas hommage aux collages aux as de pique de Picasso et Braque ? Les compositions à demi-surrealistes à demi-métaphysiques de 1934-1936 se réfèrent sans doute aussi à Chirico et Carrà, mais pour ne citer que ce qu'il y a de plus rigoureux et de plus post-cubiste vers 1920.

Après guerre, les figures perdent de leur netteté, l'image se fait moins descriptive. Vieira ne se renie pas cependant. La *Bataille des conteurs* est une nature morte orchestrée et développée selon les lois de la géométrie épurée qu'avait mise à la mode les leçons de classicisme océanien et picassien de Bisière et de Lhote. On ne connaît guère d'autre, précédant à cet art de l'évocation linéaire et aérienne que les paysages du Picasso de 1911-1912. Nulle rupture donc entre la formation et l'œuvre de Vieira : elle a su continuer le cubisme, l'appliquer au paysage urbain et lui donner de la sorte une postérité inattendue. A la différence des héritiers respectueux et rigides de la discipline cubiste, Gromaire par exemple, qui a échoué dans son essai de réalisme monumental, Vieira de Silva a assoupli et adapté méthode et moyens à son inspiration. Elle y a si bien réussi que l'on ne peut douter qu'une place lui revienne dans l'histoire de la peinture moderne.

PHILIPPE DAGEN.

Grand Palais, jusqu'au 21 novembre. Le catalogue contient essentiellement une anthologie d'œuvres et de textes écrits en hommage à l'artiste par des écrivains et des poètes actuels (1957).

CINÉMA

« La petite amie », de Luc Béraud

Vaudeville enneigé

Un promoteur immobilier, quinquagénaire, marié, veut emmener — il aime vraiment se compliquer la vie — sa jeune maîtresse dans une station de sports d'hiver où il prend des vacances avec son épouse. Il demande à un architecte timide et sensible de faire passer la demande par sa femme. En échange, il laisse entendre qu'il étudiera le projet que l'autre cherche à lui cacher. Le faux couple, mal assorti, énoyé, évidemment, toute la station.

Luc Béraud n'avait pas eu de chance avec le cinéma d'auteur (*La Tortue sur le dos*, 1978 ; *Plein sud*, 1980). Alors, il a écrit pour d'autres réalisateurs, il a travaillé à la télévision. Il revient, maintenant, comme s'il recommençait tout, avec un vaudeville qui ne serait pas déplacé sur une scène de boulevard : situations invraisemblables, quiproquos aux énormes ficelles, avalanche de clichés dans une neige qui n'a pas toujours l'air vraie. C'est filmé au premier degré et c'est peut-être bien une parodie. Le jeu des acteurs — ils s'amusent beaucoup, chahutent en bande dans le champ de la caméra — le laisse penser.

Jean Poirot se délecte d'un rôle de faux-jeton jamais pris au dépourvu, Jacques Villeret fait du super-Villiers en trébuchant une maquette dans un carton à chausures. Eva Darlan, Catherine Hiegel, Jacques Seyres, Catherine Arditi semblent avoir été invités à la bonne franquette. Agnès Blanchot, la « petite amie », regarde ces adultes comme des bêtes curieuses. Il y a de quoi ?

J. S.

DE GRACE TCHERKHOV, LA PROCHAINE FOIS METS DONC 2 COMÉDIENS SUR SCÈNE QU'ILS PUISSENT AU MOINS SE RÉPRODUIRE

LES MEFAITS DU THEATRE

UNE ÉTOILE POUR L'EXEMPLE

Il y a quelques choses de magique dans ce film. France-Soir. Élegant et raffiné, une passionnante leçon sur ce qu'est la perfection. Magique. Télérama. L'air, la beauté, la générosité, avec un sensibilité qui vous touche tellement, Dominique Delouche nous rend tout cela tangible, présent. Divin. Le Quotidien de Paris. Très beau, très inspiré, très émouvant. La Croix. On assiste à un spectacle fascinant : le mystère de la création s'est fait pur. Elle. Inoubliable. Les très grands artistes sont ceux qui nous tendent la cour et font presque rien. Le Monde. Chauvire, vous êtes magiques ! Pariscope. (Sélection officielle CANNES 88.)

THEATRE RENAUD BARRAULT

A PARTIR DU 27 SEPTEMBRE

JACQUELINE MAILLAN

MICHEL PICCOLI

LE RETOUR AU DESERT

DE BERNARD MARIE KOLTES

MISE EN SCÈNE PATRICE CHEREAU

ISAÏE DE BARRILLE - YASNA BONDARD - HENRIETTE CHABRIER - MARIE HENRI - JACQUES DENAT - EVA ROMEO - PIERRE MICHON - BERNARD BÉRELLÉ - MELÈNE DE SAINT-PHIL - BEN SAHBI - SALAH TESSEMI

RICHARD PEDUZZI

CAROLINE DE VIVASSE

LUMÈRE

DANIEL DELANNOY

AGISSANT À LA MISE EN SCÈNE JEAN-LUC CHAMBAUD VIENT D'ARRIVER

Nanterre Amateurs

Coopération : L'ATLANTIQUE MÉDIAS, SPÉCIALISÉS LUMÈRE et SPÉCIALISÉS ALAP

avec la participation du FESTIVAL D'ARTOURE À PARIS et de la CAUSE DES DÉFECTIFS ET CŒURAGÉS

LOC. 42.56.60.70 / 42.56.08.80

Communication

Les contradictions du budget de l'audiovisuel

L'actualité houleuse le rite. Là où, chaque année, le budget de l'audiovisuel contraint le gouvernement à présenter sa politique sous le jour le plus favorable à la « création », la crise de l'audiovisuel public a fait resurgir deux grands dossiers oubliés : l'emploi et les salaires. Deux dossiers qui ont manifestement pris à contre-pied les autorités de l'État malgré les déclarations épaissies du ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang. « Le gouvernement, qui a infligé des coupes budgétaires très sévères, a donné une bouffée d'oxygène au service public. Avec 11,15 milliards de francs, les recettes de ce dernier progresseront l'an prochain de 6,3 %, contre 4,5 % seulement pour le budget général de l'État.

« Une bouffée d'oxygène ». Le propos est à nuancer. Car faute d'avoir obtenu de leur collègue du budget, le remboursement des cotisations de redevance décidées par l'État et la « rebudgetisation » de RFI (« la voix de la France à l'étranger », les deux ministères en charge de l'audiovisuel, M. Lang et M^{me} Catherine Tasca, se sont retrouvés devant une contradiction. La palette des recettes sur laquelle ils pouvaient jouer était des plus restreintes, alors même que, côté dépenses, l'héritage laissé par M. François Léotard était, selon eux, particulièrement difficile à assumer.

L'essentiel des ressources, en effet, provient de la redevance et de la publicité. Augmenter la première est toujours impopulaire. C'est pourtant ce qui a été fait... *moderato cantabile*. Les 533 francs (+ 5,3 %) pour un poste couleur et les 345 francs (+ 3 %) pour un récepteur noir et blanc qui devront acquiescer les téléopérateurs l'an prochain ne devraient finalement rapporter que 6,79 milliards de

francs de recettes nettes, soit 209 millions seulement de plus que cette année. Quant à la publicité, les pouvoirs publics ont délibérément choisi d'en limiter la progression sur les chaînes publiques. Les 2,317 milliards de francs de ressources prévues pour l'an prochain (+ 2,5 %) correspondent à la stricte hausse du coût de la vie et à une stagnation en francs constants. Stagnation que ne viennent pas corriger les 100 millions de recettes de parrainage officiellement prévues pour l'an prochain (60 pour A 2, 30 pour FR 3 et 10 pour Radio-France). Il ne s'agit en effet, selon l'expression même du ministre de la culture et de la communication, que d'une « opération-verté » destinée à éviter « la démultiplication de recettes occultes ».

Du prochain au permanent

Ainsi cadré, le budget ne pouvait plus être fondamentalement modifié. Ni les « ressources propres » (1,7 milliard de francs), ni les dotations budgétaires (147 millions), ni le reliquat des produits de la privatisation de TF 1 (36 millions de francs pour A 2, 50 pour FR 3) ne changeront réellement les règles du jeu. Pas plus que la dotation budgétaire de 100 millions — vraie innovation pour l'an prochain — qui sera affectée à l'industrie des programmes audiovisuels. Réserve aux chaînes publiques, cette dotation les aidera à financer des programmes pour la jeunesse ainsi que des émissions de création originale pour les heures de grande écoute.

Côté dépenses, le gageon était, selon M. Lang et M^{me} Tasca, de sortir des « expédients » et des « méthodes détestables » de leur prédécesseur, accusé d'avoir

« financé des dépenses permanentes par des recettes provisoires ». L'essentiel de la politique de création des chaînes publiques ne repose-t-il pas sur des dotations en capital — mesure par nature unique et non renouvelable — prélevées sur les profits de la vente de TF 1 ? Imposable politiquement, pourtant, de ne pas continuer à soutenir le développement de la production.

Aussi les ministres ont-ils jugé indispensable de transformer le provisoire en permanent avant de dégaucher, en son, des « mesures nouvelles » correspondant à leurs propres priorités politiques, comme les 11,7 millions de francs accordés à RFO pour développer ses installations de Mayotte et surtout de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie (1). Faute d'un budget plus important, les pouvoirs publics n'avaient alors plus d'autres choix que de compresser au minimum les dépenses de fonctionnement et de personnel, en supprimant notamment quatre-vingt emplois. Une politique qui prolongeait celle de leurs prédécesseurs et qui est directement à l'origine du conflit qui secoue l'audiovisuel public aujourd'hui. Faute d'une rallonge exceptionnelle décidée au plus haut niveau, toute concession salariale deviendra ainsi un obstacle à la politique de création.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Antenne 2 doit ainsi bénéficier de 179,3 millions de francs de crédits supplémentaires pour ses programmes, FR 3 de 76,2 millions, et la SEPT de 90 millions. Radio-France bénéficiera de 29,3 millions pour préparer la couverture des Jeux olympiques d'Albertville ainsi que la diffusion de programmes par satellite, RFI de 30 millions de francs d'équipement. L.T.N.A., enfin, bénéficiera de 24 millions pour la commercialisation de ses archives et de 15,5 millions pour achever son programme de reconstruction immobilière.

Les budgets des organismes

	TDF	INA	A 2*	FR 3*	RFO	Radio-France	RFI	SEPT
Budget 1989 (en millions de francs)	3 124,2 (1)	302,1	2 370,3	2 964	738,6	1 935,1	392,5	437,4
dont :								
- Redevance	14,7	128,6	948,5	2 435,8	654,6	1 880,3	348	415,5
- Publicité (des marques et collective)	1 294,9	145	1 866,7	415,3	46,7	45	3,5	21,9
- Recettes commerciales	1 731	126,5	—	82,9	13,7	79,8	21	—
- Ventes des sociétés publiques	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel permanent (en millions de francs)	4 083	901	1 298	3 714	766	3 044	432	88
(en millions de francs)	(- 50)	(- 8)	(- 10)	(- 38)	(+ 8)	(- 15)	(+ 9)	—

(1) Ne comprennent pas les charges et les ressources liées aux satellites TDF 1 - TDF 2.

(*) Antenne 2 et FR 3 bénéficieront en outre de : - 86 millions de francs de reliquat des produits de privatisation de TDF 1 (36 millions pour A 2 et 50 millions pour FR 3).

- 100 millions de dotations de l'État au compte de soutien pour financer des créations nouvelles.

La réforme de la CNCL

M. Rocard a consulté MM. Juppé, Léotard et Marchais

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a poursuivi, jeudi 22 septembre, en présence du ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, et du ministre délégué chargé de la communication, M^{me} Catherine Tasca, ses consultations avec les trois dirigeants de l'audiovisuel. Après MM. Pierre Mauroy (PS), mardi, et Pierre Méhaignerie (CDS), mercredi, ce sont MM. Alain Juppé (RPR), François Léotard (PR) et Georges Marchais (PC) qui ont successivement été reçus dans la journée de jeudi à l'hôtel Matignon, et ont successivement exprimé, à leur sortie, leurs positions.

« M. Alain Juppé : « Une réforme de la loi ne s'impose pas (...). La loi de 1986 est récente, elle fixe les règles. Il faut lui laisser trouver son équilibre », a notam-

ment indiqué le secrétaire général du RPR. « Le premier ministre m'a expliqué quelles étaient les grandes lignes de sa réflexion, je lui ai fait part d'un certain nombre de points durs en ce qui nous concerne. Nous sommes très hostiles à tout ce qui traiterait dans le sens d'un étatisation renforcée. »

« M. François Léotard : Opposé à « une attitude de refus systématique de ce qui est proposé », le secrétaire général du PR a remis une série de propositions au premier ministre. « J'ai fait part de mon souci de voir les grands équilibres de la loi de 1986 non remis en cause, a-t-il déclaré. Mais il peut y avoir des progrès. »

Soulignant qu'il fallait éviter le risque d'une conception « étatique » de l'audiovisuel, l'ancien ministre de la culture et de la communication a notamment proposé une réduction à neuf membres de la commission qui en compte actuellement treize, un accroissement des compétences du nouveau conseil, de ses pouvoirs et de son autonomie. Il a également souhaité que « des progrès » soient faits dans la batterie de sanctions dont dispose la commission. Si c'est

le cas, a-t-il affirmé, « j'approuverai la nouvelle loi. »

« M. Georges Marchais : plus qu'un nouveau conseil, c'est la création d'une « commission parlementaire qui pourrait associer des représentants des téléopérateurs et des professionnels de la télévision », et « qui ne devrait à personne en particulier le privilège de sa désignation », que souhaitait, selon le secrétaire général du PC, les communistes. « Si on nous propose de remplacer la CNCL par une commission qui serait désignée comme l'était la haute autorité, nous voterons contre », a-t-il averti en demandant la « suppression immédiate de la loi Léotard, le retour de TF 1, de TDF et de la SEPT dans le secteur public, la suppression des coupures publicitaires. »

« Fin de la grève et « Journal du Centre ». — Le quotidien nivernois le *Journal du Centre* est paru le vendredi 23 septembre, après quatre jours de grève. Le licenciement d'un employé, qui était à l'origine de la grève de la rédaction le *Monde* du 23 septembre, a été annulé.

« Alain Denvers nommé directeur de Sygma Télévision. — Alain Denvers vient d'être nommé directeur de Sygma Télévision par M. Hubert Henrotte, PDG de l'agence. Il sera secondé par Maurice Albert, ancien directeur général de la Une, au poste de rédacteur en chef. Alain Denvers conserve par ailleurs ses fonctions de conseiller pour les activités audiovisuelles auprès du groupe Maxwell, où il est notamment chargé d'étudier les nouveaux projets.

AUBERVILLIERS GROUPE TSE

Du 27 septembre au 30 octobre

LES MEFAITS DU THEATRE

ROGER JENDLY

Notre comédien (chékhovien) rencontre nombre de personnages ou de situations qui vont chaque fois l'égarer de sa conférence sur « Les Méfaits du Théâtre » pour, peut-être, en assumer une autre sur « Les Méfaits du Théâtre. » André Steiger

TH. de la COMMUNE

48.34.67.67 et FNAC

Société

هكذا من الأصل

La détresse des grands vieillards

« Mouroirs »

Leurs yeux voient la mort. Leur corps les abandonne. Leur esprit vagabonde, incohérent et résigné. Ce sont des vieux, ceux que l'on enferme dans des « mouroirs », exclus de la société qui n'en veut plus et qui les tient, la conscience tranquille, à bonne distance.

Il sont des centaines de milliers en France à attendre ainsi une mort qui tarde, pensionnaires gracieux de maisons de retraite ou placés dans des hôpitaux pour vieillards.

La société les a retirés de la vie. Inutiles, encombrants et inesthétiques, ils ne sont rien, ils l'ont été. Ravales au rang d'impotentes végétales et hébétés, ils n'ont ni horizon ni espoir, sinon celui de ruser encore avec la mort.

Cette maison de retraite, dans la grande banlieue de Paris, est l'une de ces antichambres du trépas, silencieuses et feutrées, où des filles de salle en blouse blanche morigènent, énervées, des vieillards à la démarche d'automate. Un règlement intérieur, affiché dans la salle d'accueil à l'embellissement petit bourgeois, met en garde les locataires : « La pension ne comprend pas les salaires et ne donne lieu à indemnité imputable au cautionnement. » « En cas de décès, une indemnité basée sur quinze jours de pension sera retenue pour mobilisation du lit. Les frais de toilette et de transport du corps seront comptés en sus. » La mort comme petit commerce, pour de petits bénéfices.

Du fond de la salle à manger où sont alignés, l'œil fixe, les mains à plat sur leurs genoux, d'autres pensionnaires, morte une toux rauque impossible à maîtriser. Une fille de salle fait « Chut ! », par habitude, sans illusion.

Une petite vieille de quatre-vingt ans, pieds nus, se tient là y a quelques mois, triture machinalement le revers de son cardigan. Ses yeux voient mais demeurent fixes. Son esprit bat la campagne, irrésistiblement.

Le psychiatre qui l'a examinée a diagnostiqué « une grave altération de l'état général avec amaigrissement, anorexie, asthénie physique, psychique et civile ». « Subconsciente depuis longtemps », elle présente, aujourd'hui, un « état confusionnel » extrême qui l'a coupée du monde mais l'a laissée en vie pour plusieurs années sans doute.

Détres

Alter à la rencontre de la vieillesse absolue, c'est aussi pénétrer dans un de ces mouroirs géants, tel celui-ci, de sept cents personnes, installé au milieu de champs incultes devenus pavillonnaires. Les chambres, prévues pour trois ou quatre gracieux, ouvrent sur d'immenses couloirs. Affaiblis, édentés, ses maigres chairs à nu, une vieille femme s'abandonne, indifférente aux soins corporels que lui prodigue machinalement une fille de salle.

Pertout règne une nauséuse odeur d'urine. Des lits défaits, exposent des salissures souillées par le nuit. La télévision déverse à grand bruit ses programmes du matin. Elle couvre le vol des vieillards qui défilent, orientés ou non, confusément, expression d'insupportable dérange-mement.

Les médecins et les infirmières adoucissent cette misère comme s'ils ne la voyaient pas. Comme s'il leur fallait s'endurcir contre une détresse insupportable pour qu'ils la découvrent soudain.

A l'heure des repas, une méchante odeur de cuisine monte des sous-sols. Trépassés vers les salles à manger par leurs aides-soignantes, trépassés ou poussés sur des fauteuils roulants jusqu'à des tables en forme, on les a saignés sur leur chaise pour les empêcher de s'effriter. Le silence est absolu, seulement troublé par les déglutitions. Le déraison et l'âge les ont rendus muets et résignés.

BERTRAND LE GENDRE.

JUSTICE

« La Dernière Tentation du Christ » au tribunal de Paris

Pas d'interdiction mais un « avertissement » in fine

AN NOM D'UN « nécessaire équilibre » entre le droit au respect des croyances et le respect dû à l'œuvre artistique, le tribunal civil de Paris présidé par M. Robert Diet a rejeté, jeudi 22 septembre, les demandes formées en référé, le 20 septembre, par trois associations religieuses, qui souhaitent obtenir l'interdiction de toute projection publique du film de Martin Scorsese *La Dernière Tentation du Christ* et dont la sortie en salle est prévue pour le 28 septembre (le Monde du 22 septembre).

Dans son jugement, le tribunal, exceptionnellement composé de cinq magistrats de haut grade, constate d'abord que Martin Scorsese « a voulu exprimer sa démarche en affirmant que son œuvre n'est pas

inspirée par les Évangiles, mais par une exploration fictive de l'éternel conflit spirituel ». Cependant les juges notent que le film relate les événements les plus significatifs de la vie de Jésus, en observant : « À l'évidence la vision personnelle de l'auteur a conduit à insister sur une image humaine du Christ, en montrant plus particulièrement ses faiblesses, ses fautes, sa violence et notamment dans la scène d'union charnelle avec Marie-Madeleine révélée ultérieurement comme l'expression d'une révérence, ses tentations. »

Aussi bien le tribunal considère qu'une telle représentation du Christ (...) est à l'évidence de

nature à constituer pour des chrétiens et notamment pour les demandeurs une agression insupportable ». Les magistrats ajoutent : « Même si l'appréciation de l'authenticité historique et de la véracité des Évangiles ne relève pas du débat judiciaire et même si le tribunal ne peut apprécier la valeur de la foi ou des convictions de chacun, il demeure qu'une attitude intolérable portée à une personne, que ce soit en raison de sa race ou de ses croyances, constitue une atteinte manifestement illicite. »

Toutefois les juges remarquent que « s'il importe que soit assuré le droit au respect des croyances, une telle protection ne doit pas porter la création artistique dans une attitude injustifiée, et ce d'autant plus que l'initiative du spectateur participe de sa seule volonté. »

Aussi la décision en arrive à la conclusion en précisant qu'« il importe d'éclairer le public sur la propre perception de ceux qui s'estiment injustement blessés dans le tréfonds de leur croyance et qui, au nom de leur foi, ont légitimement exprimé leur émotion ». En conséquence le jugement ordonne que toute projection comporte à la fin du film « pendant au moins une minute » une image fixe d'un communiqué précisant que « des catholiques, agissant personnellement ou par l'intermédiaire d'associations, se sont élevés contre la profonde atteinte portée à leur croyance par le film *La Dernière Tentation du Christ*, qu'ils considèrent comme une dénaturation de la véritable image de Jésus-Christ. »

Les associations religieuses ont indiqué leur intention d'interjurer appel de ce jugement, les uns toujours dans l'espoir d'obtenir l'interdiction, les autres en vue d'une décision qui ordonne l'insertion de « l'avertissement » au début et non à la fin du film.

MAURICE PEYROT.

Dans les Alpes-Maritimes

Un caré inculpé de détournement de fonds

Le Père Julian Cieslak, cinquante-deux ans, curé de Sospel, en village des Alpes-Maritimes, a été inculpé par M^{me} Sylvie Arfienço, juge d'instruction à Grasse, de détournement de fonds et d'abus de confiance.

Alors qu'il était vicaire de la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption à Antibes, son poste précédent, le père, d'origine polonaise, organisait des collectes pour « venir en aide au syndicat Solidarnosc ». Au cours des dix années qu'il a passées dans cette paroisse d'Antibes, il aurait ainsi recueilli environ 1 million de francs, mais, après enquête de la section économique du SRPJ de Nice, il a été constaté qu'aucune somme provenant des quêtes n'avait été expédiée en Pologne. Le curé de Sospel a expliqué qu'il disposait à sa guise des dons qui lui étaient faits et qu'il les redistribuait lors de voyages en Pologne où il se rendait effectivement chaque année pour visiter sa famille.

Le Père Cieslak a été écroué à la maison d'arrêt de Grasse.

A Nice

Septième inculpation dans l'affaire des pompes funèbres

M. Richard Sautou, cogérant d'une société de pompes funèbres à Nice, Azur Assistance, a été inculpé, jeudi 22 septembre, de corruption active et écroué à Nice. Il lui est notamment reproché d'avoir régulièrement versé des « gratifications » des employés de la morgue de l'hôpital Pasteur de Nice, pour un montant d'environ 45 000 F par an.

Au total, ce sont ainsi sept inculpations pour corruption passive ou active, selon les cas, qui ont, à ce jour, été notifiées (le Monde du 22 septembre) dans cette affaire.

D'autre part, la Fédération française des pompes funèbres estime dans un communiqué publié jeudi que « les pouvoirs publics et notamment les ministères de l'Intérieur et de la Justice ont fait preuve, depuis des années, de tant d'indifférence que bon nombre d'infractions ont été rendues possibles ». La Fédération dénonce « l'absence d'un véritable contrôle d'accès à la profession par les préfectures et la lenteur de l'institution judiciaire envers les contrevenants qui permettent tous les abus ».

ENVIRONNEMENT

Une plate-forme pétrolière en feu au large des côtes écossaises

LONDRES de notre correspondant

La plate-forme de forage pétrolier *Ocean Odyssey*, stationnée au large des côtes écossaises, a été évincée en catastrophe, jeudi 22 septembre en début d'après-midi, après une violente explosion de gaz suivie d'un incendie. Un homme a été porté disparu, mais les soixante-six autres personnes présentes à bord ont pu être évacuées. La plate-forme était encore en flammes vendredi 23 septembre en début de matinée.

L'explosion a eu lieu peu après qu'il ait été percé, à 4 800 mètres sous le fond de la mer, une poche de gaz dont la pression s'est révélée incontrôlable. En raison du danger, le personnel avait été placé en état d'alerte et avait enfilé les combinaisons de survie. Les canots de sauvetage ont été mis à la mer immédiatement après l'explosion, mais une dizaine d'ouvriers ont dû sauter dans l'eau pour échapper aux flammes.

Un S.O.S. a été lancé peu avant 13 heures (14 heures à Paris) et les secours ont été coordonnés par la garde-côtes. Les hélicoptères venus des plates-formes pétrolières voisines ainsi que du porte-avions britannique *Illustrator*, qui rentrait de manœuvres de l'OTAN en Norvège, ont recueilli l'équipage rassemblé sur trois canots de sauvetage.

Ocean Odyssey appartient à la compagnie américaine Ocean Drilling and Operations Company (ODOCO), mais le forage est effectué sous contrat par la société britannique Atlantic Richfield (ARCO). Il s'agit d'une plate-forme d'exploration semi-submersible capable de se déplacer par ses propres moyens entre deux sites de forage. Elle a été construite au Japon en 1983, d'abord stationnée au large de l'Alaska, elle était restée inutilisée pendant deux ans avant d'être remise en service, il y a un peu plus de deux mois, en mer du Nord.

Les experts pétroliers soulignent les différences entre *Ocean Odyssey* et *Piper Alfa*. La première est une plate-forme mobile de forage alors que la seconde était, avant la catastrophe du 6 juillet dernier qui a provoqué la mort de cent soixante-sept personnes, une plate-forme d'exploitation de grande taille dont les pieds étaient fixés au fond de la mer.

Ce nouvel accident a cependant suscité des réactions très vives de la part du Parti travailliste et des syndicats. 1988 est en effet, déjà, l'année la plus meurtrière en mer du Nord. Et les compagnies sont accusées d'avoir réduit considérablement les normes de sécurité pour faire face à la diminution de leurs bénéfices due à la baisse des prix du pétrole.

D. Dh.

Le budget du secrétariat d'Etat augmenté de 5,4 %

Le budget du secrétariat d'Etat à l'environnement, qui était de 733 millions de francs en 1988, sera porté à 772 millions en 1989, soit une augmentation de 5,4 %. C'est moins que l'augmentation obtenue l'an dernier par M. Alain Carignon (+10,6 %), mais cela confirme le redressement de ce budget après cinq années consécutives de baisse. Le nouveau ministre, M. Brice Lalonde, a retenu comme priorité « une meilleure maîtrise des risques et de la pollution ». Ainsi, 15 millions de francs supplémentaires seront alloués au traitement des déchets industriels toxiques et 5 millions pour les interventions de l'ANRED (Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets). L'enveloppe consacrée à l'application de la « directive Seveso » (contrôle des sites industriels à haut risque) est augmentée de 72 % et celle attribuée aux réseaux de surveillance de la pollution atmosphérique est augmentée de 43 %. Un effort budgétaire particulier sera fait pour la recherche et la poursuite de l'informatisation des services.

FAITS DIVERS

Accident de TGV à Voiron (Isère)

1 mort, une dizaine de blessés

LYON de notre bureau régional

La rame du TGV 736, reliant Grenoble à Lyon, est entrée en collision à Voiron (Isère), vendredi 23 septembre, à 11 heures, avec un convoi routier commercial italien immobilisé sur la voie. Le conducteur du train, Roger Champagny, a été tué et une dizaine de voyageurs ont été blessés.

L'accident s'est produit un quart d'heure seulement après le départ du train de la gare de Grenoble, dans une portion de ligne où la vitesse du TGV est limitée à 120 kilomètres-heure. Lorsque le train s'est présenté à l'entrée de Voiron, un semi-remorque venait d'accrocher avec sa charge l'une des barrières d'un passage à niveau automatique. Sous le choc, la motrice s'est couchée sur la voie et six voitures ont déraillé.

Selon la SNCF, une dizaine de personnes, plus ou moins grièvement blessées, ont pu être rapidement évacuées en ambulance et en hélicoptère. Le préfet de l'Isère, M. Jean-Paul Proust, a déclenché aussitôt le plan rouge numéro deux.

C'est la seconde fois en moins d'un an que le TGV déraile entre Grenoble et Lyon. 2 février dernier, la rame n° 641 avait heurté, au sud de l'agglomération lyonnaise, un bloc de pierre tombé d'un pont. Celui-ci avait été précipité sur la voie par un véhicule dont le propriétaire cherchait à simuler un accident pour escroquer sa compagnie d'assurances (le Monde du 19 février). Il n'y avait eu alors aucun blessé, mais le responsable de l'accident, depuis lors, a été condamné à deux ans de prison par le tribunal correctionnel de Vienne.

POLICE

Une vaste opération dans la banlieue parisienne « Coup de poing » dans le vide

Bien que formellement responsable de l'opération, l'entourage du ministre de l'Intérieur en est encore perplexes : à quoi pouvaient bien servir les contrôles menés dans la soirée du 21 septembre, en banlieue parisienne ?

Ce soir-là, à l'initiative de la direction centrale des polices urbaines et des préfets concernés, plusieurs milliers de policiers des sept départements de la petite et de la grande couronne (Seine-et-Marne, Essonne, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne et Yvelines) ont inspecté et contrôlé les transports en commun, les gares et leurs abords. Il s'agissait de rechercher et, à défaut, d'impressionner les auteurs potentiels d'actes de vandalisme ou d'agressions.

Comme souvent lors d'opérations identiques, le résultat ne semble pas avoir justifié les moyens déployés. En Seine-Saint-Denis, par exemple, trois cents policiers supplémentaires sont venus renforcer, le temps de l'opération, les deux cents fonctionnaires normalement de service. Bien de la soirée : vingt

misses en garde à vue, parmi lesquelles celles de seize étrangers en situation irrégulière, trois délits de porte d'armes et, aussitôt par le contrôle lui-même, un outrage à agent.

Le ministre de l'Intérieur, en revanche, paraît craindre une répercussion politique plus fâcheuse. Déclaré un peu par routine, l'opération a suscité des réactions mitigées parmi les élus locaux, qui restent circonspects sur ses conséquences à quelques jours des élections cantonales. Certaines personnes ont été contrôlées plusieurs fois dans la même soirée et ont manifesté leur mécontentement.

Bref, l'opération apparaît inopportune et, surtout, en contradiction avec la doctrine proclamée place Beauvau d'éviter les opérations « coup de poing » qui impressionnent plus la population que les délits quinquies. « Notre activité n'a d'intérêt que si elle rassure les gens », dit-on au ministère de l'Intérieur.

G. M.

« Enfants volés, enfants vendus »

Une lettre de l'ambassadeur du Guatemala

A la suite de la publication de l'article sur les « trafics d'enfants » découverts au Guatemala par une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) (le Monde du 21 septembre), nous avons reçu de M. Guillermo Putz Alvarez, ambassadeur du Guatemala, à Paris, une lettre par laquelle il nous apporte les précisions suivantes :

L'article indique que [les représentants de la FIDH] ont trouvé, sous le couvert de la procédure d'adoption, et à travers des complicités dans l'administration, un gigantesque trafic d'enfants (...). Le gouvernement du président Cerco, dont les efforts positifs dans le domaine des droits de l'homme sont connus et reconnus au Guatemala comme à l'étranger, veille constamment pour l'application des lois en vigueur qui incriminent celles qui régissent la procédure d'adoption des enfants. Contrairement à ce qu'affirme l'article du Monde au sujet de la complicité des autorités administratives, les actions de celles-ci relatées dans cet article démontrent clairement que cette accusation n'est absolument pas fondée.

La commission d'adoption de mise sur le marché des médicaments (AMM), réunie le vendredi 23 septembre, a émis un avis positif pour la commercialisation sur le marché français du RU-486.

Ce médicament « contrainst » peut remplacer l'interruption volontaire de grossesse réalisée par aspiration. Il doit toutefois être associé à un autre médicament (un progestatif). Son utilisation sera soumise à une série de règles très strictes.

M. Claude Evry, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, devait en effet, dès vendredi après-midi, l'avis de la commission d'AMM.

REPÈRES

Catholicisme

L'opposition du pape au sacerdoce féminin

Le pape devait rendre publique, le 30 septembre prochain, une lettre apostolique consacrée au rôle des femmes dans la société et dans l'Eglise catholique, intitulée : « *Mulieris Dignitas* » (La dignité de la femme). Une agence italienne en a publié dès le jeudi 22 certains extraits.

Jean-Paul II y renouvelle son opposition à toute forme de discrimination visant la femme, mais jointe par l'attitude du Christ son hostilité au sacerdoce féminin. « Le Christ n'a choisi que des hommes pour apôtres. Il l'a fait de manière totalement libre et souveraine », écrit le pape, ajoutant cependant : « Il l'a fait avec la même liberté que celle avec laquelle il a montré, à travers ses actes, la dignité et la vocation de la femme, sans tenir compte des coutumes et des traditions en vigueur à cette époque. »

Nucléaire

Un accord sur les dédommagements en cas d'accident

Un protocole sur la responsabilité civile en cas d'accident nucléaire dans une centrale atomique a été signé par dix-neuf pays, mercredi 21 septembre, à l'occasion de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne (Autriche). Cet accord, qui englobe un protocole connu des conventions de Paris (1980) et de Vienne (1986), constitue une étape importante dans le programme de sécurité nucléaire que coordonne l'AIEA.

Aux termes de ce texte, la responsabilité civile des Etats est désormais engagée en cas d'accident nucléaire dans une centrale, jusqu'à ce jour, était responsable l'entreprise qui exploitait l'installation nucléaire incriminée.

Le nouveau protocole devrait donc faciliter la tâche des Etats qui demandent des dédommagements pour les dégâts provoqués par un accident survenu dans un autre pays, et donner aux pays socialistes la possibilité d'adhérer au système d'indemnisation. Il entrera en vigueur lorsque au moins cinq pays, parties contractantes de la convention de Vienne ou de celle de Paris, l'auront ratifié. — (AFP, Reuters.)

Beurs

Une nouvelle association

Génération Beur, une nouvelle association qui veut faire des jeunes d'origine maghrébine des citoyens à part entière, a fait ses premiers pas, jeudi 22 septembre, à la Bourse du travail de Saint-Denis près de Paris. Devant plusieurs personnalités dont M. Anicet Le Pors, membre du Conseil d'Etat et ancien ministre, M. Jacques Vergès, les maires de Villepinte et du Raincy, ainsi que des représentants du premier secrétaire du Parti socialiste, de M. Claude Evry, ministre de la solidarité, et de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, le président de l'association, M. Nordine Chérif, a présenté ses objectifs. « Il faut que les beurs participent à la vie politique, que les partis placent des candidats de la seconde génération en position éligible », a-t-il déclaré. Génération Beur, veut aussi lutter contre l'échec scolaire, en étroite collaboration avec l'éducation nationale, développer la création de la tomodémie, aider les jeunes à lutter contre les « discriminations raciales et ethniques » et rapprocher les différents communautés.

MÉDICAMENTS

Une pilule abortive autorisée en France

La commission d'adoption de mise sur le marché des médicaments (AMM), réunie le vendredi 23 septembre, a émis un avis positif pour la commercialisation sur le marché français du RU-486.

Ce médicament « contrainst » peut remplacer l'interruption volontaire de grossesse réalisée par aspiration. Il doit toutefois être associé à un autre médicament (un progestatif). Son utilisation sera soumise à une série de règles très strictes.

M. Claude Evry, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, devait en effet, dès vendredi après-midi, l'avis de la commission d'AMM.

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
42 08 10 30 demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Renseignements publicités
Le Monde
AFFAIRES
Tél. : 45-55-91-82
poste 4160 ou 4107

Grand Prix d'Estoril

Alfa 164, circuit ou route le même esprit.

La prestigieuse nouvelle Alfa 164 mord l'asphalte sur les circuits des Grands Prix Européens depuis déjà plusieurs mois. Ce week-end, sur le fameux circuit d'Estoril, 16 exceptionnelles Alfa 164 vont ainsi faire leur apparition en avant-première avant leur lancement officiel prévu le 29 septembre. Pour célébrer la naissance de sa toute dernière création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile en lançant la "Course des Célébrités" et respecte ainsi sa grande tradition d'écurie de courses.

Dimanche 25 Septembre sur la ligne de départ à Estoril, 16 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement modifiées pour être conformes à la stricte sécurité en vigueur sur les circuits.

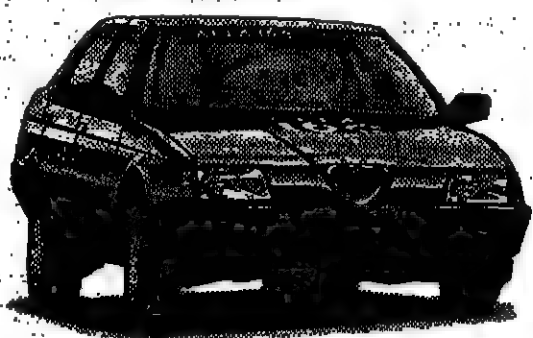
Au volant, 16 personnalités, 16 VIP vont se livrer combat. Dans peu de temps, vous aussi, vous connaîtrez l'expérience unique de piloter la nouvelle Alfa 164. L'exceptionnelle souplesse de conduite du moteur 3.0 V6, développant 192 ch, et permettant de rouler à plus de 230 km/h*, donne à cet élégant pur-sang de remarquables performances.

Cet esprit de conquête se distingue aussi par une ligne originale, raffinée ainsi qu'un précieux confort.

Si vous souhaitez être plus amplement informé sur la prestigieuse Alfa 164, contactez dès maintenant votre concessionnaire, peut-être pourrez-vous déjà l'essayer.

* Sur circuit. Consommation V6 3.0 V6: 7.1 l à 90 km/h - 9.1 l à 120 km/h - 12.5 l au cycle urbain.

CALENDRIER GRANDS PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS	
5 JUILLET	LE CASTELL (FRANCE)
10 JUILLET	SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE)
24 JUILLET	HOCKEYHURD (R.F.A.)
28 AOÛT	SPA (BELGIQUE)
11 SEPTEMBRE	MONZA (ITALIE)
25 SEPTEMBRE	ESTORIL (PORTUGAL)
2 OCTOBRE	JEREZ (ESPAGNE)



Alfa 164: la semaine prochaine chez votre concessionnaire.



هكذا من الأصل

SOMMAIRE

■ M. Pierre Bérégovoy estime que les banques se sont concertées pour augmenter les cotisations des cartes bancaires. M. Michel Charasse estime que les Français devraient davantage utiliser les services bancaires des perceptions (lire page 28).

■ Très mauvais résultat du commerce extérieur en août. Pour la première fois depuis six ans, le déficit a atteint 9 milliards de francs (lire ci-dessous).

■ Dans son rapport annuel sur les perspectives de l'emploi, l'OCDE confirme l'évolution positive du marché du travail. L'organisation internationale s'inquiète, cependant, de l'aggravation du chômage de longue durée (lire page 29).

■ A l'ouverture des réunions monétaires à Berlin, M. Camdessus, directeur général du FMI, a analysé les conditions d'une saine réduction de la dette des pays pauvres (lire page 28).

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330

Les mauvais résultats du commerce extérieur n'affectent guère les marchés financiers

S'ils ont été impressionnés par les très mauvais résultats du commerce extérieur français en août, les marchés financiers n'en ont guère tiré les conséquences. Certes, la Bourse a accusé le coup, terminant la journée du jeudi 22 septembre par une baisse marginale de 0,05 % après l'avoir commencée sur une note euphorique et avoir effacé les dernières séquelles du krach boursier d'octobre. Mais l'évolution en matière de change. Le deutschemark s'est raffermi, atteignant, le jeudi 22 septembre, 3,4036 francs pour un deutschemark contre 3,3970 avant l'annonce des chiffres de la balance commerciale. Ce qui, en d'autres termes, aurait sans doute provoqué un mouvement de défiance sérieux à l'égard du franc n'a finalement pas réveillé des marchés qualifiés de « morts », le vendredi 23 septembre, par un caubiste. La devise allemande, si elle

demeurait ferme par rapport au franc, 3,4060 lors des premiers échanges interbancaires, restait dans des marges supportables. Quant à la Bourse, elle ouvrait même sur une note légèrement optimiste, gagnant 0,09 % lors des premières opérations.

Les aléas de la conjoncture française, comme il y a quatre mois les élections législatives, laissent-ils indifférents les investisseurs ? Ce serait conclure un peu vite. Les opérations restent extrêmement prudentes en cette veille d'un week-end un peu particulier. Avant l'ouverture officielle de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, le mardi 27 septembre, à Berlin, les sept principales puissances industrielles doivent se rencontrer. La réunion du G7, prévue pour le

samedi 24 septembre, sera l'occasion de réaffirmer la détermination de chacun à renforcer la concertation internationale pour éviter tout dérapage économique ou monétaire. Et chacun attendait un communiqué un peu plus complet à défaut d'être assés. La coopération pour la stabilisation des taux de change pourrait en effet s'accompagner d'une allusion à l'unité de l'entente à sept sur un autre sujet d'importance, l'évolution des taux d'intérêt.

Il faudra donc attendre la fin des rencontres de Berlin, le 29 septembre, pour que les investisseurs se penchent à nouveau sur les réalités économiques qui sous-tendent l'évolution des monnaies et s'inquiètent éventuellement, alors, des retombées de la fermeté du deutschemark sur la stabilité du système monétaire européen.

Un déficit de 9 milliards de francs

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est élevé à 9 milliards de francs au mois d'août, en données corrigées des variations saisonnières, contre 3,4 milliards en juillet. Ce très mauvais résultat, dont on ne trouve pas de précé-

dent depuis janvier 1983, est dû à une très forte poussée des importations qui sont passées, toujours en données corrigées, de 85,8 milliards de francs en juillet à 97,7 milliards en août, soit une augmentation de 13,9 %. Les exportations au

contraire sont restées stables, à hauteur de 81,7 milliards de francs. Sur les huit premiers mois de l'année, le déficit commercial atteint 23,6 milliards de francs, (comme pendant la même période de 1987) alors que le gouvernement a retenu dans ses dernières prévisions un total de 26,5 milliards de francs pour toute l'année après - 31,4 milliards de francs en 1987.

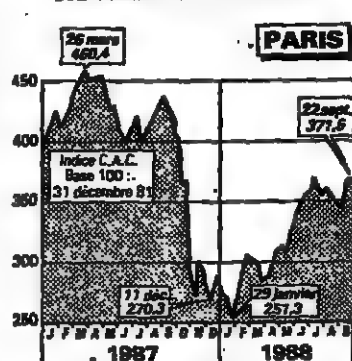
Le déficit du solde industriel s'est à nouveau creusé dans des proportions inattendues en dépit de la vente de quatre Airbus, un nombre très normal. Il est de 8 milliards de francs en août - et même de 10 milliards si l'on retire le matériel militaire - après un déficit de 4,7 milliards en juillet. Ces deux derniers résultats sont préoccupants dans la mesure où ils marquent une détérioration par rapport aux deux mois précédents (- 2,5 milliards en mai et - 2,2 milliards en juin) dont les résultats correspondaient à la moyenne mensuelle du premier semestre.

Le déficit s'est creusé de 2,3 milliards de francs pour les métaux et produits des métaux, de 1,3 milliard pour l'automobile (en raison d'un affaiblissement cette fois des exportations) et de 2,9 milliards pour les biens de consommation.

Cette dégradation de notre solde industriel peut être due à une accélération de la demande intérieure, les entreprises augmentant leurs stocks tandis que les ménages profitent de gains de pouvoir d'achat consécutifs à une progression des salaires et à une reprise de l'emploi.

Le solde traditionnellement très positif de l'agro-alimentaire s'est quelque peu amoindri, passant de + 3,6 milliards de francs en juillet à + 2,4 milliards de francs en août, ce qui - coïncidence - accentue le très mauvais résultat d'août. Le déficit énergétique s'est, lui, aggravé, s'élevant à 6,4 milliards de francs en août contre 5,9 milliards de francs en juillet.

La Bourse de Paris a retrouvé jeudi son niveau d'avant le krach

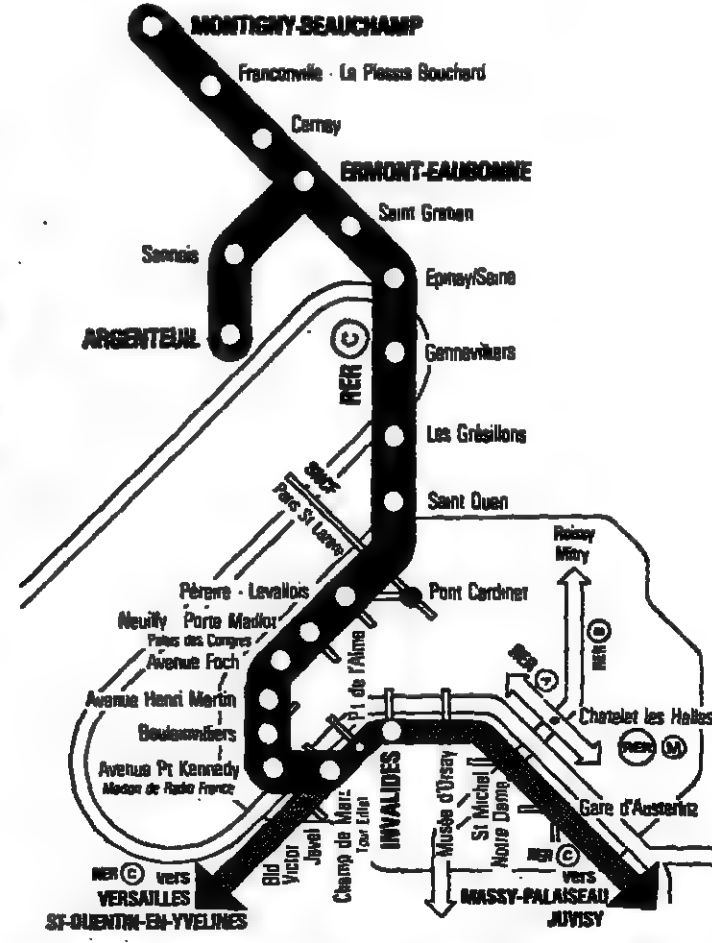


Paris est devenue, jeudi 22 septembre, ne serait-ce qu'un instant, la troisième grande place boursière mondiale à reconstruire intégralement son patrimoine après le krach d'octobre 1987. Seules, avant elle, Bruxelles en février et Tokyo en avril ont tiré un trait sur une des pages les plus noires de leur histoire. Wall Street et surtout Londres en restent encore loin. Mais à la différence de ces grandes places qui ont chuté brutalement en octobre, la baisse des valeurs françaises s'est observée dès le mois de mai 1987. Après avoir atteint son plus haut historique le 26 mars 1987 (460,4), la Bourse a vécu avant d'annoncer une baisse considérable. A la veille du krach, l'indice était déjà inférieur de 9 % à son niveau du début de l'année 1987. Le recul s'est alors accéléré et la Bourse a atteint son plus bas en janvier de cette année pour amorcer ensuite son redressement. L'indice CAC 100 reste toutefois 19 % en deçà de son record de mars 1987.

POUR QU'ÉGLANTINE
S'ÉPANOUISSE
À LA MAISON DE
RADIO-FRANCE

LE R.E.R. RELIE
VALLÉE DE MONTMORENCY
À PARIS.

Le 25 septembre, pour qu'Eglantine s'épanouisse à Radio-France, pour que vous et moi ayons la vie plus facile, la ligne C du RER s'étend vers Argenteuil et Montigny-Beauchamp. Elle relie Vallée de Montmorency à 13 gares dans Paris, pour la plupart en correspondance avec le métro et à Saint-Michel avec la ligne B du RER. Seulement 21 minutes pour aller directement d'Ermonville-Eaubonne au Palais des Congrès. Un train circule tous les quarts d'heure d'Orly à Ermonville-Eaubonne ; en pointe jusqu'à Argenteuil, pendant les heures creuses alternativement jusqu'à Montigny-Beauchamp ou Argenteuil. Avec les trains bleu, blanc, rouge à deux niveaux, le RER va vraiment dans votre sens.



TEMPS DE TRAJET (1)	45'	42'	39'	42'	39'	36'	33'	30'	28'	25'	22'	17'	15'	12'	11'	8'	7'	5'	2'	0'
MONTIGNY-BEAUCHAMP (2)																				
ERMONVILLE-EAUBONNE (2)																				
ARGENTEUIL (2)																				
SANNOIS																				
ERMONVILLE-EAUBONNE																				
SANCTI-GENEVI																				
ERMONVILLE-EAUBONNE																				
LES GRESILLONS																				
SANCTI-DUEN																				
PERRE-LEVALLOIS																				
NEUILLY-PORTE MAULOT - PALAIS DES CONGRÈS																				
MEULE FROCH																				
MEULE-HEURI MARTIN																				
BOLLAUVILLERS																				
MEULE-PIERRE MARTIN																				
CHAMP DE MARS - TOUR EIFFEL																				
POINT DE L'ÉLVA																				
INVALLES																				

RER Le réseau qui va vraiment dans votre sens. **RATP** **SNCF**

هكذا من الأصل

Economie

Les réunions monétaires de Berlin

M. Camdessus plaide pour un doublement du capital du FMI

BERLIN-OUEST
de notre envoyé spécial

Coup d'envoi des réunions monétaires de Berlin, la conférence de presse qu'a donnée, jeudi 22 septembre, le directeur général du FMI, a fourni l'occasion à M. Michel Camdessus de relever, d'entrée de jeu, l'évaluation, qui s'est produite depuis une année environ, de la notion de réduction du montant de la dette extérieure pour les pays les plus lourdement engagés à l'égard de leurs créanciers privés ou publics : « Il s'agissait là naguère d'une notion tenue pour suspecte ; elle est désormais reconnue, et, même, elle est à la mode. » Il convient toutefois, a-t-il ajouté, « de ne pas succomber à cette dernière ». Cela semble signifier, en particulier, aux yeux du directeur général, qu'il convient de garder à l'esprit une « distinction fondamentale » entre, d'une part, les pays à bas revenus et, de l'autre, les pays à revenus dits intermédiaires.

En ce qui concerne les dettes publiques, c'est-à-dire celles qui sont dues aux Trésors publics des pays riches, l'atténuation, voire la suppression, de la dette prend la forme d'une conversion de cette dernière. Mais cette méthode ne doit pas être considérée comme une fin en soi. Ce qui importe le plus, c'est que ces pays soient à même de croître suffisamment pour que leur revenu par tête d'habitant puisse recommencer à augmenter, ce qu'il n'a pas fait depuis une vingtaine d'années en Afrique.

La dette aux banques commerciales ne peut évidemment être en partie réduite qu'à la condition que ces dernières le consentent. Le rapport du Fonds monétaire fait état de certaines opérations : c'est ainsi que la Bolivie a entrepris de racheter la moitié de sa dette bancaire avec une dette qui revient à payer 11 cents pour chaque dollar de valeur nominale des créances concernées. Le Mexique a procédé à l'échange de 3,7 milliards de dollars de créances bancaires contre 2,6 milliards de dollars de nouvelles obligations.

TRANSPORTS

Nouvelle grève à Air Inter les 27 et 28 septembre

L'Intersyndicale des pilotes et officiers mécaniciens d'Air Inter (SPNC, SPAC, SNOMAC) ne se résigne pas à la défaite, pour autant inévitable depuis que M. Michel Delebarre, ministre des transports, a décidé, le 13 septembre, que l'Airbus A 320 serait piloté comme prévu à deux pilotes et non à trois comme l'exigeaient depuis des mois les syndicats. S'appuyant sur le mot d'ordre lancé par la CGT à l'ensemble des professions du transport aérien, l'Intersyndicale a décidé un arrêt de travail de quarante-huit heures, le mardi 27 et le mercredi 28 septembre, pour « protester contre l'intervention partielle du ministre des transports ».

Celui-ci a reçu, le 22 septembre, M. Pierre Bérégovoy, président d'Air Inter, venu lui rendre compte des négociations en cours au sein de son entreprise pour mettre fin à ce conflit. M. Delebarre a rappelé qu'il recevra favorablement les propositions de la direction permettant de garantir aux usagers que le service public du transport aérien sera assuré dans les meilleures conditions. Autrement dit, Air Inter sera autorisé à affréter les avions et les équipages nécessaires pour assurer les trois cent trente vols prévus le 27 septembre et les trois cent soixante prévus le 28.

Deux référendums sur ce conflit se disputent actuellement les suffrages des équipages d'Air Inter. Le premier, organisé par l'Intersyndicale, aurait suscité cent cinquante réponses se déclarant à 58 % favorables à une riposte « à l'agression du ministre ». Le second, organisé par des pilotes indépendants, mais hostiles à l'Intersyndicale, aurait collecté quatre cent soixante-six réponses dont le contenu sera connu le 23 septembre.

Delta commande deux cent quinze avions à Boeing et McDonnell Douglas. — Le PDG de la compagnie américaine Delta Air Lines, M. Ron Allen, a annoncé, jeudi 22 septembre, une commande de deux cent quinze appareils Boeing et McDonnell Douglas, dont dix-huit achetés fermes. Si les cent quarante-sept options se traduisaient par des commandes fermes, le montant total de l'opération serait d'environ 10 milliards de dollars (84 milliards de francs). La compagnie Delta, qui emploie cinquante et un mille personnes, a enregistré un bénéfice net de 307 millions de dollars (2 milliards de francs) de juin 1987 à juin 1988, pour un chiffre d'affaires de 7 milliards de dollars (44 milliards de francs).

C'est d'ici au 30 avril 1989 que les cent cinquante pays membres du Fonds monétaire doivent décider s'il est opportun ou non d'augmenter leurs quotas auprès du Fonds monétaire. M. Michel Camdessus a formulé le problème de la façon suivante : « S'il s'agissait simplement d'augmenter les ressources du Fonds monétaire proportionnellement à l'accroissement de l'économie mondiale, une augmentation globale de 50 % des quotas serait suffisante. » Mais une autre préoccupation s'ajoute à celle-ci : il serait préférable que le Fonds puisse financer la totalité de ses opérations sur ses ressources propres, au lieu de devoir, comme il le fait actuellement, emprunter une partie des sommes dont il a besoin. Pour rendre inutiles de nouveaux emprunts, c'est à un doublement des quotas qu'il faudrait procéder : « J'aimerais que cette solution soit adoptée », a ajouté encore M. Camdessus en souriant.

Le rôle du deutschemark

Faisant allusion à sa présence récente à Francfort, à l'occasion de la célébration du quarantième anniversaire de la Bundesbank, le directeur général du Fonds monétaire a fait un éloge appuyé (et inhabituel) du rôle important joué par le deutschemark pour stabiliser le système monétaire international (le mot employé par M. Camdessus a été exactement : pour « ancrer » le système...). Ce rôle est particulièrement manifeste à l'intérieur du système monétaire européen, et il a bénéficié à l'ensemble des pays participants. Mais, a encore dit M. Camdessus, « il serait naïf » de chercher à transposer l'expérience du système monétaire européen à l'échelle mondiale.

Aussi la question demeure-t-elle de savoir comment on pourra donner

une ancre au système monétaire international pour stabiliser le taux de change entre les grandes devises. Quelle sera à cet égard la fonction du droit de tirage spécial que le statut du Fonds monétaire considère comme devant être l'instrument de réserve le plus important du système ? Faudrait-il, dans cette perspective, « profondément modifier la composition de ces droits de tirage spéciaux (DTS), lesquels sont actuellement en partie de monnaies, comme c'est le cas pour l'ECU ? » Ce sont là autant de questions mais pas de propositions », a précisé M. Camdessus.

Une rencontre avec les évêques

En ce qui concerne les prévisions pour l'année prochaine, le directeur général du Fonds monétaire a déclaré que l'on n'avait pas encore tiré les conclusions des « frémissements négatifs » que l'on peut percevoir actuellement, mais, a-t-il ajouté, « nous sommes optimistes », car la croissance se déroule « sans emballement, bien que les tensions inflationnistes soient légèrement plus fortes que nous ne l'avons prévu : de l'ordre de 3 % ».

Enfin, M. Michel Camdessus a consacré une partie de sa conférence de presse à parler de celle à laquelle il avait assisté dans la matinée du jour même, en présence des représentants des Eglises catholique et évangélique allemandes. Les évêques allemands avaient tenu en effet à cet échange de vues à cause des vives inquiétudes qu'ils éprouvent à l'égard de la situation des pays pauvres. Pour M. Camdessus, le Fonds monétaire ne doit pas être un « bonc désemparé ». Du reste, a-t-il dit, les évêques reconnaissent la légitimité, au regard de l'éthique, de la conditionnalité des concours financiers accordés par le Fonds monétaire ; cela n'aurait aucun sens, a-t-il dit en substance M. Camdessus — et, sur

ce point, nous sommes tous d'accord, — de dépenser de l'argent si les pays bénéficiaires ne faisaient pas les efforts nécessaires pour améliorer leur gestion et leurs résultats. Mais, a dit encore M. Camdessus, trouver la juste mesure est une tâche difficile, « les créanciers du Fonds ne fournissent aucune indication sur le meilleur dosage ». Et d'ajouter : « La pire des solutions pour les pays serait l'absence de politique d'ajustement ; mais il ne faut pas non plus que l'ajustement ait pour résultat de tuer le malade. »

M. Camdessus a conclu ce chapitre en déclarant que, si les évêques demandaient la poursuite du dialogue, le Fonds monétaire était lui-même demandeur.

PAUL FABRA.

Le Brésil a signé l'accord de réajustement de sa dette

Le Brésil a signé, jeudi 22 septembre à New-York, l'accord de réajustement de sa dette extérieure pour un montant de 82 milliards de dollars avec les banques commerciales créancières, qui lui permettra de réintégrer le système financier international.

Le vice-président de la Citibank et président du comité de gestion des banques créancières du Brésil, M. William Rhodes, a qualifié cet accord d'« historique », pour son ampleur et pour la rapidité avec laquelle il a été conclu, soulignant qu'il permettrait au Brésil de réduire sa dette de 18 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

Selon M. Rhodes, quelque quatre-vingt-cinq banques, sur un total de cent trente, ont opté pour le système des « bons de sortie », qui permettent d'échanger des créances à hauteur de 15 milliards de dollars par des bons sur vingt-cinq ans portant un taux d'intérêt de 6 % par an, et finalement transformables en obligations du Trésor brésilien.

LOGEMENT

« Le rythme actuel de la construction ne doit pas être cassé » déclare M. Maurice Faure

« Je ne crois pas qu'il faille se livrer à un combat mythologique loi Quilliot-loi Méhaignerie », a déclaré M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, en répondant à une question sur les intentions du gouvernement en matière de loyers, lors de la présentation à la presse du projet de budget de son ministère.

« Sur les 6,7 % de hausse des loyers constatés sur toute la France, 3,2 % sont dus à la progression de l'indice du coût de la construction, 2,5 % aux loyers totalement libres des appartements vides et 1 % à l'application de la loi Méhaignerie. Mais la hausse est concentrée sur la région parisienne et les départements à Lyon et à Marseille. Nous n'avons pas l'illusion de nous en sortir avec notre décret (le Monde daté 18-19 septembre), mais l'obligation de justifier la hausse est en soi importante. Les commissions départementales de conciliation ont pour tâche de juger du nombre de

références et de leur bien-fondé. On aura pu envisager la prorogation de la période transitoire, mais, comme elle dure jusqu'en 1995, une telle annonce en 1988 n'aurait eu aucune signification. Quant à la nécessité de recourir à la voie législative, ce serait plutôt du domaine de M^{me} Neltz, secrétaire d'Etat à la consommation.

« Nous allons engager, a poursuivi le ministre, des pourparlers avec les professionnels, propriétaires institutionnels, administrateurs de biens, pour aboutir à des contrats de médiation. Et nous allons faire une meilleure politique d'information des locataires en multipliant les points de consultation de l'Observatoire des loyers afin que les gens sachent où on peut se renseigner. Nous souhaitons, dans un domaine où le phénomène psychologique joue énormément, ne pas casser le rythme actuel de la construction par des décisions hâtives ou mal adaptées. »

AFFAIRES

Pechiney cède ses intérêts aux Japonais

La fin des ambitions françaises dans la fibre de carbone

Avec le retrait de Pechiney des fibres de carbone, la France abandonne ses grandes ambitions nationales dans ce secteur. Sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics, le producteur national d'aluminium va céder sa participation de 34 % dans la Soficar, détenue à 68 % par la Fimac, société commune entre Elf et Pechiney, et à 32 % par le Japonais Toray, qui devrait récupérer la part de Pechiney.

Au début de la décennie 1980, les Français, confiants dans l'avenir de la fibre de carbone, avaient lancé deux projets. D'un côté Elf s'associait (à hauteur de 65 %) en 1982, au Japonais Toray pour investir dans l'usine d'Abidos (Pyrénées-Atlantiques) d'une capacité d'environ 300 tonnes par an. De l'autre, Pechiney coopérait avec l'américain Hercules. Cette concurrence franco-française devait bientôt céder avec l'abandon de l'usine de Pechiney à Elf dans la Fimac. L'échec du marché des fibres de carbone se justifiant par deux investissements. Les applications sophistiquées qui étaient attendues de ce matériau, dans l'aéronautique notamment, ont fait long feu. Elles exigeaient en particulier que les avions changent tous leurs équipements industriels. Les gros débouchés actuels dans les seules raquettes de tennis, les clubs de golf ou les skis haut de gamme, expli-

quant la situation européenne de cette industrie.

Da lors, la Soficar s'enregistreait pas des résultats très brillants. Pour 1987, les pertes se sont élevées à 70 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 110 millions de francs. Pechiney, qui a choisi de se développer dans les composites à matrice métallique, n'y voyait plus son intérêt. En revanche, bien que restant minoritaire, Elf considère qu'elle peut tirer profit de l'investissement (les polymères, secteur d'activité d'Elf, pouvant être renforcés par des fibres de carbone). En outre, la redistribution des cartes entraînant une plus grande implication du japonais Toray, la Soficar devait désormais intervenir de façon plus importante dans la politique commerciale mondiale. La Soficar pourra notamment vendre ses produits dans le monde entier et non plus seulement en Europe (sans la Grande-Bretagne) comme c'était le cas précédemment. Une ouverture internationale qui devrait permettre de faire tourner l'usine d'Abidos à pleine capacité, contre 60 % actuellement.

C. B.

AGRICULTURE

La CEE perd une bataille au GATT

La Communauté européenne a provisoirement échoué dans ses tentatives d'obtenir l'arbitrage du GATT sur les privilèges agricoles dont bénéficient les Etats-Unis par le truchement d'une dérogation qui leur a été concédée il y a trente-trois ans, en 1955. Le conseil, organe exécutif du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), réuni jeudi 22 septembre à Genève, a refusé de statuer sur une requête de la CEE, visant à la création d'un groupe de travail (panel) chargé d'apprécier la portée et les conséquences des pratiques américaines.

La dérogation, prolongée d'année en année, permet au président des Etats-Unis de modifier, en fonction des besoins, la liste des produits protégés, parmi lesquels figurent aujourd'hui le coton, certains produits laitiers, le sucre et les arachides. Le dispositif met en cause l'ensemble du système multilatéral, estime la CEE. Les « effets cumulatifs » de ces mesures entraînent des distorsions dans le commerce agricole et expliquent la crise qui affecte certains produits spécifiques.

« Aide alimentaire : les stocks épuisés. — Le programme alimentaire mondial (PAM), organisme dépendant des Nations unies, a complètement épuisé ses réserves alimentaires d'urgence pour faire face aux dernières pénuries et catastrophes dans le monde, averti jeudi 22 septembre à Rome son directeur exécutif, M. James Ingram. Les fournitures alimentaires d'urgence assurées par le PAM ont en effet battu cette année tous les records en vingt-cinq ans d'activité, épuisant les stocks constitués pour ces cas d'urgence.

Le PAM a besoin immédiatement de 100 000 tonnes d'aide alimentaire pour les ministres du Bangladesh, de l'Éthiopie, du Malawi et de la Somalie, et il lui faudra au total 300 000 tonnes d'ici à la fin de l'année pour répondre aux besoins des réfugiés dans le monde. Un appel est lancé aux pays donateurs.

La polémique sur l'augmentation des cartes de paiement

M. Pierre Bérégovoy invite les banques à revenir sur leur décision

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a invité les banques à « revenir sur la décision inopportune et mal venue » d'augmenter les cotisations des cartes bancaires, en s'adressant, jeudi 22 septembre en duplex sur la Cinq, au président de l'Association des banques (AFB), M. Dominique Chetillon.

Le ministre a indiqué à M. Chetillon qu'il était « encore temps de revenir sur cette erreur ». Il a même agité une menace implicite en précisant qu'une telle décision faciliterait la discussion à l'Assemblée nationale de « la suppression de la taxe sur les encours bancaires, qui rapporte 1,4 milliard de francs à l'Etat », et qu'il comptait présenter dans le budget 89 « pour des raisons d'harmonisation européenne ».

Tempérant, « avec un vocabulaire différent », les propos vifs du ministre du budget Michel Charasse, qui avait le veille reproché aux banquiers de « prendre le blé » de la clientèle, M. Bérégovoy a rappelé sa décision de saisir le Conseil de la concurrence. Car, a-t-il souligné : « les banques se sont concertées, je suis bien informé, et c'est contraire aux lois de la concurrence ». Il a déploré « ce dérapage en matière de hausse des prix » des services.

Le ministre de l'économie a estimé que « les banquiers avaient manqué de jugeote », en décidant « sans concertation avec les consommateurs d'augmenter » la tarification bancaire, au moment même où « ils ont des rapports difficiles avec les utilisateurs ».

De son côté, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a souligné « les incohérences » qu'il y a dans le comportement des banques qui augmentent le prix des cartes de crédit.

« Il m'arrive de prendre ma voiture et de penser au péage des autoroutes. Je vois qu'on y a installé des lecteurs de cartes bancaires. Alors maintenant on me dit qu'il ne faut pas nous en servir. Tout ceci ne tient pas debout », a déclaré l'ancien ministre du budget.

M. Juppé a ajouté que « si les banques ne sont mises d'accord pour fixer leur tarif, c'est tout à fait répréhensible ». Il a rappelé l'existence de Conseil de la concurrence, qui, a-t-il dit, a été créé par le gouvernement de M. Jacques Chirac.

Un rappel de M. Michel Charasse

Les Français peuvent utiliser leurs perceptions comme des agences bancaires

Critiquant la décision de certaines banques d'augmenter les cotisations annuelles sur les cartes de crédit, M. Michel Charasse, ministre du budget, a déclaré que les Français disposaient, avec les perceptions, d'un réseau bancaire qui fonctionnait comme un véritable service public.

Ce qu'on appelle le réseau des comptables publics s'étend sur la France entière avec quatre mille deux cents guichets implantés dans les perceptions à l'échelle du canton, dans les recettes des finances et trésoreries principales à l'échelle de l'arrondissement et dans les trésoreries générales à celle des départements. Outre leurs fonctions classiques (recouvrement des impôts directs, paiement des dépenses de l'Etat, gestion des comptes de dépôt des collectivités locales, du Trésor et des établissements publics), ils reçoivent, depuis très longtemps, des dépôts du public. Ces dépôts atteignent, au 30 juin 1988, 16,5 milliards de francs, dont 12,4 milliards de francs à vue et 4,1 milliards de francs à terme, soit 1,2 % du marché français. Le réseau place, également, des titres : 3 milliards de francs

d'obligations et 4 milliards de francs de bon du Trésor en 1987, plus 700 milliards de francs dans les opérations de privatisation. Les six cent cinquante mille comptes ouverts dans ces guichets ont pour titulaires des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales, des retraités (essentiellement de l'Etat), des membres des professions libérales, des commerçants, des artisans, des associations et des entreprises ayant obtenu des marchés publics.

Ces quatre mille deux cents guichets des comptables publics livrent leurs activités aux opérations de banque simples, sans frais particuliers : collecte des dépôts, délivrance de carnets de chèques, virements, domiciliation de traites, de billets et de règlements. Par la remise de cartes bancaires à leurs clients, vingt mille depuis peu, ils permettent à ces derniers d'accéder aux réseaux correspondants et à leurs automatismes (distributeurs automatiques de billets et guichets automatiques de banque). Il est possible d'y effectuer des opérations classiques : retraits d'espèces, virements de compte à compte, etc.

Ces guichets des comptables publics, en revanche, n'ont pas le droit d'accorder des crédits ni des prêts personnels, sauf les comptes ou plans d'épargne-logement du Crédit foncier de France. Selon l'article premier de la loi bancaire de 1984, ils ne sont pas soumis aux dispositions de cette loi, mais, s'ils veulent accorder des crédits, ils sont alors assujettis aux règlements du comité de réglementation bancaire, au terme d'un décret en Conseil d'Etat, qui n'a pas été pris.

Sur le plan pratique, les responsables de ces guichets affirment qu'ils seraient en mesure d'accepter une augmentation de leurs dépôts, et que leur information pourrait encaisser le choc, ce que consentent les banques commerciales. En tout cas, la menace agitée par M. Charasse, qui propose ces perceptions, n'est pas vaine, bien que le public n'ait pas pour habitude de penser au percepteur comme banquier de tous les jours. S'il s'adresse au secteur public, c'est essentiellement aux guichets des PTT, avec leurs services de chèques postaux et de caisses d'épargne.

F. R.

LAULE FRANÇAISE

SAGA

Economie

SOCIAL

Dans son rapport annuel
sur les « perspectives de l'emploi »

L'OCDE confirme l'augmentation des créations de postes et l'orientation du chômage à la baisse

Pour l'ensemble des pays membres, le chômage devrait reculer légèrement, selon l'OCDE, qui publie, le 23 septembre, son rapport annuel sur les « perspectives de l'emploi » jusqu'à la fin 1989. Les prévisions seraient même plus satisfaisantes que ne le laissent envisager les évolutions consignées dans le document, car, indique l'OCDE dans une note additionnelle, la conjoncture a continué d'évoluer favorablement depuis la fin du travail d'analyse effectué sur les données de mai dernier. « La croissance de l'économie mondiale durant le premier semestre de 1988 semble avoir été plus rapide qu'on le pensait il y a quelques mois. Selon les premières estimations, le produit intérieur brut aurait progressé plus vite que prévu aux États-Unis, au Japon, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni », est-il souligné.

Quoi qu'il en soit, et d'après les premières projections, les indices étaient déjà rassurants. Pour l'ensemble de la zone OCDE, le taux de chômage devrait être ramené de 7,9 % de la population active en 1987, à 7,5 % en 1989. Dans le même temps, il stagnerait dans la Communauté européenne avec des baisses faibles en RFA, en Grande-Bretagne, et plus fortes en Espagne (18,5 %, contre 20,6 % en 1987). Seules l'Italie (de 11 à 12 % en 1989) et la France (de 10,6 % à 11,5 %) verraient leur situation s'aggraver, essentiellement dans le cas de notre pays. Pour leur part, les États-Unis resteraient à leur niveau actuel (5,5 %) et le Japon descendrait jusqu'à 2,5 %.

De son côté, le mouvement de création d'emplois se poursuivrait. De 1,6 % en 1987, la croissance de l'emploi serait de 1 % en 1989 pour la zone OCDE, de 0,5 % pour la CEE (contre 0,9 % en 1987). Rares seraient les pays qui continueraient de perdre des postes de travail, comme l'Irlande, l'immense majorité enregistrant des augmentations ou, au pire, comme la France, demeurant dans une position stable. « En Europe (...), est-il souligné, le chiffre « attendu » par la croissance de l'emploi en 1988 comme en 1987 est le meilleur résultat enregistré depuis 1973 et est bien supérieur au taux annuel de 0,3 % enregistré sur le long terme entre 1960 et 1985 ». Après leurs spectaculaires exploits de 1987 (+2,6 %), les États-Unis reviendraient à une progression de 1,5 %, tandis que le Japon se satisfait d'un « modeste » 0,5 % (après 1 % en 1987).

Démarrée en 1983, « la reprise en cours » est, fait observer l'OCDE, « aujourd'hui la plus longue qui ait été enregistrée depuis la deuxième guerre mondiale ». Depuis la relance, ajoute-t-elle, « la croissance de l'emploi (...) atteint des niveaux les meilleurs qui aient été enregistrés dans le passé ».

Plusieurs raisons expliqueraient ces succès qui dépassent les espérances, dont « la fermeté de l'investissement productif, le dynamisme de la consommation et, dans certains pays, les mesures spéciales de lutte contre le chômage ». En quelques occasions, l'OCDE cite d'ailleurs la France parmi les exemples de politique sociale.

Les ombres au tableau

Mais le constat, réjouissant, s'accompagne de quelques ombres au tableau, dont certaines avaient été oubliées pendant tout le temps de la crise. Ainsi réapparaît, notamment en Europe, une augmentation du nombre des emplois proposés et non-pourvus, parfois à des hauteurs qui dépassent les « pics conjoncturels de 1979-1980 », en Belgique, en Espagne ou en Grande-Bretagne. « Déconcertants », le phénomène révèle que les chômeurs « ne semblent pas avoir les compétences voulues pour occuper les emplois disponibles ».

Parallèlement — et cela est au moins aussi préoccupant — les experts de l'OCDE constatent que la reprise de l'emploi se conjugue avec une aggravation persistante du chômage de longue durée, lequel se concentre sur des catégories bien précises de la population. Une explication à cela : le retour dans le travail concerne ceux qui sont les mieux préparés, alors que le chômage de longue durée fonctionne comme un piège. « C'est du gaspillage de ne s'attaquer au chômage que lorsqu'il se prolonge », insiste l'OCDE à ce propos.

Avec des raisonnements moins tranchés, les experts découvrent aussi les mérites de la micro-économie, qui « peut contribuer à faire progresser l'emploi total » et deviennent prudents à l'égard des mécanismes macro-économiques, qui risquent de conduire « à la conclusion pessimiste que la politique du marché du travail ne peut avoir aucun effet sur le niveau global d'emploi ». L'analyse actuelle a donc des conséquences heureuses. Les voies de la sagesse et de la tolérance s'en trouvent renforcées.

ALAIN LEBEAUE.

● Nouvelle baisse du chômage en Grande-Bretagne. — Le nombre des chômeurs en Grande-Bretagne a, en chiffres corrigés des variations saisonnières, diminué de 45 400 personnes en août, pour se situer à 2 286 900. Ce nombre représente 8 % de la population active, contre 8,2 % en juillet. Il s'agit du vingtième recul mensuel consécutif du chômage, qui retrouve son niveau du printemps 1981, après avoir atteint plus de 3,2 millions (11,7 %) à l'été 1986. — (AFP.)

Neuf cents emplois supprimés dans la métallurgie

Plusieurs centaines de suppressions d'emploi ont été décidées depuis dix jours dans diverses branches de la métallurgie. Dernière en date, annoncée au cours de la réunion du comité central d'entreprise de Neiman, la suppression de 400 emplois en 1989, contre 189 à l'usine Klaxon d'Evreux. Des suppressions d'emploi redoutées dès l'an dernier, nous indique notre correspondant à Evreux, lorsque Neiman, délégué jusqu'à par l'usine, est passé sous le contrôle du groupe Valco, leader de l'équipement automobile.

Les Acieries et laminiers de Beaumont (ALB), dans l'Aisne, filiale du groupe belge Cockerill-Sambre, qui fournissent des tôles d'emballage pour l'automobile, vont supprimer 130 emplois (sur 530) par pré-traitement, tri-temps, congés de conversion et retour de salariés étrangers au pays. Solex, fabricant de carburateurs, contrôlé par Fiat (65 %) et Mantra (35 %), abandonnant l'activité de découpe fine dans le secteur mécanique de sa fondrière de Limay (Yvelines), va supprimer 91 postes d'usinage (sur 216), une partie des salariés concernés pourrait être réaffectés dans les usines d'Evreux ou d'Argentan (Orne), parallèlement à des congés de conversion.

De son côté, l'établissement pyréen de la SER, un des leaders français des appareils ménagers, a décidé de supprimer 88 emplois sur 558 à Lourdes (Hautes-Pyrénées) et 24 sur 148 à Mouton (Pyrénées-Atlantiques) afin de réduire « une surcapacité de 20 % et des prix trop élevés de 25 % à l'exportation, notamment pour les cafetières et les mini-robots ».

Outre des préretraites (33 à Lourdes, 14 à Mouton), la direction a

Mesures salariales à la RATP, à la SNCF et à EDF-GDF

Pour tenir compte de la hausse des prix supérieure aux prévisions, la SNCF et la RATP ont décidé jeudi 22 septembre, à l'issue de réunions avec les syndicats signataires des accords salariaux pour 1988 (CFTC et les cadres autonomes pour la SNCF, CFTC, FO-encadrement, indépendants, associations pour la RATP), d'avancer les augmentations de salaires prévues par les accords (le Monde du 23 septembre).

À la SNCF, l'augmentation de 0,9 %, prévue au 1^{er} octobre, a été avancée au 1^{er} septembre ; à la RATP, celle de 1,1 %, prévue au 1^{er} décembre, a été avancée au 1^{er} octobre. Dans les deux cas, de nouvelles réunions sont prévues avec les syndicats signataires des accords : au cours du dernier trimestre à la SNCF, à la fin de l'année pour la RATP.

À EDF-GDF, l'ensemble des organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNCM-CGC) ont repoussé les propositions des directions, qui correspondaient à une augmentation en niveau de 2,2 % sur l'année, comme à la SNCF et à la RATP. Les directions ont décidé unilatéralement d'augmenter les salaires de 1 % à compter du 1^{er} septembre, et de porter rétroactivement à 1 % l'augmentation de 0,7 % accordée le 1^{er} avril à titre conservatoire. Mais un bilan de 1988 doit être fait lors de la négociation salariale 1989.

Les hausses en niveau accordées restent inférieures au placement des prix prévu officiellement (2,8 % contre 2,5 % auparavant), mais elles entraînent des augmentations en masse de 0,55 % à EDF-GDF, 0,18 % à la RATP et 0,075 % à la SNCF.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75002 Paris Cedex 02

GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1988

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe AGF s'élève pour les six premiers mois de l'année 1988 à 15,8 milliards de francs contre 14,6 milliards de francs au premier semestre 1987, en progression de 8 %.

Les cotisations émises par les sociétés françaises d'assurance Domages augmentent de 9 % par rapport à celles du premier semestre 1987. Les émissions de la société AGF VIE sont légèrement inférieures à celles de 1987 en raison de l'impact de la crise boursière sur la vente de contrats libellés en actions de SICAV.

Il convient de noter que la prise de participation dans ASSUBEL, conjointement avec le groupe des ASSURANCES GÉNÉRALES DE BELGIQUE, intervient à hauteur de 3 % dans la progression du chiffre d'affaires consolidé.

Le résultat technique net de réassurance de la branche Domages enregistre une légère amélioration en dépit de l'alourdissement de la charge des sinistres des risques d'entreprises en raison de plusieurs sinistres importants, mais fortement réassurés.

A structure constante, le produit net des placements progresse de 13 %, tandis que les charges de frais généraux et de commissions augmentent de 6,3 %.

Les plus-values nettes sur cessions d'actifs réalisées atteignent 1,5 milliard de francs, chiffre équivalent à celui du premier semestre 1987. Comme l'année dernière, les réalisations de plus-values du second semestre seront certainement moins importantes que celles du premier semestre.

Le bénéfice net consolidé au 30 juin s'élève à 1 478 millions de francs, dont 1 402 millions de francs à structure comparable à celle du premier semestre 1987 dont le bénéfice ressortait à 1 238 millions de francs.

Ce résultat doit être interprété avec prudence dans la mesure où certains postes ne peuvent être appréhendés avec certitude que sur la base annuelle.

Les éléments d'information disponibles permettent de penser que le résultat consolidé de l'ensemble de l'exercice 1988 sera du même ordre de grandeur que celui de l'année 1987 qui s'était élevé à 1 750 millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE FRANÇAISE

À la suite de deux augmentations, achevées le 22 septembre 1988, le capital de la Banque française s'élève à 86 253 000 F. Il est réparti entre le groupe Fastout (65,1 %), la Métropole générale des PTT (20 %), la MACIF (9,9 %) et la Banque monétaire et financière, filiale de la CASDEN-BP (5 %).

Ces trois actionnaires sont représentés au conseil d'administration par leurs présidents, respectivement M. Jacques Vazier, M. Jacques Vaudier et M. Jean Desverges.

Le président-directeur général
Denis Fastout.



Réuni le 21 septembre 1988 sous la présidence de Jean-Luc Filinois, le conseil d'administration de SAGA a pris connaissance des comptes et résultats sociaux et consolidés du premier semestre 1988.

An 30 juin, le résultat social s'établit à 13,5 MF. La comparaison avec le résultat au 30 juin 1987 (29,2 MF) doit tenir compte de la plus-value, enregistrée à cette date, sur la cession de la filiale Unionite (18 MF). Abstraction faite de cet élément exceptionnel, le résultat consolidé, par rapport à l'an dernier, un léger progrès.

Le résultat consolidé au 30 juin 1988 connaît également une amélioration s'établissant à 32 MF contre 30 MF au 30 juin 1987.

Les perspectives pour le second semestre confirment cette tendance favorable.

Le conseil d'administration a, par ailleurs, enregistré avec regret la démission de M. Paul-Henri Denicourt et décidé de pourvoir au remplacement M. Gilles Bouthillier.

OFFICE DES PORTS AÉRIENS DE TUNISIE APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Office des ports aériens de Tunisie lance un appel d'offres international pour l'acquisition et l'installation dans les aéroports internationaux de Tunisie-Carthage, Monastir, Sfax et Jerba des équipements d'aide à la navigation aérienne suivants :

- 2 Very High Frequency Omniscope (VOR) ;
- 1 Distance Measuring Equipment (DME) ;
- 2 chénières radio ;
- 1 radiophare.

Les fournisseurs justifiant de leur qualité de constructeurs ou leurs représentants dûment mandatés peuvent retirer les cahiers des charges au siège de l'O.P.A.T., aéroport international de Tunisie-Carthage, Direction approvisionnement et gestion des stocks, bureau 233 contre le paiement de la somme de 300 dinars.

Les soumissions seront placées sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure ne porte que la mention « A ne pas ouvrir. Appel d'offres pour l'acquisition et l'installation d'équipements d'aide à la navigation aérienne ». Cette enveloppe contiendra les pièces suivantes :

- un certificat attestant que le soumissionnaire est en règle avec la direction des impôts ;
- une attestation de solde de la Sécurité sociale valable le jour de l'ouverture des plis (pour les fournisseurs tunisiens seulement) ;
- un certificat de non-faillite ou un concordat préventif ;
- une caution bancaire provisoire de 1 % du montant global de l'offre.

L'enveloppe intérieure portera le nom du soumissionnaire et contiendra :

- les cahiers des charges détaillés et signés sur chacune de leurs pages ;
- la soumission et le détail estimatif des prix détaillé et signé.

Les offres doivent être adressées au plus tard le 14 octobre 1988 par voie postale et recommandée au nom de :

M. le président-directeur général de l'Office des ports aériens de Tunisie.

BP 60 Aéroport international de Tunisie-Carthage.

Toute soumission qui ne sera pas accompagnée des justifications susmentionnées sera rejetée de droit.

Tapis persans, tapis de maître.



Tapis en soie SOUZANI des villes SHANSAVAN (IRAN) 80 x 130 à décor d'inspiration arabo-islamique.

LE
BON
MARCHÉ

RIVE GAUCHE

Au Bon Marché, les tapis d'Orient aux dessins inimitables, aux couleurs chatoyantes et subtiles, témoins de la riche et passionnante culture orientale, sont, depuis plus d'un siècle, notre spécialité. Comme chaque année, en début d'été, François Olivier, notre acheteur passionné, a exploré la Turquie et l'Iran dans leurs lointains recoins pour y trouver les pièces les plus rares. De son expédition turque, François Olivier a ramené une fabuleuse collection de kilims de prières aux couleurs vives et bleues, des tapis KONYA et des KARS aux couleurs rouge garance et bleu indigo ainsi que des tapis yasticks de nomades. Lors de son voyage en Iran, il a rejoint les nomades SHANSAVAN dans la région d'ARDEBIL où ils embellissent leurs quartiers d'été. Il a donc cueilli à leur source les plus beaux kilims, des maîtres, des tapis SOUZANI dont certains sont travaillés à la façon des Soumak du Caucase, il a rapporté aussi de magnifiques pièces

d'origines diverses : Varamine, Semneh, Navevand, Bidjar, Bakhtiari, Yelamoh... Les tapis d'Orient du Bon Marché, qu'ils soient turcs, persans, afghans, népalais... sont des pièces authentiques, façonnées par des mains qui détiennent toute la mémoire de l'art oriental. C'est aussi le certificat d'origine, l'expertise, le nettoyage, le conseil, la restauration, la garde et la présentation à domicile. Le Bon Marché, une équipe d'experts passionnés, au service de la tradition.

Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F d'achat. Remises non cumulables.

-20%
SUR LES TAPIS
D'ORIENT
EXPOSITION-VENTE
JUSQU'AU 26 NOV. 2^E ÉTAGE
M^{SE} SEVRES BABYLONE
TEL. : 45.49.21.22

هكذا من الأصل

Cours relevé

Règlement mensuel																	Competition																
Compétition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compétition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compétition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -																
3820	C.A.E. 9% +	2610	3818	3790	- 0.52							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
3820	B.A.P. 7% +	1025	1021	1021	- 0.39							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1110	C.F.P. 7% +	1110	1110	1110	0.00							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1110	C.F.P. 7% +	1110	1110	1110	0.00							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1720	Hermès 7% +	1720	1721	1721	+ 0.06							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1720	Hermès 7% +	1720	1721	1721	+ 0.06							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gabriel 7% +	1240	1253	1253	+ 0.32							1740	Dumaine Bank	1762	1785	1760	+ 0.00																
1240	St-Gab																																

Comptant (selection)

SICAV (selection)

22/9

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rechat net	VALEURS	Estimation Frais incl.	Rechat net
Obligations																				
Sup. 6,50 % 77	138 45	2.000	Champan (W)	141 80	144	Loire Valais	650	655	Toutin-Anselme	198	198	A.A.A.	670 41	649 18	Francis Huguier	1019 83	880 13	Phar	987 95	987 95
9,80 % 78/85	130 30	1.987	C.I.C. (France - Ind)	140	140	Loiret (Ind)	1900	1800	Toutin-Anselme	367	367	Adifin	210 21	205 22	Francis Huguier	27 75	27 75	Phar	987 95	987 95
10,50 % 78/84	106 60	0.882	C.I. Méditerranée	720	721	Luch	1198	1198	Union S.M.D.	528	535	Adifin	454 26	437 84	Francis Huguier	27 75	27 75	Phar	987 95	987 95
12,25 % 80/89	106 64	4.122	Comen (B)	2200	2200	Mathurin (B)	84 50	84 50	G.A.P.	325	325	Adifin	592 72	535 74	Francis Huguier	27 75	27 75	Phar	987 95	987 95
14,20 % 81/88	101 80	8.108	Cofin	700	700	Magasinier Unifin	132 30	131	U.T.A.	1880	1747	Adifin	503 00	581 98	Francis Huguier	10682 30	10682 30	Phar	987 95	987 95
14,20 % 82/89	100 30	11.257	Cofin	1125	1125	Magasinier S.A.	108	107	Vicat	1700	1700	A.B.F. Action Ind-CPI	1071 10	1045 01	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
15,00 % 82/89	110 10	4.880	Cofin	318	318 20	Magasinier P.A.	228	228	Vicat	1110	1110	A.B.F. BODD	559 77	544 19	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
15,40 % 82/89	113 48	8.616	Co Indus	2454	2454	Matin (Indus)	418	418	Vicat	107 60	107 60	A.B.F. BODD	559 77	544 19	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
15,40 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	485	485	Matin (Indus)	108	108	Waters S.A.	685	685	A.B.F. BODD	559 77	544 19	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	720	720	Matin (Indus)	216	216	Waters S.A.	685	685	A.B.F. BODD	559 77	544 19	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	21 30	20 40	Matin (Indus)	216	216	Waters S.A.	685	685	A.B.F. BODD	559 77	544 19	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)	216	216	Waters S.A.	685	685	A.B.F. BODD	559 77	544 19	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)	216	216	Waters S.A.	685	685	A.B.F. BODD	559 77	544 19	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)	216	216	Waters S.A.	685	685	A.B.F. BODD	559 77	544 19	Francis Huguier	24 61	24 61	Phar	987 95	987 95
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	840	840	Matin (Indus)														
16,20 % 82/89	113 48	8.616	Comp. Lyon-Alain	141	140 30	Matin (Indus)														

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Appels au calme en Haïti. 4 Le voyage de M. Perez de Cuellar en Afrique du Sud. 5 Liban : trois dirigeants d'Amal assassinés. 6 URSS : les rassemblements se poursuivent à Erevan.	8 La campagne pour les élections cantonales. 10 La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. 11 M. Chevènement et la missile S-4. — « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	24 La détresse des grands vieillards enfermés dans des « maisons ». — La Dernière Tentation du Christ, au tribunal de Paris. 19 Chasse : bonne chance, monsieur le Ministre ! SPORTS 12 à 14 Les Jeux olympiques.	20 Le Festival d'automne à Paris. 21 Communication. DÉBATS 2 Audiovisuel : « Autorité, compétence, indépendance », par Gérard Carles et Jean-Marie Charpentier ; « In media stat veritas », par Antoine Vail.	28 Augmentation des tarifs des cartes de crédit : M. Bérégovoy invite les banques à revenir sur leur décision. — L'OCDE confirme l'orientation du chômage à la baisse. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Campus 14 Cartes 26 Météorologie 14 Jeux 18 Philatélie 14 Radio-Télévision 23	● Les Jeux olympiques en direct de Séoul, 24 h sur 24 JO ● Dimanche, dès 20 heures, les résultats des cantonales en direct ELEC ● Un œil sur le coin, l'autre sur votre portefeuille BOURSE ● Le monde de l'art sur écran ARTLINE 36-15 tapez LE MONDE

Rédactrice au « Monde »
Marie-Christine Robert est morte

Notre collaboratrice Marie-Christine Robert est décédée jeudi 22 septembre des suites d'un accident. Elle était âgée de trente-huit ans.

Frêle et énergique, passionnée, Marie-Christine Robert avait, dans son métier de journaliste, un terrain de prédilection : l'enquête. Entrée au Monde en 1976, après avoir collaboré aux publications du groupe Bayard-Presses, elle avait fait ses premières armes au service d'information-régions avant de rejoindre le service économique, en 1984. Auparavant, elle avait, selon un choix qui la désignait bien, demandé à être correspondante permanente du Monde en Bretagne.

Exigeante, elle s'acharnait à comprendre pour faire comprendre, pour informer. Elle avait, ces derniers mois, cherché à élargir sa palette en s'intéressant aux phénomènes de société, désirant que le Monde marie mieux l'économie et la sociologie. Le 6 septembre, elle signait une longue enquête-reportage sur le marché des organismes de formation des cadres. On y retrouvait toute sa curiosité et son esprit critique rapide à déceler les excès et les prétentions de « modernisme » de nos sociétés.

Le Monde présente à sa famille, à ses deux enfants, ses condoléances les plus émus.

F.S.

La grève dans l'audiovisuel public
Négociations tous azimuts

Grève très largement suivie à FR 3 et à Radio-France, un peu plus incertaine à Antenne 2 : assemblées générales, et négociations tous azimuts. Jeudi 23 septembre fut assurément encore une journée agitée dans l'audiovisuel public, où la crise prend un tour imprévisible. L'agitation des dirigeants de chaîne est en effet à la mesure de leur incapacité à répondre à certaines revendications des grévistes concernant les salaires, la taille

roque en début d'après-midi par le directeur du cabinet de M. Chassagne, lequel ne s'estime pas l'interlocuteur idéal. Rendez-vous est donc pris chez M. Tasca, ministre délégué à la communication, lors de la présentation à la presse du budget de l'audiovisuel. Le conflit, a-t-elle souligné, « exprime en termes classiques des problèmes plus profonds touchant à la fois à l'organisation du travail, à la gestion financière des entreprises et à leurs perspectives d'avenir ».

Mais, pour l'immédiat, pas question pour elle de se substituer aux directions des chaînes dans la négociation salariale en cours. « Même si, comme elle le reconnaissait, le budget 1989 ne permet pas de répondre à toutes les revendications telles qu'elles sont formulées aujourd'hui. Une prise de distance à l'égard du conflit, dont la suite de cette nouvelle « folle » journée allait montrer que les choses n'étaient peut-être pas aussi simples... »

Tôt le matin, les responsables des chaînes avaient pris la mesure de la participation au mouvement : un quart de grévistes à Antenne 2, selon sa direction, près de 55 % selon la CFDT ; un quart à Radio-France-Paris selon la direction, 60 % selon les syndicats, au moins autant en province ; 60 % à FR 3 selon la présidence, 80 % selon le SNJ, seuls les journaux de la chaîne étant encore concernés.

Dans chacune des sociétés, à la suite d'assemblées générales, les syndicats mettaient le cap sur le ministère du budget. Une délégation de représentants syndicaux d'Antenne 2 et Radio-France y est

étant pour l'essentiel dans le camp des pouvoirs publics. En témoignent les discussions entamées jeudi soir entre les représentants syndicaux du personnel des différentes sociétés et les ministères concernés : celui du budget et celui, surtout, de la communication. « Il faut que la raison l'emporte », devait déclarer le ministre de l'Économie, M. Pierre Bérégovoy, en évoquant le « malaise » précipité, selon lui, par la loi Léotard.

qu'une assemblée générale se tenait à TF 1. Ayant rencontré à deux reprises leur PDG, M. Claude Contamine, et munis d'une note du directeur général de la chaîne comportant plusieurs engagements (augmentation des salaires au cas par cas, programme d'avancements et de promotions...), les journalistes d'Antenne 2 étaient tentés de suspendre le mouvement. Mais c'est une autre assemblée générale du personnel — après une rencontre avec le collège des employeurs — qui devait décider, à 16 heures, de la poursuite ou de l'arrêt de la grève.

ANNICK COJEAN
et PIERRE-ANGEL GAY.

Sur le vif
Puce ou cafard ?

— Allô, c'est toi ? C'est Cro-fougnat. Non, c'est simplement pour savoir : ça va durer longtemps, ces billets défilés sur tes balcons et tes balustrades ? On s'en tamponne, je vais te dire. Tu ferais mieux de pousser un grand coup de queue contre les petites boîtes noires dans les bagnoles.

— Pourquoi ? On en met bien dans les locomotives et les avions. En cas d'accident...

— Justement, là, c'est différent, accident ou pas, tu vas plus pouvoir prendre la route sans te faire piquer par les tics. Rangez-vous sur le bas-côté. Ouvrez votre capot... Alors, l'indie, tu nous la balances, cette note ? Elle rouille à combien ? Est-ce qu'elle s'est arrêtée pour passer ? La ligne jaune, elle l'a franchie, ou elle est morte ? Et sa main droite, où elle était ? Sur le volant ou sur la cuisse de son passager ?

Faut pas pousser, c'est un simple moyen de contrôle...

— Tu rigoles ? Encore s'il se contentait de moucher, ces mouchards, mais t'as vu un peu ce qu'ils racontent, les autos

qu'il parlait ? Moi, la mienne, elle est mytho, t'as vu, caractéristique. Elle arrive pas de se plaindre, de rouspéter, de me bassiner avec des histoires complètement bidon de portières mal fermées et de surchauffe alors qu'elle couche dehors depuis quasiment huit heures par moins 10°. Là, ils vont débiter comme des dingues, ces cafards de puces ! Sans compter qu'ils sont achetés.

— Par qui ?

— Par les constructeurs. Ils vont les aligner sur des compteurs truqués à la hausse, juste pour nous vendre des vitesses de 250 km/h d'autant plus grotesques qu'elles sont infimes.

— Oh là là ! Ce que c'est compliqué, ton truc, M. tout ce que je vois, c'est la courbe des morts et de la bêtise. Elle, elle grogne à des vitesses pas possibles et croie-moi, ça, c'est pas truqué.

— Et c'est en mettant un moulin dans ton moteur que tu vas le freiner, c'est ça ?

CLAUDE SARRAUTE.

L'Élysée dément envisager un freinage ou une réduction du programme Hadès

L'Élysée et le ministère de la Défense ont qualifié d'« infondées » les informations publiées vendredi 23 septembre par l'*International Herald Tribune* et selon lesquelles le président de la République songerait à retarder de deux ou trois ans ou à réduire le programme Hadès, du nom du missile nucléaire sol-sol d'une portée de 480 kilomètres qui doit remplacer le Pluton et qui doit commencer à être déployé en 1992.

Le quotidien américain se réfère, pour étayer ses affirmations, à « un officiel français proche du président Mitterrand mais qui n'a pas voulu être identifié » et affirme qu'une telle décision est envisagée pour « tester la volonté de Moscou de réduire ses forces stationnées en Europe de l'Est ». Le *Financial Times* du même jour publie, mais avec beaucoup plus de prudence, des informations allant dans le même sens et précise qu'il ne s'agit à ce stade que d'une « réflexion ».

Si l'on reconnaît bien à l'Élysée qu'un proche du président de la République s'est entretenu jeudi avec plusieurs représentants de la presse étrangère, on affirme que ce responsable n'a jamais évoqué un freinage du programme Hadès et qu'il n'est pas question de le réduire. On fait également remarquer que le budget de la défense maintient le financement prévu de Hadès comme d'ailleurs celui du missile air-sol ASMP, les deux systèmes étant complémentaires. La confusion, ajoute-t-on, vient sans doute de l'opposition de M. Mitterrand, dans le contexte Est-Ouest actuel, à la modernisation de certaines armes nucléaires de l'OTAN. Mais les armes françaises, comme on le sait, ne sont pas sous le commandement de l'OTAN.

Cela dit, il est exact que l'Élysée est en pleine réflexion sur les questions de sécurité et de désarmement.

ne serait-ce qu'en prévision des discussions de politique étrangère et de défense que M. Mitterrand doit bientôt prononcer, 25 devant les Nations unies le 28 septembre, l'autre, le 10 octobre, devant l'Institut des hautes études de la défense nationale.

Mais, affirme-t-on, dans l'entourage du président, il n'est pas question d'établir un lien entre les programmes nucléaires français et l'évolution des négociations sur la réduction des armes conventionnelles en Europe. La seule fois où le président de la République a établi un tel lien, c'est lorsqu'il a pris position en faveur de la non-modernisation de certaines armes nucléaires de l'OTAN, conseiller à ses partisans de se donner deux ou trois ans pour juger de la bonne volonté soviétique en matière de désarmement.

Avisé !
Préciser VOLVIC.

« Cartes des cafés, choix des palais... aujourd'hui tout va plus loin. Il est vrai qu'une seule fausse note, et tout tombe à l'eau... »

VOLVIC
LA COURONNE
(Hôtel Warwick)
Paris 9
Tél. : 45 63 11

Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

Le Luxembourg et la Serre demandent l'arrêt de Cattenom. — Le ministre luxembourgeois des affaires étrangères a indiqué, jeudi 22 septembre, que, après la décision de la Cour européenne de justice déclarant que la France n'avait pas respecté certaines règles communautaires, la procédure d'autorisation de la centrale nucléaire de Cattenom devait être entièrement reprise et qu'il était « difficilement imaginable » que la centrale continue de fonctionner. Le ministre serbe de l'environnement a pris une position analogue. Du côté français, on est d'accord pour reprendre la procédure, mais un arrêt de la centrale n'est pas évoqué.

Incendie dans un entrepôt de produits chimiques en Yougoslavie. — Un entrepôt contenant 17 000 tonnes d'engrais chimiques a pris feu le vendredi 23 septembre à Sibenik, sur la côte adriatique yougoslave. La ville, qui compte soixante mille habitants, était en cours d'évacuation dans la matinée. Les touristes, encore nombreux à cette saison, ont été invités à se mettre à l'abri, et les navires à quai au port ont pris le large pour éviter les fumées toxiques. — (Reuters).

PAYS-BAS : l'« affaire des passeports »
Une crise gouvernementale évitée de justesse

LA HAYE
de notre correspondant

Une crise gouvernementale, en relation avec l'affaire des passeports, a été évitée de justesse, le vendredi 23 septembre, aux Pays-Bas. Les groupes parlementaires des partis de centre-droite ayant finalement renoncé à exiger une auto-critique du ministre des affaires étrangères, M. Hans Van Den Broek. Celui-ci était assis du soutien du chef du gouvernement chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers, qui, à la surprise de tous les députés, avait lié son sort à celui du ministre. La démission de M. Lubbers aurait entraîné la chute de sa coalition avec les libéraux-conservateurs. Les parlementaires des deux partis gouvernementaux ont cédé sous la pression. Ainsi prenait fin un étrange débat entre, d'une part, MM. Lubbers et Van Den Broek et, d'autre part, la Chambre des députés, débat qui avait transformé une rocambolesque affaire des passeports en test politique vital.

Fin août, une commission d'enquête parlementaire avait sévèrement critiqué les vains efforts gouvernementaux pour introduire de nouveaux passeports infalsifiables avant le 1^{er} janvier prochain. Ses conclusions avaient mis en cause

deux membres du gouvernement : le ministre de la défense et le secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui furent contraints de démissionner au début de ce mois.

M. Lubbers était décidé à ne pas faire porter le chapeau par son ministre des affaires étrangères, qui avait refusé d'approuver une des conclusions de l'enquête parlementaire, selon laquelle il avait sciemment induit en erreur les députés. Son honneur d'homme politique était en jeu. Personne en tout cas aux Pays-Bas n'avait pensé que cette affaire des passeports pourrait mettre en danger l'existence de la coalition gouvernementale.

RENÉ TER STEEGE.

NOUVELLE-CALÉDONIE : le « oui » de la Ligue des droits de l'homme — La Ligue des droits de l'homme « se félicite qu'il soit mis un terme au processus de violence » et que la Nouvelle-Calédonie « retrouve le chemin de la paix civile et de la tolérance mutuelle ». Elle « approuve pleinement la volonté du gouvernement de mettre en œuvre une politique concrète de réduction des indigénismes, tout en préservant le droit du peuple canaque à son indépendance ». Elle estime, ce compte tenu des multiples reniements du passé, il appartient au peuple français, par la voie du référendum, de garantir aux communautés de Nouvelle-Calédonie le respect des accords passés, et elle appelle donc tous les citoyens « à participer nombreux à cette consultation et à se prononcer en faveur des accords qui leur sont soumis ».

75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
47-63-34-17 — 42-27-88-54

PIANOS DAUDÉ

VOTRE PIANO depuis 8 500 F TTC
En location-vente 190 F/mois - 61 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
LOCATION depuis 200 F/mois + Frais de transport
OUVERT LE DIMANCHE

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 88 !

Nous vous proposons :

- 104 Style Z Gris fumé métallisé
- 205 XR 1124 et 1360 cm³ Blanc, Gris Winchester
- 205 XT-TO Gris graphite
- 205 GTI 115 et 130 cv
- 205 GRD et SRD
- 305 GLS Diesel Gris Futura, Gris Winchester
- 309 XS Rouge Vallée
- 309 GTI Beige Tibesti
- 309 GTI Gris graphite, Rouge Vallée
- 505 GRD Bleu glacier
- 405 GR et SR 1.9i



NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

C'est vous qui avez raison,

EXIGEZ :
“LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE”

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horripilent. Voyages, livres, sports, séries, sollicitez nous votre “budget-plaisir”. Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent. Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. A partir de 30 F le mètre, la Mode qui laisse votre budget intact ou presque...

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H

GRANDE-BRETAGNE : expulsion de trois diplomates tchécoslovaques. — Le Foreign Office a annoncé, jeudi 22 septembre, que le major Bedrich Kramar, attaché militaire adjoint à l'ambassade de Tchécoslovaquie en Grande-Bretagne, le major Vlastimil Netochy, membre du bureau militaire, et M. Pavel Moudry, de la section commerciale, avaient quatorze jours pour quitter le pays, leurs activités étant « incompatibles avec leur statut diplomatique ».

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1988 a été tiré à 518 446 exemplaires

75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS

PIANOS DAUDÉ

VOTRE PIANO STEINMANN à 12 700 F
VOTRE PIANO KLINGMANN à 10 900 F



En promotion à partir de 220 F/mois
Livraison gratuite
OUVERT LE DIMANCHE

DÉPÔT
E. KHANH
HOMMES ET FEMMES
DES GRIFFES DE QUALITÉ
DES PRIX AVANTAGEUX

UNE ADRESSE A NE PAS MANQUER
FACE AU FORUM DES HALLES - MÉTRO, RER CHATELAIN-LES HALLES
(côté Pierre-Lescot) Parking Forum
du lundi au samedi de 10 h à 19 h, 6, rue Pierre-Lescot, 1^{er} étage, 75001 PARIS